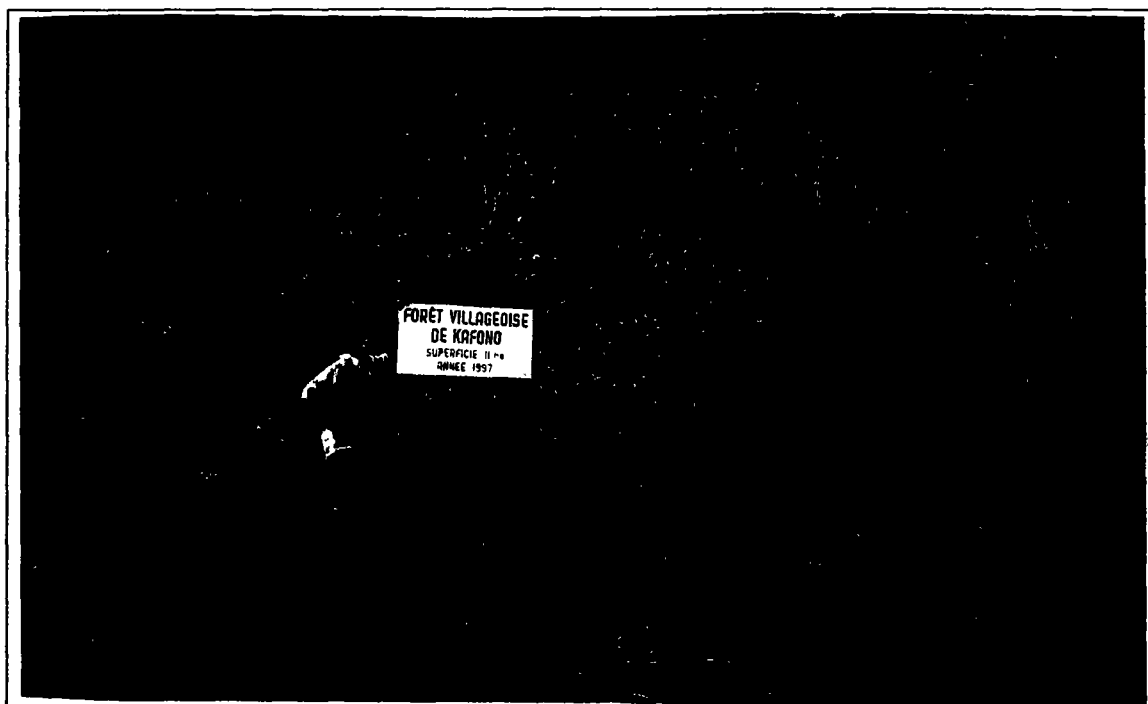


La participation des populations locales à l'élaboration d'un projet de gestion durable de leur « forêt villageoise »

*évaluation, facteurs explicatifs, propositions d'appuis
dans la zone d'intervention du programme GDRN,
région de Sikasso, Mali .*



Par Hélène Scotto di Rinaldi

En vue de l'obtention du Master of Science DAT
et du diplôme d'ingénieur agronome tropical

Mai 2000

Maîtres de stage :

Souleymane Diarra(ESPGRN/ IER)
Bokary Kelly (PRF/ IER)
Marina Ogier (ARFP/ IC)

Directeurs de mémoire :

Jean-marc Barbier (CNEARC)
Nicole Sibelet (CIRAD-TERA)
Georges Smektala (ENGREF)

La participation des populations locales à l'élaboration d'un projet de gestion durable de leur « forêt villageoise »

*évaluation, facteurs explicatifs, propositions d'appuis
dans la zone d'intervention du programme GDRN,
région de Sikasso, Mali .*

Par Hélène Scotto di Rinaldi

En vue de l'obtention du Master of Science DAT
et du diplôme d'ingénieur agronome tropical

Mai 2000

Maîtres de stage :

Souleymane Diarra(ESPGRN/ IER)
Bokary Kelly (PRF/ IER)
Marina Ogier (ARFP/ IC)

Directeurs de mémoire :

Jean-marc Barbier (CNEARC)
Nicole Sibelet (CIRAD-TERA)
Georges Smektala (ENGREF)

A ma mère qui veille et Matteo qui s'éveille.

« Une personne, une idée ; deux personnes, deux idées »
(proverbe Bambara)

Remerciements

Il serait long de citer toutes les personnes amis et collaborateurs qui ont enrichi mon séjour au Mali à travers des rencontres, des échanges professionnels, culturels ou privés. Qu'ils en soient tous sincèrement remerciés.

J'exprime ma gratitude aux personnes qui ont participé de près ou de loin à la réalisation de ce stage :

- *mon binôme Abraham Sogoba pour sa sérieuse collaboration*
- *nos maîtres de stage : Marina Ogier, Souleymane Diarra et Bokary Kelly ; et mes directeurs de mémoire : Nicole Sibelet, Jean-marc Barbier et Georges Smektala, pour leur aide et leur disponibilité*
- *notre traductrice Aoua Bengaly pour son efficacité et son amitié*
- *les membres du groupes de travail "Forêt villageoise"*
- *Christiane Dardé du CIRAD-TERA/GRET et Amadi Coulibaly de EDP, mes personnes ressources à Montpellier*
- *A Sikasso, les équipes d'EDP, CCGDRN, ESPGRN, et ARFP, et le consultant Drissa Sidibe, pour leur accueil, leur disponibilité et leur sympathie.*
- *Les agents de terrain d'EDP (Celestin Dembélé, Fatoumata Goïta, Mamoutou Diarra) et du SCN (Issa Konate, Djériba Bengaly) pour leur précieuse connaissance du milieu et leur participation au bon déroulement de nos séjours sur le terrain.*
- *Le comité de gestion de la forêt villageoise et tous les villageois et villageoises de Kafono, Komé, N'Gana et Zéguesso, pour leur hospitalité exemplaire et leur franche collaboration.*

Mais un stage en dehors du côté professionnel, c'est aussi une expérience personnelle très riche de vie dans un pays étranger. C'est pourquoi, je tiens aussi à adresser mes remerciements à tous ceux qui ont rendu ce séjour agréable par leur amitié :

Sékou Baber Traore, Kola Sow, Oudou Bengaly, la famille Sogodogo, Yves Matthijs et Sophie Schmid, Amadou Kassambara, Mohammed Maïga, les autres stagiaires (Mickaël Goetz, Irène Obi, François Fellay, Térésa Valentino), Djénaba Dia....

Enfin , il serait ingrat d'oublier ma famille qui malgré la distance a toujours été présente.

Abréviations et sigles

- ✎ AEP : Auto-Evaluation et Programmation, outil de l'approche participative développé par GDRN
- ✎ ARFP : Appui à la Recherche Forestière Participative, volet du programme GDRN
- ✎ ASFD : Appui aux Services Forestiers Déconcentrés, volet du programme GDRN
- ✎ BNDA : Banque Nationale de Développement Agricole
- ✎ CILSS : Comité International de Lutte contre la Sécheresse au Sahel
- ✎ CLC : Comité Locale de Concertation
- ✎ CMDT : Compagnie Malienne de Développement des Textiles
- ✎ CTD : Collectivités Territoriales Décentralisées
- ✎ DNAER : Direction Nationale de l' Aménagement et de l'équipement rural
- ✎ DNCN : Direction Nationale de la Conservation de la Nature
- ✎ DNRC : Direction Nationale de la Réglementation et du Contrôle
- ✎ DRAER : Direction Régionale de l'Aménagement et de l'équipement rural
- ✎ DRCN : Direction Régionale de la Conservation de la Nature
- ✎ DRRC : Direction Régionale de la Réglementation et du contrôle
- ✎ DSE : Diagnostic Socio-Economique, outil de l'approche participative développé par GDRN
- ✎ DT : Diagnostic Technique, outil de l'approche participative développé par GDRN
- ✎ EDP : Environnement et Développement paysan, ONG volet du programme GDRN
- ✎ ESPGRN : Equipe Système de production et Gestion des Ressources Naturelles, programme de recherche de l'IER
- ✎ IER : Institut d'Economie Rurale
- ✎ FV : forêt villageoise
- ✎ GDRN : (programme de) Gestion Durable des Ressources Naturelles
- ✎ GRN : Gestion des Ressources Naturelles
- ✎ MDRE : Ministère du Développement Rural et de l'Eau
- ✎ ME : Ministère de l'Environnement
- ✎ OP: Organisation Paysanne
- ✎ PP: Participation Paysanne
- ✎ PRF : Programme Recherche Forestière
- ✎ SCN : Service de la Conservation de la Nature

Glossaire

Les mots du texte avec une astérisque* renvoient pour leur explication à ce glossaire.

Animisme : en Afrique, désigne les croyances locales, par opposition aux religions nouvelles monothéistes (judaïsme, islam et christianisme). Culte des ancêtres et des forces de la nature. Les morts sont vivants et agissants, ils peuvent être plus ou moins proches, bienfaisants ou hostiles (dans ce cas, il faut les apaiser par des rites appropriés). En général, il y a conscience d'un être suprême qu'on invoque mais auquel on ne rend pas de culte direct ; initiations (rites de passage à l'époque de la puberté) ; divinations (devins-guerisseurs) ; magie ; sociétés religieuses secrètes (la plupart ayant surtout un rôle politique, économique, ethnique ou tribal). (Quid, 1999).

Bois sacré : Forêt protégée et qui n'a jamais été exploitée depuis la création du village car c'est un lieu de culte de l'animisme. Les rites d'initiation aux fétiches*, l'intronisation du chef coutumier, et les autres rites religieux de l'animisme (invocation des génies protecteurs pour la pluie...) s'effectuent dans le bois sacré par les chefs coutumiers. Les initiés (seulement des hommes) peuvent assister à ces cérémonies.

Brousse : partie du terroir non-cultivée, jachère.

Charretier : personne possédant une charrette et faisant le commerce du bois de chauffe. Généralement, il vient prendre le bois au village pour aller le vendre dans la ville voisine.

Cousinage : plaisanterie entre ethnies « cousines ».

Dolo : bière de mil.

Fétiche : objet de culte dans la religion animiste. Il a une valeur religieuse symbolique pour ses initiés, c'est à dire ceux qui ont suivi un apprentissage.

Soumbala : boule à base de graines de Néré, préparée et vendue par les femmes. Le soumbala est utilisée pour assaisonner les sauces. En ville, il a tendance à être supplanté par le cube Maggi.

Tô : plat à base de farine de mil, sorgho ou maïs qui constitue le repas quotidien des villageois.

Résumé

Au Mali, aujourd'hui, les organisations internationales et le gouvernement malien par la mise en place de la décentralisation, misent, pour gérer durablement les ressources naturelles, sur une responsabilisation des acteurs locaux. Pourtant des questions subsistent quant aux modalités de leur participation : Qui doit participer ? Comment ? Pourquoi ?

Ce travail de recherche-action a été écrit suite à une recherche de 6 mois au Mali, dans la région de Sikasso, au sein du programme Gestion Durable des Ressources naturelles de l'organisation Suisse Intercoopération.

Quatre villages de la région de Sikasso, ayant un projet de gestion durable de leur "forêt villageoise" appuyé par le programme GDRN, ont été étudiés sous l'angle de la participation des acteurs locaux à ce projet. Après une analyse des stratégies des acteurs, plusieurs dynamiques ont pu être identifiées. D'un côté, les jeunes villageois alphabétisés s'insèrent de plus en plus dans la prise de décision. D'un autre, les patriarches veulent conserver leur autorité et leur main mise sur les affaires du village. En plus de cette confrontation masculine de génération, les femmes, encore très exclues des processus de prise de décision, par l'intermédiaire de quelques leaders, tentent de se positionner dans cette "arène" en tant que nouvelles interlocutrices. Enfin, les allochtones installés en communauté ne sont généralement pas pris en compte dans ces projets. Toutefois, la participation des villageois ne dépend pas seulement de leur statut social. En effet, un autre facteur explicatif de la participation est l'intérêt que l'individu porte au projet.

Une clarification des objectifs du projet et une concertation entre les différents acteurs sur le mode de gestion à élaborer peuvent leur permettre de se repositionner. Un appui à l'alphabétisation et à l'identification de projets qui répondent aux besoins prioritaires est également nécessaire pour faciliter l'implication des catégories marginalisées. Mais le plus grand changement demandé aux populations pour un élargissement de la prise de décision aux femmes, aux jeunes et aux allochtones est d'ordre socioculturel car il sous-entend une remise en question du rôle et du statut de ces différents groupes au sein de la communauté villageoise.

La participation élargie aux catégories marginalisées peut alors être considérée comme une innovation sociale, dans les sociétés rurales de cette zone. Pour être acceptée, elle doit être légitimée par les villageois. Autrement dit, soit elle est désirée et perçue par l'ensemble de la population comme une évolution nécessaire à la gestion durable de la FV, soit elle est suscitée par le programme d'appui mais se justifie pour une gestion durable.

Mot clés : Participation, genre, groupe stratégique, dégradation, gestion durable, forêt villageoise, décentralisation, Mali, Sikasso.

Summary

In Mali, today, international organizations and malian government with the decentralisation, for a sustainable management of natural resources count on a responsabilisation of local actors.. Nevertheless, questions still remain about modes of participation. Who have to participate in ? How? Why?

This research-action work has been written after a six months research in Mali, in the region of Sikasso, at the Sustainable Management of Natural Resources (GDRN) Program of the Swiss organization Intercooperation.

Four village of the region of Sikasso, that are installing a sustainable management project for their "village forest" and supported by the GDRN Program, have been studied with the participation point of view. After an actor's strategy analysis, several dynamics had been identified. On one hand, young literate people fit into decision process. On the other hand, old people want to maintain their authority and power on village management. Women, still out of decision process, want to position themselves as new interlocutors by the way of their leaders. At least, foreigners set up in community aren't taken into account in these projects. However, village participation not depends only on social status. Another explicative factor is the interest that the people give to the project. A clarification of objective's project and a dialogue between the different actors on the management they have to implement, could permit them to position again. An empowerment, by support to literacy and identification of projects that respond at priority needs, is necessary to make the marginalized people participation easier. But the most important change for a increased decision process to women, young and foreigners, is a socio-cultural one's. It depends on a call into doubt of the role and status of these different groups in the local society.

Then, the increased participation to marginalized groups could be considered as a social innovation in local society of this zone. To be accepted, it has to be recognised by village people as a necessary evolution for a sustainable management of their forest.

Key words : Participation, gender, strategic group, degradation, decentralisation, village forest, Sikasso, Mali.

Sommaire

INTRODUCTION	1
PREMIÈRE PARTIE : L'APPROCHE PARTICIPATIVE : UNE RÉPONSE À LA DÉGRADATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES DANS LA RÉGION DE SIKASSO	3
I. LA DÉGRADATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES : UNE PRÉOCCUPATION CROISSANTE DANS LA RÉGION DE SIKASSO	6
A. UN POTENTIEL FORESTIER MENACÉ	6
B. LA DÉGRADATION DES RESSOURCES FORESTIÈRES	10
II. L'ÉCHEC DE LA GESTION CENTRALISÉE ET RÉPRESSIVE	13
III. LA DÉCENTRALISATION : UN CONTEXTE FAVORABLE À LA PARTICIPATION DES POPULATIONS LOCALES	15
A. LA REDÉFINITION DU RÔLE DE L'ÉTAT DANS LA GESTION DES RESSOURCES NATURELLES	15
B. LES COMMUNES RURALES : DE NOUVEAUX ACTEURS À PRENDRE EN COMPTE	18
C. LES SECTEUR PRIVÉ SE DÉVELOPPE	21
D. LES BAILLEURS DE FOND "MÈNENT LA DANSE"	21
IV. LE PROGRAMME GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES (GDRN) D'INTERCOOPÉRATION	23
A. LE PROGRAMME GDRN RÉUNIT LES CONCEPTS D'ACTUALITÉ DU DÉVELOPPEMENT	23
B. TROIS VOLETS OPÉRATIONNELS AU SERVICE D'UNE GESTION DURABLE DES RESSOURCES NATURELLES	32
C. DES ÉQUIPES PLURI-INSTITUTIONNELLES POUR ACCOMPAGNER LES PROJETS DES ACTEURS LOCAUX : CAS DU GROUPE DE TRAVAIL « AMÉNAGEMENT ET GESTION DES FORÊTS VILLAGEOISES »	35
DEUXIÈME PARTIE : CONSTRUCTION D'UNE DÉMARCHE	40
I. UNE DÉMARCHE SCIENTIFIQUE	43
A. DES HYPOTHÈSES À VÉRIFIER	43
B. UNE DÉMARCHE RAISONNÉE	43
II. LES OUTILS THÉORIQUES	45
A. COMMENT IDENTIFIER ET ÉTUDIER LES ACTEURS CONCERNÉS ?	45
B. COMMENT ÉTUDIER LA PARTICIPATION ?	47
C. COMMENT ÉTUDIER LA DURABILITÉ D'UN PROJET DE GESTION D'UNE FV ?	50
III. LES CHOIX MÉTHODOLOGIQUES	51
A. UNE APPROCHE SOCIO-ANTHROPOLOGIQUE	51
B. LA RECHERCHE DE LA DIVERSITÉ POUR MIEUX REPRÉSENTER LA RÉALITÉ	53
C. UN SYSTÈME DE CODAGE POUR ÉVALUER LA PARTICIPATION	58
D. LES RESTITUTIONS VILLAGEOISES : UNE EXPÉRIENCE D'ANIMATION RURALE	58
IV. LIMITES DE L'ÉTUDE	59
TROISIÈME PARTIE : LES VILLAGES, LES ACTEURS, LES PROJETS DE GESTION DES FORÊTS VILLAGEOISES	61
I. LES QUATRE VILLAGES D'ÉTUDE : KAFONO, N'GANA, ZÉGUSSO, KOMÉ	63
A. DES PROBLÉMATIQUES SPÉCIFIQUES	63
B. UNE ORGANISATION SOCIALE SIMILAIRE EN PERTE DE SES VALEURS TRADITIONNELLES	68
II. COMPÉTITION ET COMPLÉMENTARITÉ ENTRE LES DIFFÉRENTS USAGERS DES RESSOURCES FORESTIÈRES	72
A. LES BESOINS DES DIFFÉRENTS USAGERS	72
B. IDENTIFICATION DE CONFLITS EXISTANTS OU POTENTIELS ENTRE USAGERS	77
III. DE LA GESTION TRADITIONNELLE DU TERROIR À LA GESTION DES FORÊTS VILLAGEOISES	77
A. COMPATIBILITÉ DE LA GESTION TRADITIONNELLE AVEC LE CONTEXTE ACTUEL : UN CHANGEMENT S'IMPOSE	77
B. LA CRÉATION DES FORÊTS VILLAGEOISES : STRATÉGIE ÉCOLOGIQUE OU FONCIÈRE ?	80

IV.	LES PROJETS FV : OBJECTIFS ET MOYENS	82
A.	UN MODE DE GESTION EN ÉLABORATION	82
B.	LE COMITÉ DE GESTION : L'ORGANE CENTRAL DANS LA GESTION DES FV	83
C.	LE CONTRÔLE ET LA SURVEILLANCE DE LA FV	84
D.	VILLAGEOIS ET AGENTS FORESTIERS : UN RAPPORT PARFOIS DIFFICILE MAIS NÉCESSAIRE	84
E.	LES SYSTÈMES VILLAGEOIS DE TRANSMISSION DE L'INFORMATION SUR LA FV	86
F.	LA RÉALISATION DES DIAGNOSTICS	89

**QUATRIÈME PARTIE : POUR UNE PARTICIPATION ÉLARGIE À TOUS LES ACTEURS
CONCERNÉS POUR L'ÉLABORATION D'UN PROJET DE GESTION DURABLE DE LA FORÊT
VILLAGEOISE**

I.	GROUPES STRATÉGIQUES POUR LA PARTICIPATION AU PROJET DE FV	93
A.	LE CONSEIL DES SAGES : POUVOIR MENACÉ OU DÉLÉGUÉ ?	94
B.	LES JEUNES RESPONSABLES : UNE IMPLICATION LIMITÉE ?	94
C.	LES FEMMES RESPONSABLES : UNE ÉMANCIPATION VOLONTAIRE ?	95
D.	LES FEMMES DU RÉSEAU DES RESPONSABLES REGARDENT DE LOIN	97
E.	LES FEMMES : CATÉGORIES MARGINALISÉES ?	98
F.	LES HABITANTS DES QUARTIERS ÉLOIGNÉS MANQUENT DE MOTIVATION	102
G.	LES OPPOSANTS FREINENT LE PROJET	102
H.	LES ALLOCHTONES : UNE INTÉGRATION EST-ELLE POSSIBLE ?	103
I.	LES ENFANTS ONT AUSSI LEUR MOT À DIRE	103
II.	PROBLÈMES DE DURABILITÉ : MANQUE DE PARTICIPATION OU MANQUE DE COHÉSION SOCIALE ?	106
A.	LES PROBLÈMES IDENTIFIÉS COMPROMETTANT LA GESTION DURABLE	106
B.	L'ORIGINE DES PROBLÈMES	107
C.	LA PARTICIPATION ÉLARGIE COMME UNE INNOVATION SOCIALE DANS LES SOCIÉTÉS LOCALES DE LA RÉGION DE SIKASSO.	108
III.	PROPOSITIONS D'APPUI POUR UNE PARTICIPATION VILLAGEOISE PLUS ÉLARGIE	111
A.	POUR UNE MEILLEURE COMMUNICATION VILLAGEOISE	111
B.	POUR FACILITER LA PARTICIPATION DES CATÉGORIES « MARGINALISÉES ».	114
C.	LA GESTION DES CONFLITS : POINT DE DÉPART POUR UNE APPROCHE PARTICIPATIVE	116
IV.	POUR UNE STRATÉGIE D'ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉE AUX DIFFÉRENTS PROJETS	119
A.	CARACTÉRISER LE CONTEXTE DE CRÉATION D'UNE FV	119
B.	EVALUER LES CONDITIONS DE MISE EN ŒUVRE DU PROJET	122
C.	PERSPECTIVES D'ÉVOLUTION DES PROJETS DANS LES VILLAGES D'ÉTUDE	124
D.	LA DÉCENTRALISATION OU LA GESTION VILLAGEOISE MENACÉE.	125

CONCLUSION

BIBLIOGRAPHIE

TABLE DES ILLUSTRATIONS

LISTE DES CARTES ET ANNEXES

Introduction

La participation des populations locales aux projets de développement, de l'identification des objectifs jusqu'à sa mise en œuvre et son évaluation, est aujourd'hui une préoccupation réelle de nombreux organismes intervenants dans le développement rural.

Intercoopération, une organisation suisse, a déjà élaboré une méthode participative propre dans le cadre de son Programme Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN). Afin de mieux accompagner les projets des acteurs locaux, le programme a mis en place cinq groupes de travail sur des thèmes spécifiques (Filière plants, Forêts classées, Convention locale, Genre, Aménagement et gestion des forêts villageoises).

Dans le cadre d'appui aux projets communautaires et notamment la gestion et l'aménagement des forêts villageoises, la volonté d'Intercoopération est non seulement que les populations définissent, gèrent et évaluent eux-mêmes leur projet, mais aussi que cette prise de responsabilité soit partagée entre les différents groupes d'intérêts qui peuvent exister au sein de la communauté villageoise.

Fort de constater que, pour ces projets, la participation se limite généralement aux hommes et plus spécifiquement aux aînés, notables et lettrés du village, Intercoopération par le biais du groupe de travail sur les forêts villageoises a voulu connaître les causes de cette participation limitée en proposant une étude à un binôme d'ingénieur agronome en fin de cycle du Mali et de la France.

L'étude de terrain avait pour objet l'évaluation de la participation des différents acteurs concernés par la gestion de la forêt villageoise et l'identification des freins à cette participation. Elle supposait au préalable une identification exhaustive de tous les acteurs susceptibles d'être concernés (exploitants des ressources forestières, membres des instances de décision villageoise, agents techniques intervenants dans le village...), de leurs interactions et de leurs enjeux propres.

*En parallèle, nous nous sommes intéressés à la question de fond qui sous-tend la problématique de la non-participation de certains groupes: **La participation au processus d'élaboration d'un projet de gestion de la forêt villageoise des différentes catégories d'acteurs concernés est-elle une condition nécessaire pour une gestion durable de cette forêt et Pourquoi ?***

La finalité de cette étude est double :

- *aboutir à des propositions concrètes pour une meilleure prise en compte des catégories marginalisées*
- *discuter la nécessité d'une approche participative élargie pour une gestion durable des forêts villageoises.*

Avant de rentrer dans le vif du sujet, il nous paraissait important de replacer cette problématique dans le contexte actuel de la gestion des ressources forestières dans la région de Sikasso, et sur le plan international dans les nouvelles orientations de l'aide au développement afin de mieux comprendre les enjeux institutionnels (de la part du gouvernement, d'Intercoopération, des communes rurales...) existants sur ce sujet.

Première partie :

*L'approche participative : une réponse à la dégradation
des ressources forestières dans la région de Sikasso*



*"On entend par **ressources naturelles** les éléments du milieu biophysique que les hommes et les sociétés utilisent pour satisfaire directement ou indirectement leurs besoins alimentaires, domestiques, monétaires : les ressources végétales et animales, l'eau, le sol, l'air. L'**exploitation** de ces ressources, c'est leur utilisation.*

*La **gestion des ressources naturelles** d'un espace donné, c'est l'ensemble des décisions qui sont prises pour les exploiter, en réglementer l'accès, les modes de prélèvement et de mise en valeur" (Gillet et Mercoiret, 1994). L'élaboration d'une réglementation va souvent de pair avec la mise en place d'un système de contrôle du respect des règles. Cette gestion peut être planifiée ou non, rationnelle (en tenant compte des potentialités de l'espace) ou irrationnelle.*

Dans notre cas, nous allons plus particulièrement nous intéresser aux **ressources forestières**. Les espaces boisés se situent à l'interface de plusieurs activités de production : agriculture, pastoralisme, sylviculture.

Les **populations locales** sont les communautés ou individus qui vivent sur la zone étudiée ou qui en exploitent les ressources. Longtemps ignorées lors de la mise en place de programme de développement, elles sont aujourd'hui au centre des projets et l'approche participative est de plus en plus utilisée.

C'est le rapport population/ressources forestières disponibles et les pratiques d'exploitation locales qui vont influencer l'évolution des ressources (régénération naturelle, dégradation) et par conséquent qui va guider le choix d'un mode de gestion (règles souples ou répressives, simples ou complexes...) au niveau national, régional ou local.

Il s'agit donc de voir, à travers son contexte agro-socio-économique, dans quel processus d'évolution de ces ressources forestières la région de Sikasso se situe, quels sont les modes de gestion qui ont été adoptés jusqu'à présent. Puis nous verrons comment l'approche participative peut permettre la gestion des forêts à travers le phénomène de décentralisation et l'exemple d'Intercoopération.

Encadré 1 : Place et rôle du coton et de la CMDT dans l'évolution du contexte régional

PLACE DU COTON DANS LA PRODUCTION AGRICOLE RÉGIONALE

Depuis son introduction dans les années 50, les superficies emblavées en coton ont rapidement augmenté (Cf. Tableau 1). La culture du coton occupe la deuxième place après le mil ou sorgho en terme de superficie (Cf. Figure 2) et la première en terme de revenu agricole (66% du produit monétaire agricole brut en 85/86 pour les exploitations encadrées par la CMDT provenaient de la commercialisation du coton) dans toute la Zone CMDT (Berthé et al., 1991).

PLACE DE LA CMDT DANS LE PAYSAGE INSTITUTIONNEL

La CMDT (Compagnie Malienne de Développement des Textiles) est la principale structure d'encadrement du monde rural dans la zone Mali-Sud (région de Sikasso, une partie de la région de Ségou et de Koulikoro). Sa zone d'intervention couvre 96 000 km². Créée en 1974, la CMDT avait à sa charge le développement de l'ensemble de la production agricole dans le cadre d'une rotation équilibrée où le coton représente économiquement la culture motrice, l'intégration de l'agriculture et de l'élevage, l'organisation du monde rural et la mise en valeur rationnelle des ressources naturelles. Concrètement cette politique s'est traduite par la mise en place des AV (Associations Villageoises de type coopérative) dès 1974, l'accès au crédit pour les producteurs de coton (le remboursement se fait en prélevant sur la production), la vulgarisation de la culture attelée et des intrants, un programme de lutte anti-érosive (diguettes, cordons pierreux, haies vives...), la construction de plusieurs usines d'égrainage.

CONSÉQUENCES DU DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE DU COTON VIA LA CMDT

Par l'intermédiaire des AV qui couvrent l'ensemble de la zone d'intervention de la CMDT, **d'importants équipements villageois** sont réalisés grâce aux ristournes de la commercialisation du coton : centre de santé, infirmerie, pompe, puits à grand diamètre, centre d'alphabétisation, magasin de stockage. L'importance de ces infrastructures dans un village est représentative de leur niveau de production cotonnière mais aussi de la bonne gestion de la caisse de l'AV.

La CMDT incite les paysans à produire toujours plus de coton. **L'introduction de la culture attelée** dans les exploitations a permis d'augmenter la production en permettant de cultiver plus de surfaces. Cette augmentation des surfaces cotonnières s'est faite au détriment des **espaces boisés** (jachère longue ou forêt) qui ont été **défrichés**.

Par les revenus dégagés de la vente du coton et par **l'accès facilité aux crédits**, les paysans n'hésitent pas à s'équiper d'une charrue, de bœufs, mais aussi de radio, de moto etc... La BNDA (Banque Nationale de Développement Agricole) partenaire de la CMDT ne tenant pas compte des capacités de remboursement de ses clients, accorde d'importants crédits aux AV.

La mauvaise gestion des fonds de l'AV (corruption, gaspillage) associée à des rendements stagnant voir en baisse ces dernières années et une baisse du prix du coton, font vite basculer certaines AV dans le cycle infernal du **surendettement**. Obligés de continuer la culture du coton pour rembourser leur crédit au détriment des cultures vivrières, et parfois même de décapitaliser les ressources de leur exploitation quand la production de coton n'est pas suffisante, certains paysans après avoir vécu un développement économique illusoire sont en train de replonger dans la pauvreté et la famine.

I. La dégradation des ressources forestières : une préoccupation croissante dans la région de Sikasso

Pays enclavé d'Afrique de l'Ouest (Cf. Carte 1), le Mali (Cf. Annexe 1) a une superficie de 1 240 000 km². Du Nord au Sud, le Sahara désertique fait place au Sahel puis à la savane arborée et aux forêts galeries de la zone soudanienne où se concentre l'activité humaine (Cf. Carte 2) (Simard, 1993). La région de Sikasso se situe en zone soudano-guinéenne, dans la zone Mali-Sud (Cf. Carte n° 3).

A. Un potentiel forestier menacé

Du fait de **conditions climatiques** (précipitations entre 800 et 1200 mm) et **écologiques favorables**, la région de Sikasso présente un des potentiels en ressources forestières les plus importants du Mali (Cf. Carte 4). Mais, ce potentiel varie suivant un gradient géographique Nord-Sud en fonction d'importantes disparités d'ordre climatique, écologique et démographique. Ainsi, le Nord et l'Est de cette région se caractérisent par une forte pression agricole et pastorale sur les formations forestières et par conséquent un niveau d'exploitation des ressources plus élevé (Cf. Carte 5). C'est dans cette zone, correspondant aux cercles de Kadiolo, Sikasso, Yorosso, et Koutiala, que se concentrent les actions du programme Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN) (Cf. Annexe n°2). (Intercoopération, 1998)

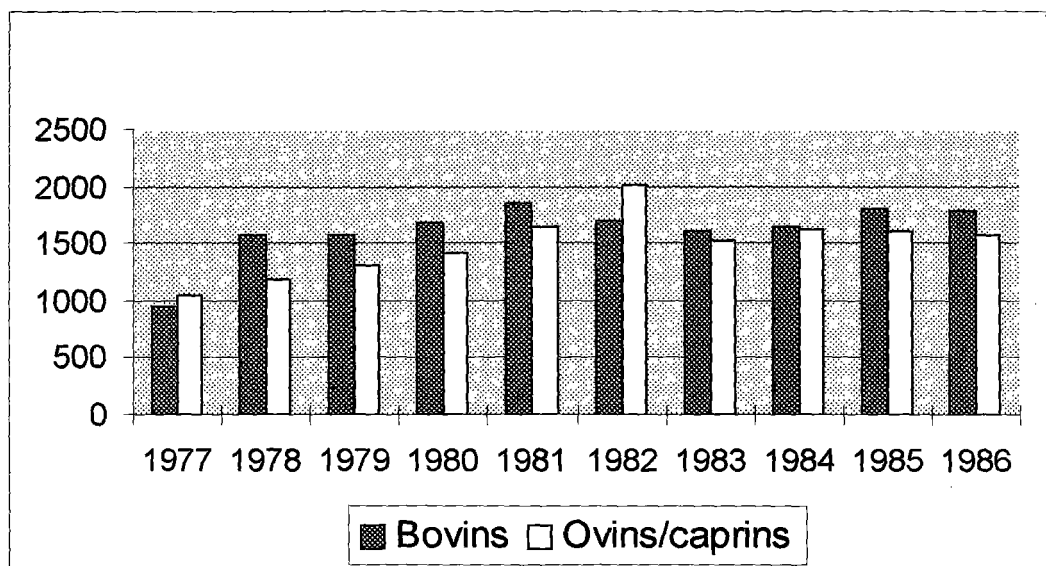
La zone peut paraître « riche » en comparaison à d'autres régions du Mali, puisque l'argent y circule et les infrastructures et équipements communautaires y sont plus importants qu'ailleurs. Cette richesse est en grande partie due à la culture du coton. En effet, l'évolution du paysage agricole de cette région a été marquée par **l'extension de la culture du coton et le développement concomitant de l'élevage** (investissement du capital tiré du coton dans l'élevage et les animaux de trait, Cf. Encadré n°1) (Intercoopération, 1998)

Tableau 1: Evolution de la production de coton et des rendements de 1950 à 1987.

<i>Période</i>	<i>Superficie en ha</i>	<i>Rendement en kg/ha</i>
1950/60	32 000	300
1961/64	85 000	360
1965/75	80 000	1100
1976/80	120 000	1250
1980/82	80 000	1050
1983/87	140 000	1300

Source : Berthé et al., 1991

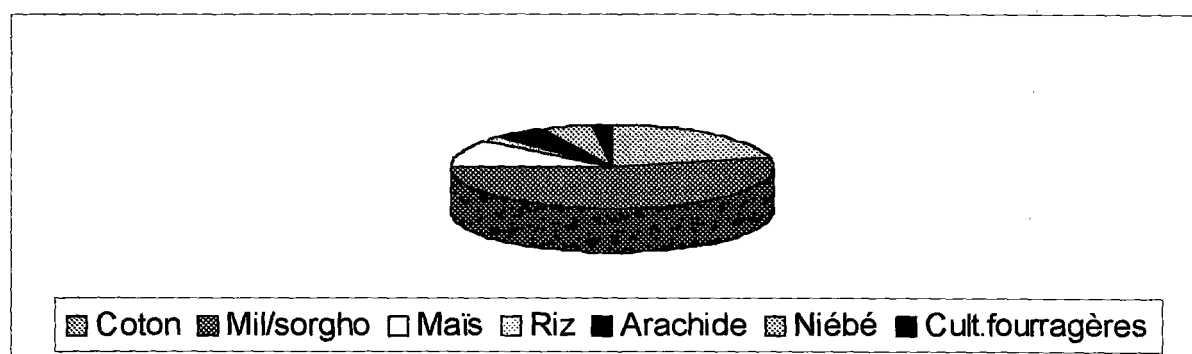
Figure 1: Evolution du cheptel du Mali-sud de 1977 à 1986 (en milliers de têtes)



Source : Berthé et al., 1991.

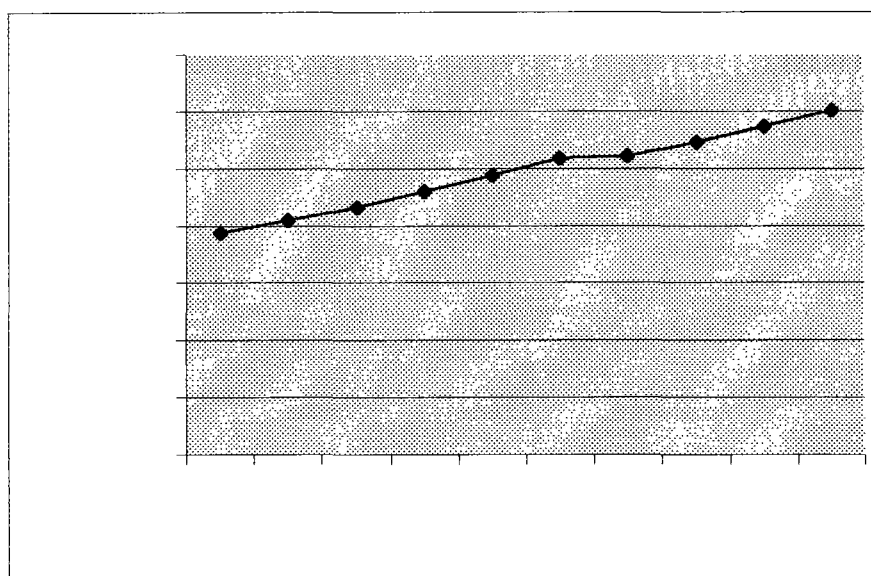
Taux de croissance du cheptel au Mali-Sud de 1990 à 1995 : 5% pour les bovins et 5% pour les ovins/caprins (Kanté, 1999).

Figure 2 : Répartition des différentes cultures en 1988 dans la zone CMDT (Mali-Sud), en % de la superficie cultivée (hors jachère)



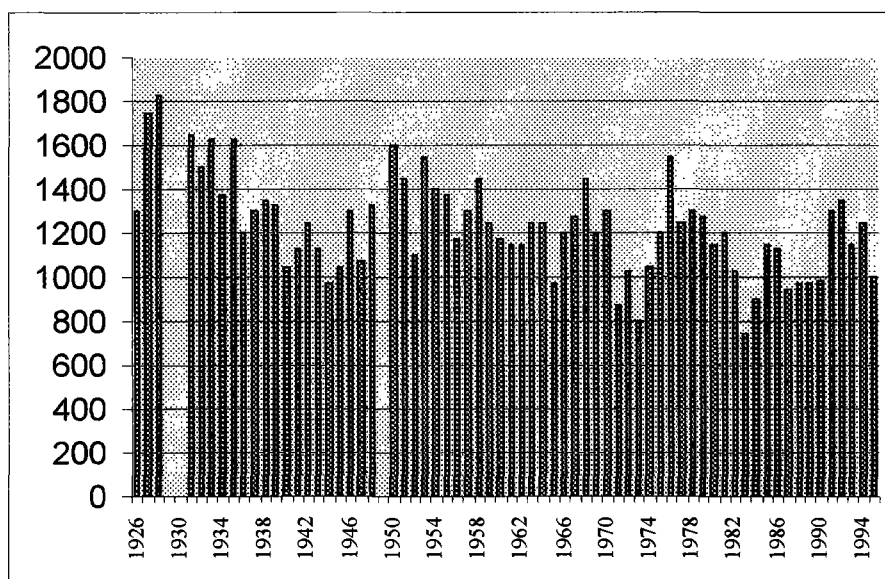
Source : Berthé et al., 1991.

Figure 3 : Evolution de la production de bois de chauffe au Mali de 1980 à 1998



Source : FAO, fao.org, 1999.

Figure 4 : Evolution des précipitations (en mm) à Sikasso de 1920 à 1996



Source : Schneider, 1996

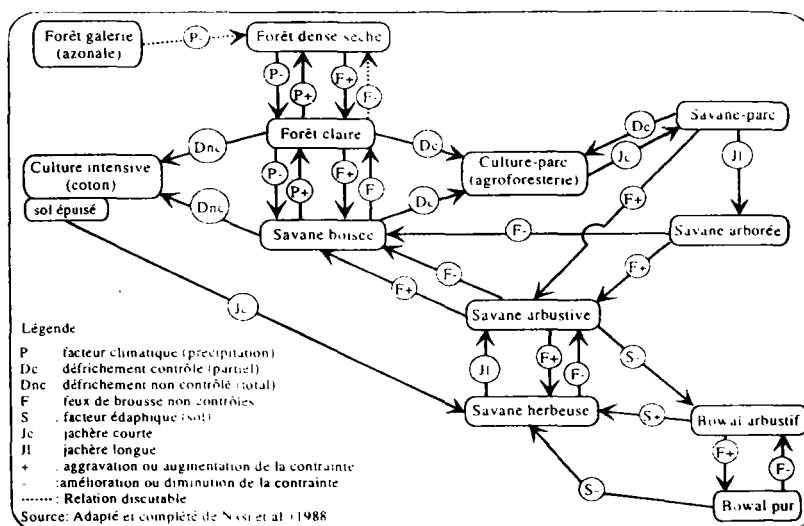
Encadré 2 : Qu'est-ce que la dégradation des ressources naturelles ?

Berthé *et al.* en 1991 estiment qu'il y a « *dégradation des ressources naturelles lorsque la pression exercée par l'exploitation diminue le potentiel producteur* ». Au stade ultime, les ressources sont détruites : la régénération naturelle de la végétation n'a pas lieu, la faune s'appauvrit, le sol est dénudé et l'érosion hydrique et éolienne est très forte. Dans cette définition, seuls les facteurs anthropiques sont pris en compte pour expliquer la dégradation.

Pourtant ce phénomène peut être plus ou moins accentué selon les conditions climatiques (faible pluviométrie, vent...), le relief (pente), l'état du sol (texture, structure, richesse chimique et biologique) et de la végétation naturelle.

C'est pourquoi nous définirons la dégradation, en reprenant la définition de la désertification, de la FAO en 1993, comme « *l'ensemble des facteurs géologiques, climatiques, biologiques et humains qui conduisent à la dégradation des qualités physiques, chimiques et biologiques des terres (...), et mettent en cause la biodiversité et la survie des communautés* ». Ainsi la dégradation peut être un phénomène naturel lié à des sécheresses répétées aussi bien qu'un processus déclenché par les activités humaines sur des terres vulnérables (sujettes à érosion, sous des climats arides, sols pauvres chimiquement et biologiquement...). S'il semble bien vain de lutter contre la nature, en revanche, il est possible de repenser les pratiques pour les rendre moins nuisibles et de protéger les zones sensibles (mise en défens, lutte anti-érosive...) dans le but d'enrayer la dégradation.

Schéma 1 : Système de relation entre les formations végétales sous l'influence de facteurs de dégradation. (Précipitations 900-1200mm)



Source : Schneider, 1996

B. La dégradation des ressources forestières

1. Des causes principalement anthropiques

Les pratiques d'exploitation sont les principales causes de déclenchement des processus de dégradation dans la région de Sikasso.

a) De défrichement en défrichement

Les revenus permis par le coton sont relativement important (Cf. Encadré 1). La stratégie de la plupart des paysans a été d'étendre les surfaces cultivées¹ et donc de défricher plutôt que d'investir pour intensifier, par exemple. L'extension des superficies a été permise par la diffusion de la culture attelée (Cf. Encadré 1). La diminution des terres potentiellement cultivables disponibles oblige les paysans à réduire les temps de jachères et la baisse de rendements qui en découle les pousse encore à augmenter la surface cultivée par individu. Par conséquent, **les surfaces agricoles s'étendent au détriment des espaces boisés.**

La croissance démographique importante dans la région (environ 3.5% par an) (Cf. Carte 6), (ce qui se traduit par des besoins alimentaires sans cesse en augmentation) ne fait qu'accentuer ce phénomène.

Cette pression agricole sur les ressources forestières s'est encore accrue ces dernières années par une **forte migration** (Dogons, Bambaras, Peulhs, Bozos). Les migrants viennent généralement des régions du Nord, plus arides et sont à la recherche de terres plus fertiles pour l'agriculture ou l'élevage (Cf. Carte 7). L'installation de ces migrants dans un village se fait souvent sans planification et sans une logique de gestion durable des ressources naturelles (défrichement de zones marginales, pénétration dans les forêts classées...).(Intercoopération, 1998)

b) Une exploitation ligneuse excessive et impropre à la régénération naturelle

L'accroissement de la population va de paire avec **l'augmentation des besoins notamment en bois d'énergie et bois d'œuvre**. Pour satisfaire ces besoins croissants, les prélèvements en ressources forestières de plus en plus importants (Cf. figure 3) conduisent à une surexploitation qui couplée à des **techniques parfois mal adaptées**² ne permettent plus la régénération naturelle des espaces boisés.

¹ L'augmentation annuelle des superficies cultivées est de 5% pour la zone Mali-sud, ce qui implique un doublement tous les 15 ans (Bazile, 1997).

² Concernant la technique d'abattage, l'utilisation d'une hache plutôt que d'une scie conduit à des pertes de bois considérables. En effet, les souches cisailées, en partie écorcées, par un travail avec des outils inadaptés ne peuvent avoir la même capacité de survie et d'émission de rejets que celles correctement traitées (Engref, 1999).

Concernant la hauteur de coupe, il est recommandé, notamment pour les arbres plus âgés, de les couper au ras de terre de façon à favoriser les bourgeons proventifs et, pour certaines espèces, les drageons. Coupée plus haut, la souche se couvrira principalement de rejets adventifs, moins vigoureux et qui contribueront à l'épuiser (Engref, 1999).

Afin d'éviter la disparition de certaines essences utiles ou déjà rares par une coupe abusive et incontrôlée, une législation nationale fixe les conditions concernant les essences à exploiter et le diamètre minimum. Ainsi, il existe des espèces protégées (Loi 95-004, Cf. Annexe n°4) qui ne doivent pas être coupées sans un permis spécial et jamais en dessous de 35 cm de diamètre. Ces espèces peuvent être exploitées dans les cas suivants : arbres morts, coupés ou déracinés par le vent, sujets très âgés, chicots. Toutefois, les moyens du service forestier pour effectuer un **contrôle** efficace sont souvent **insuffisant** (un agent forestier par arrondissement³).

Par ailleurs, l'augmentation du cheptel (Cf. Figure 1) entraîne une **augmentation des besoins d'affouragement** qui se traduit par une plus grande exploitation des pâturages et de certains arbres des espaces boisés où les troupeaux ont un accès libre. Les ligneux appétents sont ébranchés et leurs rejets sont piétinés (Bazile, 1997).

c) Les feux tardifs : le fléau de la brousse

Les feux de brousse participent aussi à la modification du couvert végétal. Leurs causes vont de la pratique traditionnelle à la contestation politique en passant par la négligence, mais ils ne sont que très rarement d'origine naturelle.

La mise à feu traditionnelle concerne généralement les feux précoces (d'octobre à mi-décembre, après la saison des pluies). Elle est pratiquée par les paysans lors du défrichage d'une nouvelle parcelle ou pour éloigner les animaux sauvages (serpents), ainsi que par les chasseurs pour débusquer le gibier. Les éleveurs font un feu plus tardif pour régénérer les pâturages. Les apiculteurs lors de la récolte du miel utilisent le feu pour éloigner les abeilles. Leur négligence est souvent à l'origine des feux de brousse. (Schneider, 1996).

Les conséquences des feux de brousse dépendent de leur fréquence et de leur intensité, elles-mêmes fonction de la date de mise à feu et des combustibles en présence. Ainsi, les feux précoces sont moins dommageables voir même avantageux dans la mesure où ils induisent des rendements plus élevés en ce qui concerne la production fourragère. En effet, l'humidité du sol est encore assez élevée pour permettre la repousse des herbes. Cette pratique est légale et fait partie des techniques de gestion des pâturages.

Par contre pour la production ligneuse, la généralisation des feux précoces provoque une **perte de production en bois**, moins importante cependant que celle enregistrée lors des feux tardifs. Cette généralisation conduit à une certaine **réduction de la diversité biologique** par disparition de toutes les espèces à écorce fine sensibles aux feux. (Engref, 1999)

Les feux tardifs sont interdits et contrôlés par les services des eaux et forêts (actuellement services de conservation de la nature). La date limite des feux précoces est actuellement fixée à l'échelle régionale.

³ Le Mali est organisé administrativement en régions, cercles et arrondissements.

d) Un climat de plus en plus sec

Une diminution de la pluviométrie dans la région de Sikasso est observée depuis plusieurs décennies (Cf. Figure 4 et Carte 8). Une telle évolution a inévitablement des répercussions sur la production agricole et sur les ressources naturelles. Pour la végétation, sa densité et sa composition évoluent. La première modification se manifeste au niveau de la régénération génératrice naturelle. Sous des précipitations de 900 à 1200 mm comme à Sikasso, les forêts denses sèches vont se transformer en forêts claires puis en savanes boisées (Cf. Schéma 1). La protection des espaces boisés est souvent perçue par les villageois comme un moyen de « faire revenir la pluie ».

2. Les conséquences de la dégradation des ressources naturelles

a) Des pertes quantitatives et qualitatives

Suite à tous ces facteurs, non seulement, **les surfaces boisées sont en net recul, mais les formations végétales se transforment et la diversité biologique diminue.**

Du point de vue de la flore du Mali, quatre aspects de la dégradation sont des questions de diversité biologique : la réduction de la couverture végétale totale, le retard de croissance des plantes pérennes, l'élimination de la matière organique du sol par le lessivage ou l'érosion, et la disparition ou le remplacement des plantes capables de vivre quelques mois par des plantes moins utiles qui mûrissent et meurent en quelques semaines seulement (Warshall, 1989).

Certains arbres pourtant très utiles à l'homme sont en train de se raréfier. Une vingtaine d'espèces sont fortement menacées dont : *Mareaua crassifolia*, *Carapa procera*, *Parinari curatelifolia*, *Acacia nilotica*, *Pachistelle pobeguinii*, *Ficus sp.*....A ceci on peut rajouter *Raphia sudanica*, *Eaeis guineense* et *Anthocleista kerstingii* (selon les villageois en collaboration avec la recherche forestière). (Grase, 1999)

Les forêts sont aussi des niches écologiques pour de nombreux animaux. Leur dégradation entraîne une modification de l'écosystème. C'est pourquoi, le gibier qui s'abrite habituellement dans les espaces boisés, se fait de plus en plus difficile à trouver.

b) De la dégradation des RN à la dégradation des relations sociales

Au fur et à mesure que les ressources se raréfient, les tensions pour y avoir accès s'intensifient au sein des sociétés rurales, entre migrants et autochtones par exemple, entre les producteurs sédentaires et les agropasteurs. Des complémentarités anciennes se transforment alors en concurrence et débouchent sur des conflits parfois très grave. Des tensions peuvent également se créer ou s'aviver entre différents sous-groupes au sein de la société locale, la disparité quant à l'accès aux ressources naturelles étant parfois mal vécue par les plus mal lotis (cadets, femmes).

Globalement, « la dégradation conduit à une fluctuation des rendements agricoles et forestiers et à un déficit alimentaire, à une compétition pour les ressources de production (terre, arbres...) et à la dégradation des systèmes sociaux et des structures d'aménagement. Ceci entraîne des conflits (agriculteurs/éleveurs) ainsi qu'une exploitation anarchique et destructrice. La population concernée perd sa sécurité d'existence et se retrouve dans une situation de survie plutôt que de subsistance » (Berthé et al., 1991).

II. L'échec de la gestion centralisée et répressive

Traditionnellement, dans l'animisme*, le chef des terres (et chef coutumier) qui appartient à la lignée du fondateur du village, du fait de sa relation privilégiée avec les génies protecteurs du village, était le seul habilité à donner des autorisations de défrichement et d'exploitation forestière. C'est aussi lui qui fixait les espèces à protéger. Le droit foncier coutumier et la réglementation traditionnelle permettaient à chaque communauté villageoise de gérer son terroir et ses relations avec les autres villages.

Lors de la colonisation, des institutions administratives et dirigistes ont été développées par les français. Ainsi, le décret colonial de 1935 reposait sur une conception étatique et centralisée de la forêt. A l'indépendance, le Mali en s'engageant vers des choix de planification centralisée de son économie a renforcé l'aspect dirigiste des interventions en milieu rural. Le code forestier soumettait l'exploitation commerciale de la forêt au paiement d'une taxe d'exploitation qui permettait la délivrance d'un permis de coupe. Or, les agriculteurs continuaient à travailler selon les droits d'usage définis au conseil du village et ne se procuraient pas de permis.

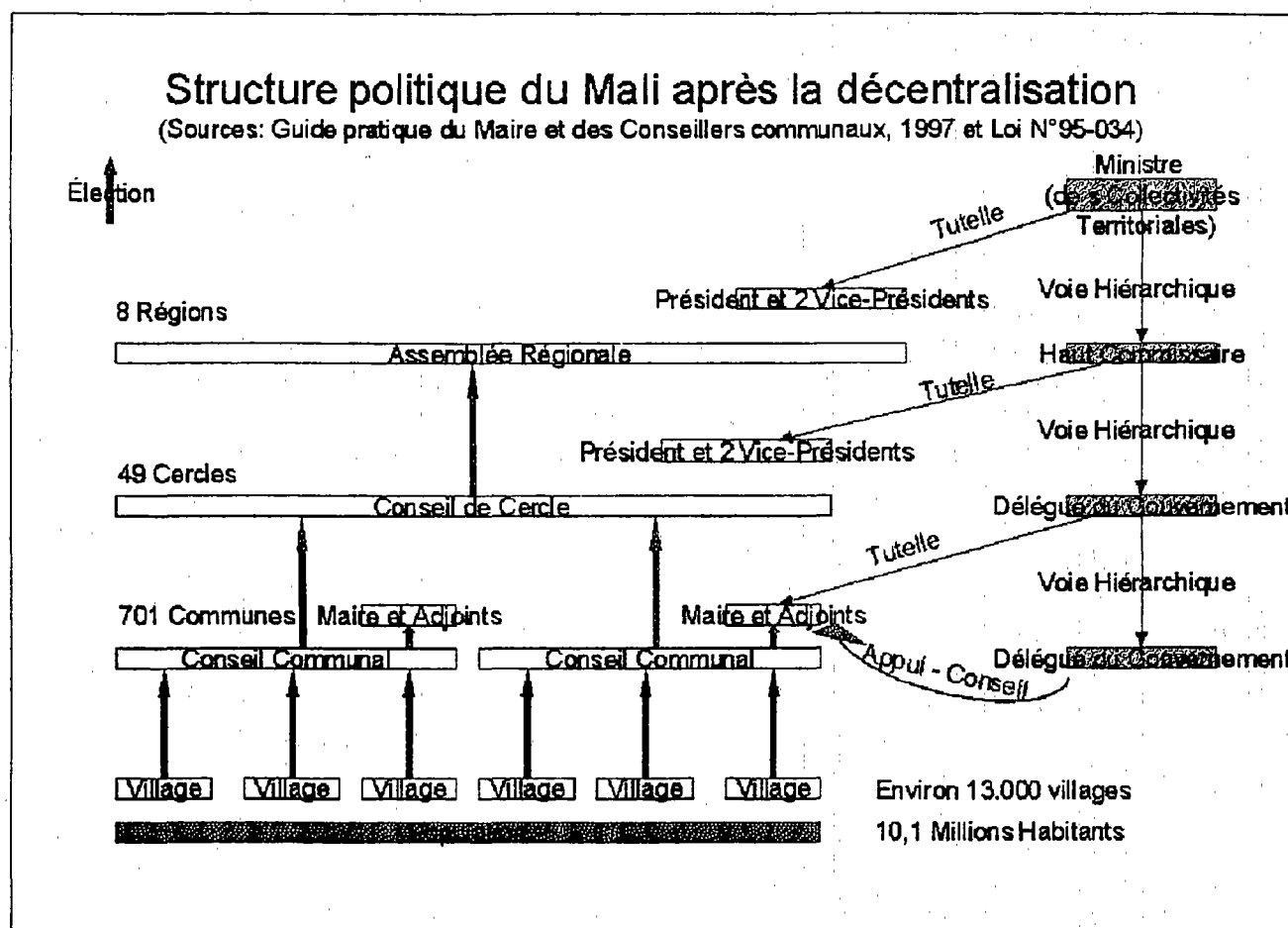
Une part importante de l'exploitation forestière échappait donc au contrôle des services forestiers. Les amendes imposées aux populations donnèrent une image répressive des services forestiers. L'Etat se plaçant entre les communautés et les ressources forestières de leur terroir, privait la population locale d'un droit de jouissance qui allait de soi jusque-là.

La conséquence de ce système a été un **désengagement des populations pour la protection et la gestion des forêts** car ils ne maîtrisaient plus le foncier. (Bazile, 1997).

Le système de la législation forestière coloniale avait décidé de la mainmise de l'Etat sur la gestion des forêts en écartant les chefferies villageoises, qui avaient autorité jusque-là. Celles-ci n'ont pas pour autant disparu des villages. Les deux systèmes de gestion (local et national) au lieu de se renforcer mutuellement se sont affaiblis respectivement. Il en a résulté une **occupation de l'espace peu concertée générant des concurrences et des tensions entre les usagers, et des modes d'exploitation qui se sont individualisés et ont échappé à un contrôle étatique et villageois.**

Schéma 2 : Structure politique du Mali après la Décentralisation

Source : Kessler, 1998.



Les révoltes contre les mesures répressives de l'Etat de 1991 ont placé le service forestier en situation très difficile face aux populations. Ce mouvement populaire de contestation a conduit au renversement du Général Moussa Traore (dictateur ayant pris le pouvoir à la suite d'un coup d'Etat en 1968, et à la tête du parti unique l'Union démocratique du peuple malien) et à la mise en place d'un gouvernement de transition. Des élections ont été organisées en 1992 et ont permis la mise en place du premier gouvernement élu du Mali depuis son indépendance (Simard, 1993).

III. La décentralisation : un contexte favorable à la participation des populations locales

La démocratisation en 1991 et les politiques d'ajustement structurel ont conduit à un désengagement de l'Etat dont un aspect important de ce processus est la décentralisation, qui est en cours actuellement au Mali.

Dans ce contexte, quel doit être le rôle des différents acteurs dans la gestion des ressources forestières ? Malgré un retrait des services de l'Etat des interventions directes dans le milieu rural, qui a favorisé le développement du secteur privé (ONG, organisations paysannes, bureaux d'études), l'Etat doit pouvoir se repositionner dans le paysage institutionnel rural et redéfinir son rôle par rapport aux autres acteurs. De même les communes rurales nouvellement en place doivent définir leurs responsabilités dans la gestion des ressources naturelles.

A. La redéfinition du rôle de l'Etat dans la gestion des ressources naturelles

La République du Mali a défini en 1996 de nouvelles orientations quant à sa politique de gestion des ressources naturelles et de l'aménagement du territoire, qui se sont traduites par la décentralisation et par la déconcentration des services de l'Etat. La décentralisation a créé un nouvel échelon territorial (la commune) et la déconcentration a permis de déployer les agents de l'Etat dans les collectivités territoriales administratives (région, cercle, arrondissement)(Cf. Schéma 2). Par conséquent, d'un côté il y a les structures décentralisées (conseils communaux, conseils de cercle et assemblées régionales) qui sont élues par la population et d'un autre, les structures déconcentrées de l'Etat (Hauts commissaires, délégués du gouvernement) qui sont nommées.

Depuis 1994, le Ministère du Développement Rural et de l'Eau (MDRE) menait une restructuration ambitieuse avec son plan d'action qui visait une rupture de l'approche sectorielle du développement, une séparation des tâches de police et de contrôle d'avec celles de l'appui-conseil, une rationalisation des systèmes d'encadrement (passage de 6 directions techniques à 3) pour laisser un espace opérationnel pour les futurs services communaux et les opérateurs privés.

Cette restructuration a donc abouti à la mise en place de trois directions nationales :

- Direction Nationale d'Appui au Monde Rural (DNAMR)
- Direction Nationale d'Aménagement et de l'Équipement Rural (DNAER)
- Direction Générale de la Réglementation et du Contrôle (DGRC)

Chacune de ces trois directions a une représentation dans les régions administratives et deux services locaux au niveau de chaque cercle.

Dernièrement de nouveaux changements ont eu lieu quant à l'organisation des ministères avec la création du Ministère de l'Environnement qui comporte la Direction Nationale de la Conservation de la Nature (DNCN) créée en 1998 suite à une contestation du corps forestier qui se trouvait alors éclaté, et la Direction Nationale de l'Assainissement. Ainsi, l'administration du Mali a de nouveau retrouvé une structuration sectorielle. L'actuelle DNCN a les mêmes attributions que celles de l'ancienne Direction Nationale des Eaux et Forêts (DNEF) très décriée après 1991.

Les missions du service de conservation de la nature :

- ☞ Dans le domaine forestier de l'État, ce service est le maître d'ouvrage mais il peut associer, sous forme de contrat ou de concessions⁴, les populations à la gestion.
- ☞ Dans le domaine des communes, le rôle du service forestier se limite aux conseils pour la mise en place d'une gestion rationnelle : outils techniques et décisionnels.
- ☞ Dans le domaine des particuliers, et dans tous les domaines forestiers, la DNCN veille au respect des lois et des réglementations en matière de gestion des ressources forestières. (Bazile, 1997).

La redéfinition du rôle de l'État a conduit à un élargissement des fonctions des agents techniques (forestiers) sans pour autant augmenter leur effectif (ajustement structurel oblige). Ils doivent maintenant assurer un appui-conseil aux populations en matière de gestion des ressources forestières en même temps qu'ils continuent à les contrôler sur le respect de la réglementation forestière. Ce double rôle n'est pas facile à accepter autant du côté de la population qui continue à se méfier des agents qui sont toujours perçus comme des répresseurs, que du côté des forestiers qui ont parfois du mal à abandonner leur approche dirigiste au profit d'une démarche plus participative. Ce changement d'approche et cette évolution du rôle des forestiers nécessitent des formations à l'égard des agents.

4 concession rurale : droit de jouissance accordée de façon temporaire pour mettre en valeur un terrain dans les conditions prévues par l'acte de concession. C'est le mode d'attribution des terrains nus du domaine privé de l'État en zone rurale.

Encadré 3 : Qu'est-ce qu'une forêt villageoise ?

Notre étude porte sur les forêts villageoises qui constituent un objet de gestion locale des ressources forestières. Leur gestion à long terme repose sur la responsabilisation des villageois.

Selon la législation forestière actuelle, les forêts villageoises appartiennent au domaine protégé de l'Etat (Cf. Annexe n°9), mais sont affectées aux villages. Contrairement aux forêts classées qui appartiennent au domaine forestier de l'Etat et où l'exploitation est soumise à un régime restrictif défini par le code forestier malien, « *La forêt villageoise est un espace boisé, délimité par les villageois sur une portion de leur terroir et dont la gestion est placée sous leur responsabilité en vue d'une exploitation rationnelle des ressources forestières* » (A. Cordonnier, 1988, « Projet forestier Suisse », Sikasso).

Sur l'ensemble de leur terroir, les villageois jouissent du droit d'usage et l'exploitation des ressources à but non commercial est soumise aux règles coutumières (qui sont spécifiques à chaque village) et à la réglementation des services forestiers (Cf. Annexe n°4). La forêt villageoise diffère des autres parties du terroir villageois par son accès beaucoup plus réglementé par les villageois eux-mêmes, dans le souci de préserver ou d'exploiter durablement les ressources de cet espace.

B. Les communes rurales : de nouveaux acteurs à prendre en compte

Depuis 1997, la décentralisation est en cours. Les communes viennent d'être créées, et les élections ont eu lieu le 2 mai 1999.

La décentralisation sert à déléguer des responsabilités de gestion qui revenaient à l'Etat vers les Collectivités Territoriales Décentralisées (CTD) ou communes. Ce transfert de responsabilité s'accompagne d'un transfert de la gestion des ressources nécessaires à la gestion décentralisée du patrimoine.

1. Les communes rurales sont responsables de la gestion des forêts communales

Avec la décentralisation, l'Etat a délégué aux communes une partie de la gestion des ressources naturelles. Ainsi, la commune représente désormais la personnalité morale responsable devant l'Etat de la gestion du domaine communal privé (biens et immeubles) et public (naturel et artificiel) qui comprend les forêts villageoises (Cf. Encadré 3). A ce titre, les élus communaux représentent des acteurs incontournables pour toutes activités liées à la gestion des ressources naturelles du domaine communal. Ils doivent être informés et donner leur accord.

Afin d'assurer ce rôle, les communes rurales devraient désigner un conseiller chargé des affaires environnementales et mettre en place une commission domaniale ou de développement rural (Cf. Annexe 4). Plus tard, les communes rurales auront la possibilité de créer leur propre service technique spécialisé dans la gestion des ressources naturelles ou bien elles demanderont à l'Etat d'affecter des agents techniques au niveau des communes. La commune peut choisir ses partenaires librement (ONG, Etat, secteur privé...). Les services déconcentrés de l'Etat peuvent venir en appui-conseil aux services communaux (Cf. Annexe 4), mais les frais sont à la charge de la commune. Le processus en étant encore à ses débuts et les moyens financiers étant limités, les services techniques et de développement chargés des questions environnementales ne sont pas encore en place. Pour que les communes acquièrent la capacité suffisante pour assurer un relais efficace, des formations à l'intention des élus sont nécessaires.

Concernant l'exploitation des ressources du domaine des communes, la commune est habilitée à percevoir des revenus sur les produits de leur domaine (Helvetas, 1998). D'après le décret n°98-402 du 17 Décembre 1998, Les communes devraient percevoir une quotité de la taxe sur l'exploitation du bois du domaine forestier de l'Etat de 5% pour une origine orientée (à partir des forêts délimitées mais non aménagées) et de 10% pour une origine contrôlée (à partir des forêts délimitées et aménagées).

La viabilité politique, sociale et économique de ces structures restent à prouver tout comme leur acceptabilité et leur appropriation par les populations puisque les communes sont gérées par un conseil communal composé d'élus qui ne sont pas forcément représentatifs des instances communautaires de décision dans les villages mais plutôt d'un parti politique (Cf. Schéma 2) et dont la légitimité dépend du taux de votants.

2. Les rapports entre les villages et les communes

La consultation des organes du village (conseil et chef de village) par le conseil communal est obligatoire dans de nombreux domaines dont la gestion des ressources naturelles et la protection de l'environnement. En plus de ce rôle consultatif vis-à-vis des communes, les responsables communautaires assistent la Commune sur plusieurs points dont :

- ↳ veiller à l'application des lois, règlements et des décisions communales
- ↳ mobiliser les populations pour toute action d'intérêt général
- ↳ exprimer au Maire les besoins de leurs communautés, les solutions préconisées et les modalités de participation aux actions projetées
- ↳ participer à l'élaboration et la mise en œuvre des actions de développement en direction de leurs communautés.

(Helvetas, 1998)

De même les organisations villageoises sont aussi des partenaires de la commune dans la mesure où elles contribuent à la réalisation d'objectifs qui sont souvent assignés au conseil communal. En effet, dans certains cas, ces associations possèdent les compétences en matière de gestion des ressources naturelles qui font défaut à la Commune. Cependant, ces associations doivent tenir compte du programme de développement de la Commune.

Pour le programme GDRN, avec la décentralisation et la nouvelle redistribution des tâches et responsabilités concernant la gestion des ressources naturelles, la préoccupation est de savoir quelle va être la place accordée aux communautés villageoises dans cette gestion.

Encadré 4 : Les marchés ruraux de bois : une nouvelle dynamique de gestion locale

Dans la gestion actuelle des RN pratiquée au Mali, des possibilités pour la mise en place d'une foresterie communautaire étendue au terroir villageois existent depuis la législation de 1995. (Bazile, 1997). Ainsi, la loi n°95-003 prévoit la possibilité de création de marchés ruraux de bois au niveau des zones d'approvisionnement des centres urbains.

Un marché rural de bois est un lieu de vente du bois géré par une structure rurale de gestion de bois agréée (art.5 de la loi 95-003). Les éléments clés d'un marché rural sont :

- La structure rurale de gestion (SRG) : organisation de producteurs ruraux de bois agréée par les autorités, en vue d'approvisionner un marché rural.
- Un massif géré sur la base d'un contrat de gestion devant assurer l'approvisionnement du marché rural.
- Un quota annuel d'exploitation fixé par une commission de fixation de quota.
- Les coupons de transport qui sont mis à disposition de la SRG après paiement de la taxe d'exploitation au service de la conservation de la nature.

La stratégie pour l'énergie domestique (SED) élaborée en 1992 avec l'assistance du PNUD/Banque Mondiale, dans son volet favorisant le développement de l'offre en combustibles ligneux, appuie la mise en place de ces marchés ruraux. Leur création est coordonnée et supervisée par la Cellule des Combustibles Ligneux (CCL) située au sein de la DNCN. La constitution d'une centaine de marchés ruraux est prévu d'ici fin 2001.

(Fellay, 1999)

C. Les secteur privé se développe

Le retrait des services de l'Etat dans la structuration du milieu rural a favorisé la multiplication de structures d'intérêts communs informelles ou plus formelles (organisations socio-professionnelles, Comité de gestion du terroir, associations féminines...). Elles ont pour objectif de saisir les opportunités commerciales ou de production et de s'adapter à l'offre des programmes de développement qui appuient la structuration du milieu rural. La mise en place des marchés ruraux de bois par des exploitants de bois pour approvisionner les centres urbains en sont un exemple (Cf. Encadré 4).

Un nombre important de nouveaux acteurs (ONG malienne, bureaux d'études, opérateurs privés) ont pu aussi développer leurs activités à la demande des communautés rurales, comblant ainsi le vide laissé par le retrait de l'Etat et offrant un service mieux adapté (Intercoopération, 1998). Elles représentent des structures d'interface entre la société locale et les acteurs extérieurs.

D. Les bailleurs de fond "mènent la danse"

La zone Mali-sud est une zone de concentration de plusieurs bailleurs de fonds. Dans le secteur forestier interviennent la coopération française, la coopération suisse, la FAO. Outre d'amener des financements, ces institutions orientent fortement les politiques locales et nationales en matière de gestion de l'espace.

En effet, ce n'est que récemment que *« les responsables nationaux des projets, poussés par leur source de financement, ont fait de la « prise en compte de l'environnement » et de la « gestion des ressources naturelles » une priorité officielle ou au moins une composante importante des projets qui sont mis en œuvre »* (Bonnal, 1996). De plus, les bailleurs de fond et les organisations internationales ont favorisé l'émergence de nouveaux acteurs locaux en réorientant leur politique vers l'appui direct aux initiatives de la société civile et en éliminant l'Etat comme intermédiaire (Bonnal, Chauveau, 1996).

Les efforts de concertation de ces dernières années⁵ entre les différents bailleurs doivent être poursuivis pour permettre une gestion plus globale des espaces forestiers régionaux (Intercoopération, 1998). De plus, un projet même s'il s'adresse directement aux acteurs locaux s'insère toujours dans un cadre juridique et législatif national. Il ne peut donc être durable que s'il tient compte des contraintes de cet environnement institutionnel. Par conséquent, l'Etat même s'il s'est désengagé des interventions en milieu rural, doit rester un partenaire privilégié des programmes d'aide au développement pour permettre une certaine durabilité des projets à travers l'élaboration de lois compatibles avec le développement durable des populations.

⁵Un Comité régional de Concertation regroupant tous les intervenants nationaux et internationaux en matière d'appui au monde rural se réunie tous les trimestres.

Encadré 5 : Evolution de l'appui suisse en matière de foresterie

(Intercoopération, 1998) La politique de la coopération suisse en matière de foresterie a évolué avec le contexte socio-politique malien.

De 1981 à 1994 : l'appui au service forestier national

L'appui suisse à la foresterie du Mali a débuté en 1981. Jusqu'en 1994, il s'est concentré sur les services forestiers nationaux. L'action d'Intercoopération portait alors sur le renforcement des capacités professionnelles et organisationnelles et la promotion d'activités de foresterie rurale à un niveau régional et local (mise en place de pépinières dans chaque cercle et approvisionnement pour les plantations villageoises, par exemple)

Globalement, l'approche suivie pendant cette période a été trop lourde et coûteuse et donc non pérenne pour une administration publique.

De plus, les acteurs locaux et les autres opérateurs privés n'ont pas été inclus dans le programme qui se basait sur la seule mission du service public. D'autre part, les approches sont restées trop sectorielles. Finalement, il est apparu nécessaire à Intercoopération d'opter pour une approche de responsabilisation collective des acteurs locaux et des collectivités territoriales décentralisées, pour résoudre les problèmes de dégradation du milieu causés par une exploitation excessive des ressources naturelles ainsi que pour rendre la situation socio-économique plus stable.

Les années 1993/94 ont été réservées à l'évaluation des actions.

2) 1995/96 : Phase exploratoire du programme GDRN : réorientation vers une gestion multi-acteurs des ressources naturelles

Dès 1995, les appuis aux secteurs privés et publics ont été articulés au sein d'un programme pluri-acteurs intitulé « Gestion Durable des Ressources Naturelles » (GDRN). Mise en place dans un contexte de démocratisation et de libéralisation, cette phase a permis d'affiner la perception des problématiques et des initiatives locales dans la gestion des ressources naturelles. Sous forme de recherche-action, et en mettant l'accent sur les aspects méthodologiques, des acteurs locaux ont été appuyés dans leurs projets de GDRN.

Parallèlement, au niveau des institutions d'appui, de nouvelles méthodes de recherche forestière ont été développées et la restructuration du service public a été accompagnée.

3) À partir de 1997, Mise en œuvre du programme GDRN : l'attention vers les acteurs locaux

Ses axes d'orientation opérationnels au niveau local sont :

- la gestion des espaces et l'utilisation des ressources naturelles
- le renforcement des capacités socio-organisationnelles et économiques des acteurs locaux (développement de filières agricoles ou agro-artisanales, production, transformation, commercialisation...).

Deux axes d'accompagnement sont aussi en appui pour la réalisation de ces deux premiers :

- le renforcement des capacités des institutions d'appui publiques et privés au niveau local et régional

- l'appui à l'évolution et la mise en œuvre des conditions-cadres au niveau national.

Tout ou partie de ces acteurs (Etat, communes, O.P., ONG, bailleurs de fond...) participent à la gestion intentionnelle (planification, réglementation écrite) des espaces forestiers. Mais la gestion effective s'effectue au niveau des acteurs locaux (forestiers et ruraux) car elle résulte des pratiques de ces acteurs (exploitation, protection, aménagement) qui respectent plus ou moins les règles fixées. (Bodian, 1999)

Le retrait de l'Etat ouvre un espace pour le déploiement des autres acteurs du développement rural. Cette évolution constitue donc un contexte favorable pour une approche participative du développement rural.

IV. Le programme Gestion Durable des Ressources Naturelles (GDRN) d'Intercoopération

A travers la présentation du cadre institutionnel de notre étude nous allons définir plusieurs concepts qui actuellement se retrouvent fréquemment dans les termes de référence des programmes de développement.

A. Le programme GDRN réunit les concepts d'actualité du développement

1. La durabilité comme objectif dans la gestion des RN

a) Le concept de développement durable

Le concept de développement durable (sustainable development) a été défini par la commission mondiale sur l'environnement et le développement en 1987 (Rapport Bruntland « Our common future »), comme un « *développement répondant aux besoins d'aujourd'hui sans compromettre la possibilité pour les générations futures de satisfaire leurs propres besoins* ». C'est avec la conférence de Rio sur l'environnement et le développement en 1992, que l'impulsion politique est donnée : « pour parvenir au développement durable, la protection de l'environnement doit faire partie intégrante du processus de développement et ne peut être considérée isolément ».

Depuis, l'aide au développement, encouragée par les bailleurs de fond, a vu se multiplier les programmes axés sur la gestion des ressources naturelles. Le programme GDRN se distingue des autres parce qu'il s'intègre dans l'évolution de la coopération suisse. Il est le résultat d'une réorientation de l'appui suisse qui est présent au Mali depuis 1981 (CF. Encadré 5).

b) Objectif du programme GDRN et sa conception de la durabilité

« Le programme GDRN a comme finalité, sur 10 ans, de contribuer à la gestion durable des ressources naturelles en région de Sikasso à travers une approche favorisant une prise de responsabilité des organisations paysannes et en s'appuyant sur les projets des acteurs locaux. » (Intercoopération, 1998)

La durabilité dans la gestion des ressources naturelles est donc l'objectif prioritaire d'Intercoopération. Pour cet organisme, gérer durablement les RN c'est arriver à un « *équilibre entre environnement physique, croissance économique et équité sociale* ».

En ce sens, la durabilité se décompose principalement en trois dimensions :

- écologique par le maintien d'un potentiel productif naturel suffisant pour couvrir les besoins de la population et permettre sa régénération
- économique par la valorisation des ressources exploitées (développement de certaines filières : Karité, bois d'œuvre, bois énergie...)
- sociale par la coordination des activités entre l'ensemble des acteurs locaux, les institutions publiques et privés d'appui, et le niveau politique (pouvoir exécutif et législatif).

2. La participation comme démarche

Pour Intercoopération, la gestion durable passe par l'appui aux projets des acteurs locaux. *"Durabilité signifie que la programme participe aux projets des acteurs locaux et non l'inverse"* (Intercoopération, 1998). Plus généralement, de nombreuses organisations de coopération ont fait le choix d'une approche participative.

a) De l'intérêt d'une démarche participative pour le développement rural

Depuis les années 1970, l'échec ou la réussite plus que médiocre des projets de développement rural en Afrique de l'Ouest ont suscité d'importants changements dans les discours et les pratiques des agents de développement et des bailleurs de fond.

Ainsi, au lieu d'imputer l'écart obtenu entre les objectifs de départ et les résultats effectifs à la rigidité des comportements traditionnels des bénéficiaires des projets, ils en sont venus à considérer que les comportements des populations rurales face aux projets étaient compréhensibles et logiques pour peu que l'on prenne en compte leurs propres intérêts et leurs contraintes.

Encadré 6 : Le paradigme de la Participation Paysanne (P.P.)

(Chauveau, 1996)

« La logique interne de l'approche participative repose sur l'articulations de propositions fondamentales sur lesquelles s'établit un consensus général, constituant le paradigme de la P.P. »

- 1) Toute action sur le milieu nécessite de prendre en compte le caractère total des sociétés locales.*
- 2) Les comportements techniques et économiques des paysans sont rationnels et efficaces dans le cadre de leurs objectifs et de leurs contraintes. L'action de développement doit en tenir compte.*
- 3) Les paysanneries ne sont ni amorphes, ni irréversiblement conservatrices, mais en perpétuel changement, mutation, adaptation.*
- 4) Les comportements paysans à l'égard des actions de développement sont rationnels.*
- 5) Les économies paysannes connaissent des situations extrêmement variables sur les plans socio-économiques et agro-écologiques. Le développement doit éviter les modèles standards et promouvoir des interventions adaptées.*
- 6) Les sociétés paysannes sont des sociétés historiques possédant une hétérogénéité interne en dépit de leur « charte » communautaire. Toute action de développement intervient sur des structures sociales soumises à des stratégies de pouvoir et à des antagonismes internes qui peuvent investir les dispositifs locaux de développement. »*

De plus, les sciences sociales ont montré que la vision égalitariste et communautaire des sociétés rurales africaines était un mythe et qu'il est nécessaire de prendre en compte les inégalités au sein des populations bénéficiaires.

Enfin, avec la remise en cause des « grands projets », les stratégies de développement s'orientent aujourd'hui vers l'appui aux initiatives locales et aux capacités de gestion des producteurs. Parallèlement, les administrations nationales et les pouvoirs publics sont fortement invités par des mesures de conditionnalité et d'aide au développement institutionnel à réorienter leurs politiques de développement afin de promouvoir les organisations populaires rurales (Bonnal et Chauveau, 1996).

C'est pourquoi, dès la fin des années 1970, la participation paysanne est reconnue comme une des clés de la réussite d'un modèle de développement puisqu'elle répond à l'ensemble des préoccupations fondamentales (Cf. encadré 6 sur le paradigme de la P.P.) sur le plan :

- de **l'efficacité technique des interventions** puisqu'elle prend en compte la complexité de la situation et de la société locale.
- de la **légitimité des interventions** dans la mesure où elle met au premier plan les intérêts des locaux tels qu'ils les ressentent eux-mêmes.

Toutefois, la mise en œuvre de l'approche participative est soumise à deux conditions :

- une démarche de connaissance à laquelle doit être associée dès le départ les acteurs locaux
- une protection ou formation des structures participatives pour éviter la récupération par les hiérarchies locales ou étatiques dominantes. (formation d'une nouvelle élite).(Chauveau, 19996)

b) La participation paysanne: objet de discours et principe d'action

L'analyse historique de Jean-Pierre Chauveau (1996) sur la récurrence du thème de la « participation paysanne » dans les politiques de développement depuis la colonisation montre que ce concept n'est pas nouveau et qu'il peut se concrétiser de plusieurs manières plus ou moins efficaces selon les cas (participation provoquée, favorisée, volontaire, non représentative...).

Actuellement la participation locale se place comme une volonté politique au niveau internationale et nationale. Par exemple, la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification (UNCCD) signée en 1995 par de nombreux pays du Sahel dont le Mali, stipule dans son article 5 l'obligation des pays touchés de « *sensibiliser les populations locales en particulier les femmes et les jeunes et à faciliter leur participation avec l'appui des organisations non gouvernementales, à l'action menée pour lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse* ». Il est même précisé dans l'article 10 qui traite des Programmes d'Actions Nationaux que ces pays « *doivent prévoir la participation effective au niveau local, national et régional* ».

d'ONG et des populations locales et en particulier des utilisateurs des ressources [...] et des organisations qui les représentent en faisant une place aussi large aux femmes qu'aux hommes, à la planification des politiques, à la prise de décision ainsi qu'à la mise en œuvre et à l'examen des Programmes Nationaux ».

Toutefois, force est de constater qu'à propos de la participation paysanne, il y a souvent eu un écart entre les discours et la pratique. S'agit-il d'un manque d'une réelle volonté des développeurs, d'un problème de terminologie (quelle type de participation : physique, financière, décisionnelle...) d'une difficulté de mise en œuvre due à la complexité du phénomène participatif ?

La coopération suisse a suivi la même évolution que beaucoup de bailleurs de fond concernant ses stratégies d'aide au développement (Cf. Encadré 5) Le modèle de développement par le haut, qui privilégiait l'appui aux services publics a déjà été abandonné par la coopération Suisse. L'accent est mis dorénavant sur l'appui aux initiatives des acteurs à la base.

Ainsi, la définition des axes du programme GDRN s'est faite à partir de la vision paysanne de la problématique concernant la gestion des ressources naturelles. De même l'élaboration des méthodes et outils de développement local se fait en collaboration avec les acteurs locaux. La volonté de favoriser la participation paysanne est donc bien réelle, mais il semblerait que dans la mise en œuvre du projet, la participation se heurte aux difficultés énoncées précédemment (récupération par les hiérarchies locales dominantes).

La question est de savoir **qui sont les acteurs locaux qui participent à cette collaboration ? Sont-ils représentatifs de toutes les catégories sociales concernées par le projet ?** C'est donc la qualité de la participation actuelle en terme de représentativité de la diversité qui est remise en cause dans le cadre de cette étude.

3. L'approche en terme de genre comme axe transversal de réflexion

a) Qu'est-ce que les relations de genre ?

« Le genre désigne d'une part, la construction sociale des rôles des individus. Ces rôles ne sont pas déterminés par les différences biologiques, autrement dit par leur sexe, mais par les règles régissant le fonctionnement de chaque société, » (Darde, 1995) via notamment le système de parenté, la religion, l'organisation politique, le système d'éducation, la classe d'âge, l'organisation de la production, etc...C'est pour intégrer cette dimension sociale que le terme genre est utilisé plutôt que celui de « sexe », pour différencier le masculin et le féminin.

« Le genre désigne également la nature des rapports sociaux entre hommes et femmes. [...]Ces relations sont complexes et en évolution. C'est donc la position sociale des femmes par rapport à celle des hommes qui est en cause et par ce biais les relations de pouvoir d'une catégorie d'acteurs sur l'autre. Ces relations se manifestent à travers la division du travail, tout comme le contrôle exercé par les individus sur la production et les ressources productives. » (Darde, 1995)

Encadré 7 : Définition des principales notions de genre

(Darde, 1995)

Rôle social : c'est le rôle que joue l'individu dans la société à laquelle il appartient.

Généralement les hommes ont surtout un rôle productif (qui génère des revenus : agriculture, élevage, artisanat...) et de gestion de la famille ou de la communauté par la prise de décision et leurs responsabilités dans les différentes organisations.

Les femmes se caractérisent par leur triple rôle :

- reproductif par leur statut de mère (en assurant le maintien et la reproduction de la force de travail)

- productif par leurs activités génératrices de revenus (maraîchage, agriculture, transformation de produits agricoles, artisanat...)

- dans la gestion de la communauté par l'ensemble des tâches domestiques qu'elles effectuent (puisage de l'eau, coupe du bois de chauffe, cuisine...) pour leur famille et les luttes qu'elles peuvent mener pour l'amélioration des conditions de vie (santé, éducation, conservation des récoltes, transformation des produits agricoles, protection de l'environnement...). Les femmes de part leur rôle domestique se sentent concernées par les problèmes de gestion de leur environnement social et naturel.

Besoins pratiques : ce sont les besoins que les individus rencontrent dans leur quotidien. Ils touchent donc aux conditions de vie et à tout ce qui peut les améliorer. La satisfaction de ces besoins est de l'ordre du court terme.

Intérêts stratégiques de genre : ce sont ceux qui sont susceptibles de modifier la position sociale des femmes par rapport aux hommes et plus largement celles des « dominés » avec les « dominants ». Ils ne peuvent être atteints que lorsque les besoins pratiques des « dominés » sont satisfaits. Ils concernent le plus souvent l'accès au savoir, à l'éducation, l'indépendance économique et la garantie des droits politiques et sociaux. Ils se réalisent sur le long terme car ils ne sont que très rarement exprimés et donc nécessitent une émancipation de ces catégories. Leur satisfaction est donc liée à une prise de conscience de leur part de leur état de subordination.

Enjeux des relations de genre : ce sont principalement l'accès et le contrôle des ressources ainsi que l'accès au pouvoir économique et politique.

De ce fait, les rôles des hommes et des femmes ne sont pas figés mais sont susceptibles d'évoluer en fonction des rapports sociaux entre les catégories de genre.

« *Le concept de genre peut se présenter comme l'articulation entre quatre notions fondamentales : la notion de rôle social, celle de besoins et intérêts, et celle d'enjeux.* » (Darde, 1995) (Cf. Encadré n°6).

b) De l'intégration des femmes au développement à l'approche genre

(Darde, 1995 et Champagne, 1989)

Depuis peu, l'approche genre se substitue ou complète les analyses et interventions portant sur la participation des femmes au développement.

A la fin des années 60, les idées féministes émergent dans les organisations internationales. C'est Ester Boserup qui en 1970 jette les bases d'une révision de l'aide au développement, en dénonçant « l'invisibilité » des femmes dans les actions de développement.

En 1975, la décennie de la femme des Nations Unies est inaugurée. Au cours de cette période, l'approche dominante est l'intégration des femmes dans le développement (IFD) (*Women in development*). En toile de fond de l'IFD se trouve la revendication de l'égalité (*equity approach*) entre hommes et femmes, défendue par des féministes occidentales. Cette approche vise essentiellement la participation des femmes à la croissance économique de leur pays par l'accès à la formation, et à des sources de revenus.

Rapidement, les féministes américaines vont plus loin et dénoncent le décalage existant entre l'importance du rôle économique des femmes et leur invisibilité dans les projets de développement. L'approche femmes et développement (FD) propose alors aux planificateurs de soutenir les femmes dans les efforts qu'elles ont toujours déployés.

L'approche « empowerment » développée par les féministes du sud prône la suppression de toutes les formes d'inégalité et d'oppression des femmes en créant un ordre économique et social plus juste.

Suite à un bilan mitigé de la « Décennie de la femme » (caractère innopératoire des approches IFD), et à la demande de la Banque Mondiale et de l'USAID, le concept de genre est élaboré par l'institut de Développement de Harvard, en prenant en compte tous les aspects du rôle des femmes. Il se développe à partir de 1985, aux Etats-Unis.

Le manque d'efficacité des approches menées jusqu'alors est attribué à leur caractère incomplet et normatif. En considérant les femmes comme un groupe spécifique, les actions de développement les ont isolées du contexte global dans lequel elles sont actrices.

« L'analyse genre met l'accent sur le fait que les femmes sont déjà fortement intégrées dans l'économie partout dans le monde mais dans des conditions défavorables. Il ne faut pas se contenter de changer la situation des femmes mais plutôt de changer les rapports entre les femmes et les hommes, de manière à mettre en lumière les causes structurelles de la discrimination sexuelle » (Osterhaus et Salzer, 1996)

L'approche genre prend en compte l'ensemble des variables influençant la position sociale des femmes et des hommes.

c) Evolution de la démarche de GDRN vers une approche genre (DDC, 1999)

L'approche genre constitue à la fois une méthode d'analyse pour la réalisation de notre étude sur le terrain et un cadre d'action pour le programme. En effet, Le programme prend en compte la démarche « genre » dans ses activités, non pas à travers un volet distinct mais en intégrant cette démarche de façon transversale à l'ensemble de ces activités.

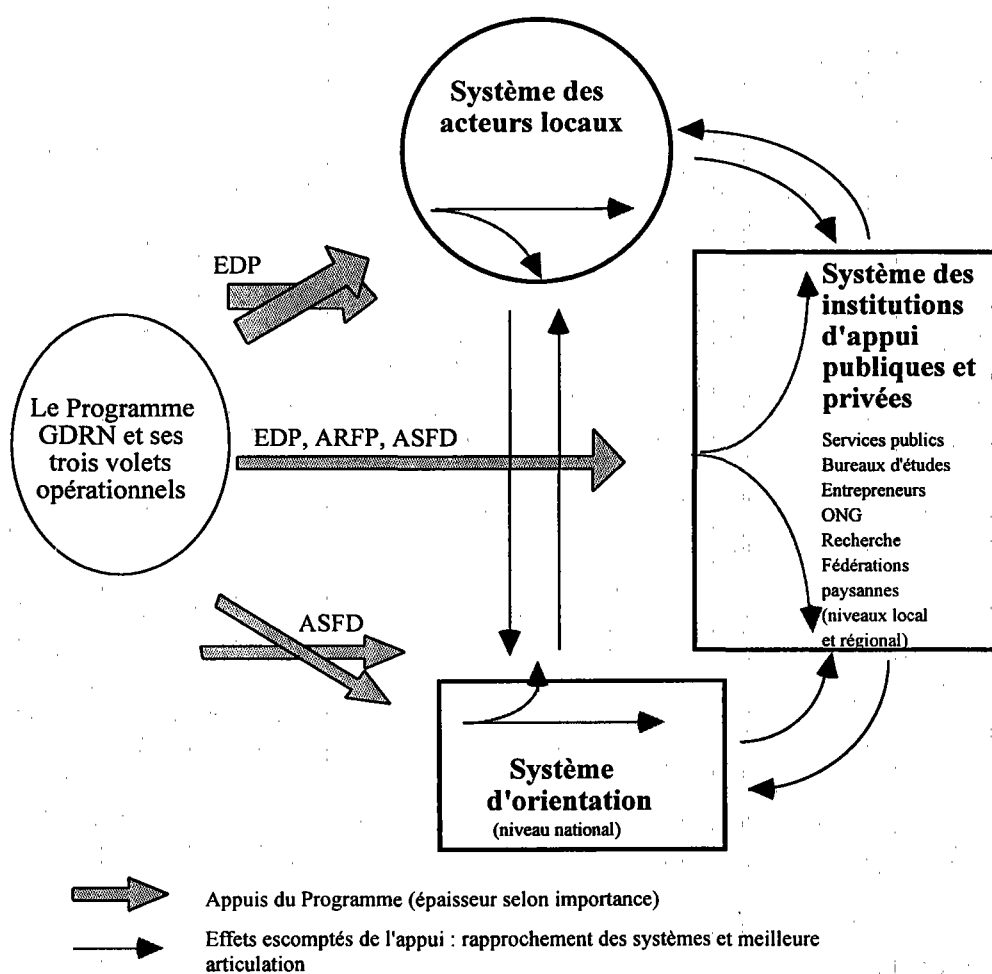
Cette volonté est née d'un constat. Depuis le début de la phase en 1997, GDRN travaille avec les OP mais celles-ci excluent en général les femmes et les migrants ou ne les intègrent que de manière figurative. Cette situation a amené le programme à adopter une démarche genre afin d'essayer de répondre par ses actions à l'ensemble des acteurs qui se trouvent dans sa zone d'intervention (notre étude en proposant des solutions pour améliorer la participation des acteurs marginalisés à la gestion des FV s'inscrit parfaitement dans cette démarche).

Dans cet objectif, au-delà d'actions ponctuelles, le programme s'est engagé dans un processus méthodologique, qui s'est traduit par :

- un atelier-bilan en Mai 1998 qui a permis de susciter la réflexion de l'équipe du programme sur l'opportunité et les possibilités d'intégration du genre dans le programme.
- la mise en place d'un groupe de réflexion « genre », instrument de concertation entre volets et apport d'appui-conseil aux volets pour la prise en compte des aspects genre dans leurs activités
- la réalisation d'études et d'ateliers paysans sur l'analyse du rôle des hommes et des femmes dans l'accès et le contrôle des RN en février 1999 et dans les activités agricoles, sylvicoles et pastorales.
- Une mission d'appui de la direction du développement et de la coopération Suisse (DDC) en mars 1999 qui a abouti à de nombreuses recommandations du point de vue de l'approche institutionnelle, des orientations stratégiques, des missions du groupe genre
- Une mission d'appui au groupe « genre » pour la définition d'indicateurs d'impact.

Des résolutions ont été prises afin d'accompagner un processus d'accès et de contrôle des ressources par les acteurs marginalisés : accès à l'information, la formation, expression des femmes dans leur milieu. C'est pourquoi lors de la formation des villageois, la présence d'une femme alphabétisée sur les trois personnes envoyées a été demandée.

Schéma 3 : Les trois volets opérationnels du programme GDRN



Source: Intercoopération, 1998.

B. Trois volets opérationnels au service d'une gestion durable des ressources naturelles

En partant de des axes opérationnels du programme (Cf. Encadré 5), les actions développées par le programme ont été scindées en trois volets opérationnels articulés autour d'une cellule de coordination (Cf. Schéma 3)

1. EDP : Un exemple précurseur quant à la participation des populations.

L'O.N.G. EDP (Environnement et Développement Paysan) accompagne les acteurs locaux dans un processus d'identification et de mise en œuvre de leurs projets en matière d'aménagement et de gestion des ressources naturelles (renforcement de la capacité locale de maîtrise d'ouvrage). En marge des projets visant l'organisation et l'aménagement des espaces ruraux, sont promues des initiatives pertinentes en matière de collecte, production, et transformation de certains produits issus des ressources naturelles (karité, miel, artisanat du bois, bois énergie, etc...), conduites par des organisations socio-professionnelles.

Une démarche méthodologique participative innovante a été élaborée dans le cadre de cet accompagnement des acteurs locaux. Elle est principalement basée sur la formation de quelques leaders paysans qui ensuite participent à la conception des méthodes d'auto-évaluation et programmation paysanne pour aller à leur tour former d'autres leaders... Cette approche participative jusque dans la conception méthodologique permet d'espérer une plus grande appropriation des projets par les acteurs locaux qui conçoivent, évaluent et programment leurs activités eux-mêmes et donc de rendre ces projets autonomes.

A terme, le programme aimerait pouvoir instaurer un système de financement basé sur la mise à disposition de fonds souples et décentralisés au niveau du cercle. Ils seraient gérés par un comité de gestion élu parmi les organisations locales partenaires du cercle, avec l'appui et le contrôle de GDRN. Le rôle d'EDP se concentrerait sur l'appui au montage de dossiers et à leur mise en œuvre ultérieure (Intercoopération, 1998). La mise en place de ce dispositif était prévu pour 1999-2000, mais il y aura du retard, le temps de convaincre le bailleur de fond et de préparer les acteurs locaux à cette gestion financière.

2. La recherche forestière au service des populations locales

Le volet Appui à la Recherche Forestière Participative (ARFP) vient en appui aux initiatives locales d'aménagement et de gestion des ressources naturelles. Il vise à développer un processus de résolution des problèmes de gestion de la couverture ligneuse centré sur les besoins, les priorités, les moyens et les capacités des familles paysannes.

3. L'approche institutionnelle par le volet ASFD

L'Appui au Service Forestier Déconcentré (ASFD) accompagne le processus de restructuration et de redéfinition des rôles de la nouvelle Direction Nationale de la Conservation de la Nature, administration chargée de la GDRN. Ce volet soutient les initiatives débouchant sur un

réel transfert de gestion des ressources naturelles aux acteurs locaux (diffusion des nouveaux textes législatifs sur la gestion participative des ressources, élaboration de convention locale, gestion participative des forêts classées et des forêts villageoises, mise en place de marchés ruraux de bois...).

A travers le volet ASFD, Intercoopération recherche une reconnaissance au niveau politique de l'importance de la mise en œuvre d'une approche participative ; un contexte juridique et législatif favorable en ce qui concerne notamment les textes régissant les droits d'usage ou de gestion des ressources forestières ; des capacités nationales renforcées à travers une formation systématique des agents forestiers à l'approche participative et à l'utilisation des outils de communication ; l'existence d'un cadre de concertation aux niveaux national et régional permettant un dialogue entre les acteurs et une harmonisation des approches et des stratégies d'intervention.

Par ces trois volets, le programme GDRN illustre une approche concertée de la gestion des ressources forestière. Toutefois, l'application de cette approche ne va pas sans difficultés. Les services étatiques autrefois bénéficiaires de l'aide suisse se sentent lésés d'autant plus qu'on leur demande de participer à une démarche⁶ qu'ils ne partagent pas toujours.

⁶ il y a au moins un représentant de la DRCN par groupe de travail et les agents locaux sont considérés comme des relais entre les populations et le programme.

Encadré 8 : La gestion durable de la forêt villageoise : un projet des acteurs locaux

« Si l'on considère qu'un projet est, suivant le sens couramment utilisé, un ensemble d'objectifs associé à des moyens pour les concrétiser (un plan d'action), son existence signifie que l'on soit à un stade de réflexion où dans une situation en général en changement ou qui pose problème, on a trouvé une réponse aux questions que l'on se posait, autrement dit, on sait quoi faire.[...] Le projet (c'est à dire les réponses) est donc bien l'aboutissement et non le point de départ d'une démarche qui vise à passer du stade des préoccupations à celui de propositions d'actions, construites et argumentées. C'est par rapport à une telle démarche que des fonctions d'aide méthodologique prennent tout leur sens ». (Ruault, 1996)

Dans notre cas, la **préoccupation** exprimée par les villageois, au niveau des services forestiers ou directement au programme, est **de réglementer l'accès aux ressources de leur terroir vis à vis des populations voisines** afin de les préserver pour leurs propres besoins⁷.

Pour répondre à cette préoccupation, la **création d'une forêt villageoise**, qui est un mode de gestion locale prévue par la loi, est **proposée aux populations** par les forestiers ou le programme.

Le **véritable projet des villageois**, au sens évoqué ci-dessus, correspond alors à la mise en place d'un **mode de gestion et d'aménagement de cette forêt villageoise** dont l'élaboration découle de toute une démarche (Cf. Schéma 4).

⁷ Source : communication personnelle avec Amadi Coulibaly, EDP.

C. Des équipes pluri-institutionnelles pour accompagner les projets des acteurs locaux : cas du groupe de travail « Aménagement et gestion des forêts villageoises »

Le programme GDRN dans sa stratégie d'accompagnement des projets des acteurs locaux a mis en place un certain nombre de groupes de travail et de réflexion sur quelques thèmes prioritaires dont l'aménagement et la gestion communautaire des forêts villageoises (Cf. Encadré 8).

a) Objectifs

Crée en 1997, le groupe « aménagement et gestion communautaire des forêts villageoises » a pour objectif de construire une approche méthodologique et des outils opérationnels et réalistes d'aménagement et de gestion des forêts villageoises, pour aider les villageois à définir, planifier et mettre en œuvre leur projet (Cf. Encadré 8). Ce groupe de réflexion est composé par des représentants des trois volets du programme GDRN (EDP, ARFP, ASFD) et des partenaires principaux du programme (direction régionale de la conservation de la nature (DRCN), centre régional de la recherche agronomique (CARRA) à travers la recherche forestière (PRF) et la recherche système (ESPGRN). Ce groupe a un rôle conceptuel et non opérationnel.

b) Démarche générale

Dans le cadre du programme GDRN, chaque village partenaire a dégagé les axes principaux sur lesquels il aimerait travaillé dont la gestion de leur forêt. Tous ces axes sont consignés dans le plan d'opération (PO) qui est le fruit d'une réflexion ascendante des différents intervenants de GDRN (population, services d'appui, ONG, bureau d'étude, recherche). Les villages concernés par les travaux du groupe sont identifiés à partir de ce document. Les actions à mener par village sont déterminées lors des rencontres régulières du Comité Local de Coordination (CLC) (délégués villageois et équipe EDP). Le suivi-évaluation de ces actions est effectué annuellement par des sessions d'auto-évaluation paysannes (Diarra, Kelly, 1999).

Pour répondre aux demandes villageoises, la démarche développée par le groupe est la suivante :

- élaboration d'outils⁸ (Cf. Annexe 5 et 6) par le groupe
- formation des comités de relais villageois à l'application de ces outils au niveau du village par les structures appropriées (ESPGRN, PRF, DRCN)
- utilisation des outils par les villageois
- suivi-évaluation de la compréhension des outils par un consultant.

⁸ Sont appelés "outils" les formulaires vierges élaborés par le groupe de travail concernant le diagnostic socio-économique et technique des forêts villageoises, le plan d'aménagement, le suivi-évaluation des activités, et à remplir par les villageois.

Chaque village doit mettre en place un comité de relais qui est délégué pour aller suivre les formations dispensées par le groupe à propos de l'utilisation des différents outils (diagnostics, plan d'aménagement, suivi-évaluation) mis au point par le groupe. Ce comité est ensuite chargé de remplir les outils avec les autres villageois.

c) Etapes d'accompagnement du projet

Suite à la demande villageoise d'appui à leur projet de gestion et d'aménagement de leur forêt villageoise, une démarche d'accompagnement, définit et réadaptée en concertation constante avec les villageois a été élaborée par le groupe (Cf. Schéma 4) :

- **analyse de la demande villageoise** qui a été formulée au cours du CLC par les leaders villageois. Les animateurs d'EDP effectuent des entretiens au niveau du village avec les autorités traditionnelles afin de vérifier que la demande vient bien de leur part et que le site choisi ne fait pas l'objet de litige avec d'autres villages

- **diagnostic socio-économique** (Cf. Annexe 5) : outil élaboré par le groupe de réflexion et mis à la disposition des villageois. L'objectif de cet outil est de qualifier les potentialités et contraintes vis à vis de la gestion de la forêt, d'apprécier les relations entre les populations et leurs rapports aux ressources naturelles. Il permet de collecter et d'analyser les données sur la gestion du foncier, de mieux préciser les objectifs des villageois et les enjeux de l'aménagement et la gestion des forêts.

- **action d'ancrage**⁹ : actions prioritaires des villageois en lien avec la gestion de la forêt qui n'attendent pas la fin des analyses pour être exécutées. Elles sont identifiées à travers le diagnostic

- **diagnostic technique** : outils mis à la disposition des villageois pour quantifier les ressources et évaluer le potentiel sylvo-pastoral des forêts (Cf. Annexe 6)

- **proposition de plan d'aménagement** de la forêt villageoise par les SCN à partir d'une trame (outil) élaborée par le groupe de travail et sur la base des résultats des diagnostics. Il doit contenir des actions qui permettent l'utilisation rationnelle des ressources en accord avec les préoccupations et intérêts des villageois. Il doit être pluriannuel, simple et compréhensible par les villageois.

- **Discussion** du plan d'aménagement du SCN avec les villageois

- **Elaboration** par la population appuyée par le SCN de la **convention de gestion** de la forêt villageoise (ensemble de règles d'utilisation des ressources de la forêt) et validation auprès des autorités car elle ne doit pas être en contradiction avec les textes de l'Etat

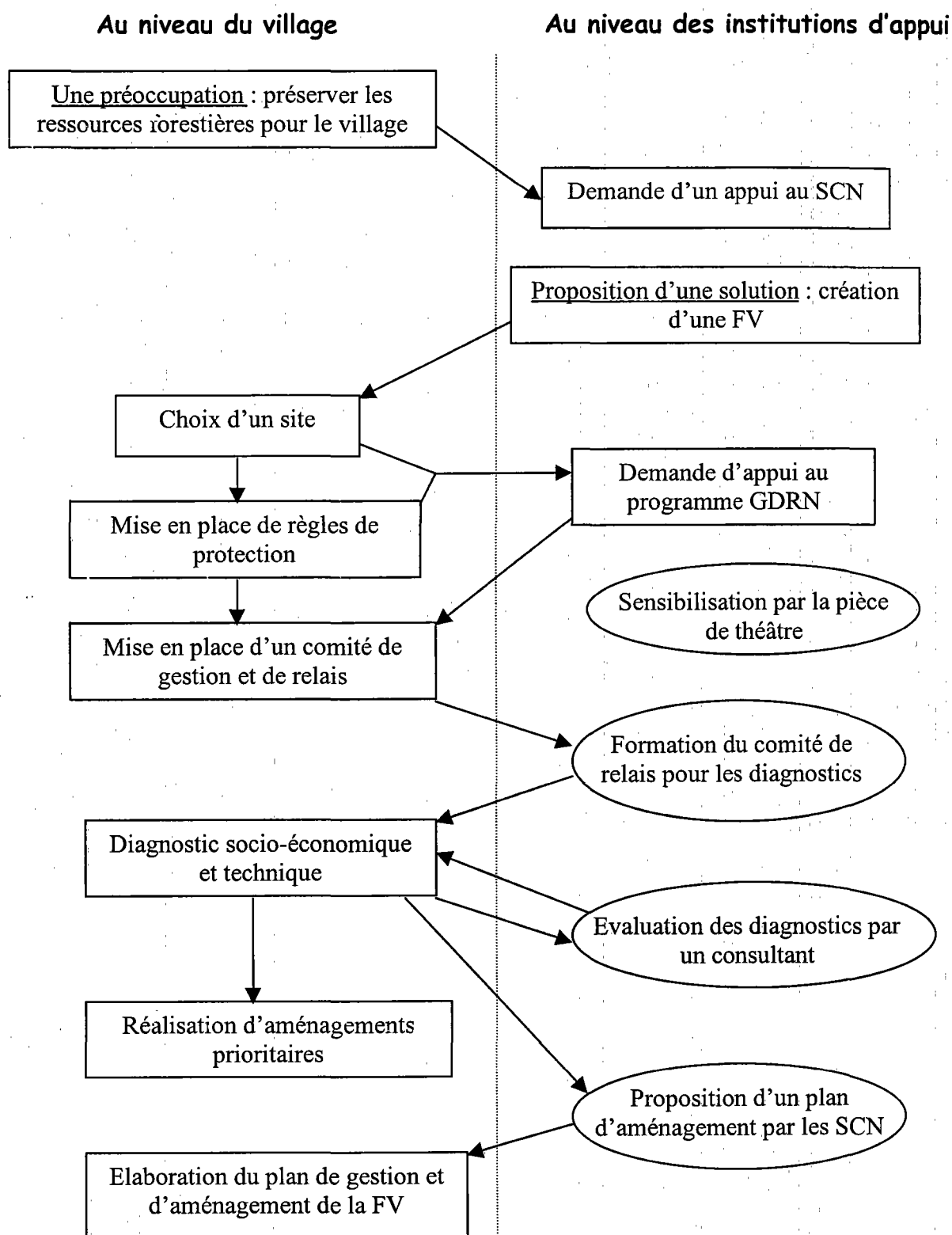
- **Diffusion et mise en œuvre du plan d'aménagement et de gestion** par les populations et les agents SCN

- **Suivi-évaluation** par tous les acteurs (populations et structures d'appui).

La formation paysanne et l'appui conseil interviennent à tous les niveaux.

⁹ Action d'ancrage : appui à des actions prioritaires définies par les villageois (délimitation de la forêt par une diguette, installation d'une plaque...) pour motiver les populations et instaurer la confiance entre techniciens et population.

Schéma 4 : Les étapes du processus d'élaboration d'un projet villageois de gestion durable d'une FV



d) Etat d'avancement

Le groupe se réunit une fois par mois. En 1998, les premiers outils de diagnostic ont été élaborés par le groupe et appliqués par les villageois. Fin 1998, la mission d'évaluation du consultant a mis en évidence la non-compréhension de ces outils dans la plupart des villages, ce qui a conduit le groupe à reprendre les outils pour les simplifier, et à recommencer le processus de formation-utilisation-évaluation des diagnostics, cette année.

Parallèlement, le groupe a engagé une troupe théâtrale pour sensibiliser les villageois aux problèmes de gestion durable des forêts villageoises à travers une pièce de théâtre qui a été jouée dans tous les villages ayant un projet de FV.

Actuellement, le groupe vient d'élaborer les outils du plan d'aménagement simplifié qu'il est en train de diffuser au niveau des agents du SCN. Il a aussi entrepris une collecte de données concernant les différentes forêts villageoises concernées par leur appui. Ces projets villageois n'en sont donc encore qu'à leur commencement et les forêts sont encore généralement au stade de protection et non d'exploitation.

Suite aux résultats de la deuxième mission du consultant, le groupe doit prendre des dispositions quant aux modalités de l'appui de certains projets. Les résultats de notre étude pourront les orienter dans ce choix.

e) Les étapes d'élaboration du projet

Les différentes étapes de la démarche du programme GDRN ont été décrites précédemment. En 1999, les projets villageois n'en étaient qu'à leur phase d'élaboration. Pour notre étude afin d'évaluer au niveau du village la participation des acteurs aux différentes étapes du processus d'élaboration du projet, il convient de bien identifier quelles sont ces étapes (Cf. Schéma 4)

Certaines étapes (choix du site, mise en place du comité, mise en place des règles) correspondent à une prise de décision qui a pu ou non donner lieu à des réunions villageoises. Nous verrons dans la deuxième partie qui prend ces décisions et qui participe à ces réunions.

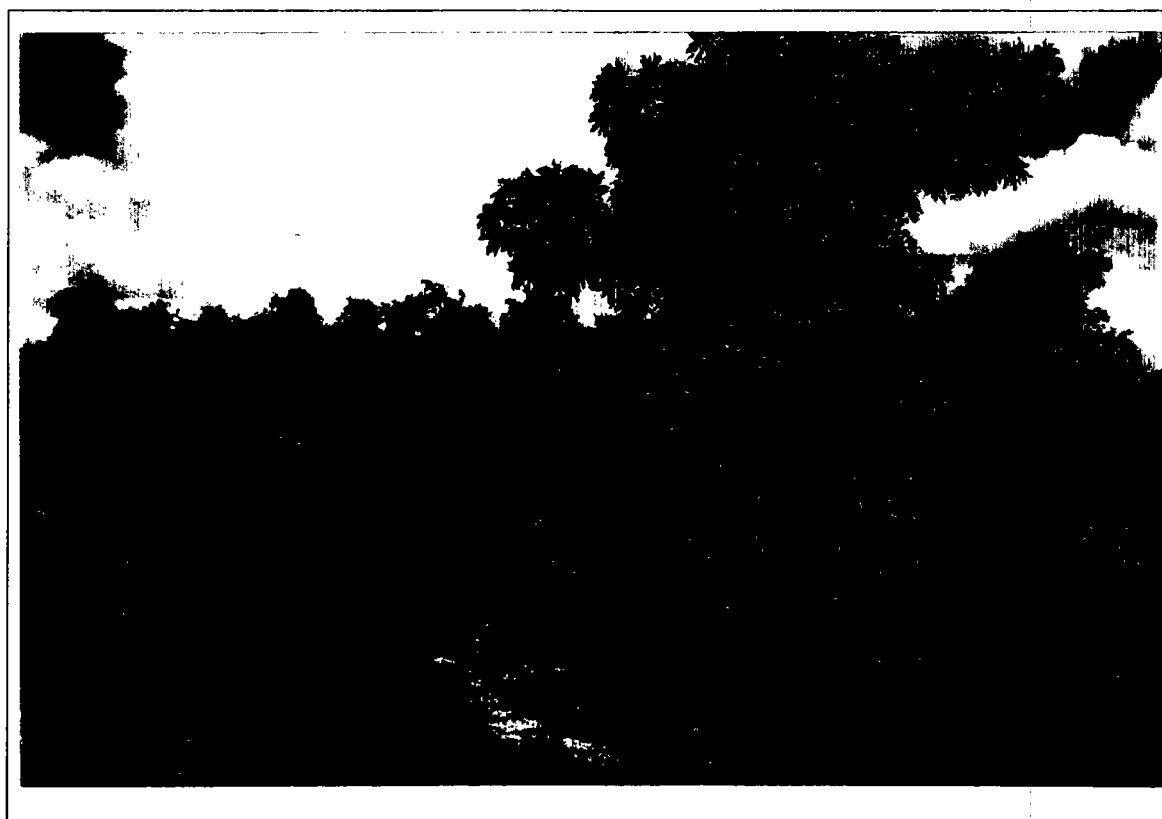
Suite aux échecs des politiques nationales répressives et des interventions dirigistes de l'aide internationale qui n'ont pas tenu compte des systèmes locaux d'exploitation des ressources, et face à la dégradation croissante des ressources naturelles essentiellement due aux activités humaines, l'appui aux projets de la population locale apparaît comme la solution la plus durable pour lutter contre ce processus.

En effet, les populations locales sont les acteurs de la gestion effective des ressources. C'est pourquoi l'Etat, par la mise en place de la décentralisation, et les organisations internationales (notamment Intercoopération), par leur programme d'appui aux initiatives locales, souhaitent leur participation dans la planification et la mise en œuvre de la gestion des ressources. Plus qu'un effet de mode, l'approche participative se place comme une condition de réussite des actions de développement.

Dans la pratique comment cette participation est-elle réalisée ? A quoi se heurte-t-elle ? A partir de l'étude de quatre villages dans la région de Sikasso, nous dégagerons les stratégies des différents acteurs liées à la participation et les limites de leur participation pour aboutir à des propositions à l'intention du programme GDRN. Nous verrons aussi en quoi la participation élargie aux différents groupes d'acteurs concernés par la FV peut répondre ou ne pas répondre aux problèmes de gestion rencontrés.

Deuxième partie :

Construction d'une démarche



L'évaluation, par un consultant au niveau de chaque village, des diagnostics socio-économique et technique élaborés par le groupe de travail, a permis de constater qu'une partie de la population (surtout les femmes et les allochtones) n'a pas participé à leur réalisation. Elle n'a pas reçu d'informations sur ces outils de diagnostic qui restent entre les mains d'une minorité. Pour l'instant, elle n'est donc pas impliquée dans le processus de création et d'aménagement de la forêt villageoise.

Pourtant, cette frange de la population représente la majorité des utilisateurs des ressources forestières. De plus, la forêt villageoise par définition devrait être un projet commun à tout le village et non pas seulement à un groupe privilégié.

Or, nous avons vu que, pour le programme GDRN, la durabilité de la gestion des ressources naturelles doit passer par la prise en compte de toutes les catégories d'acteurs concernés et leur participation à l'élaboration d'un mode de gestion.

Dans cet objectif, le programme GDRN, à travers le volet ARFP, a proposé cette étude afin d'envisager des conditions pour une meilleure prise en compte de tous les acteurs concernés dans les projets de gestion et d'aménagement des forêts villageoises.

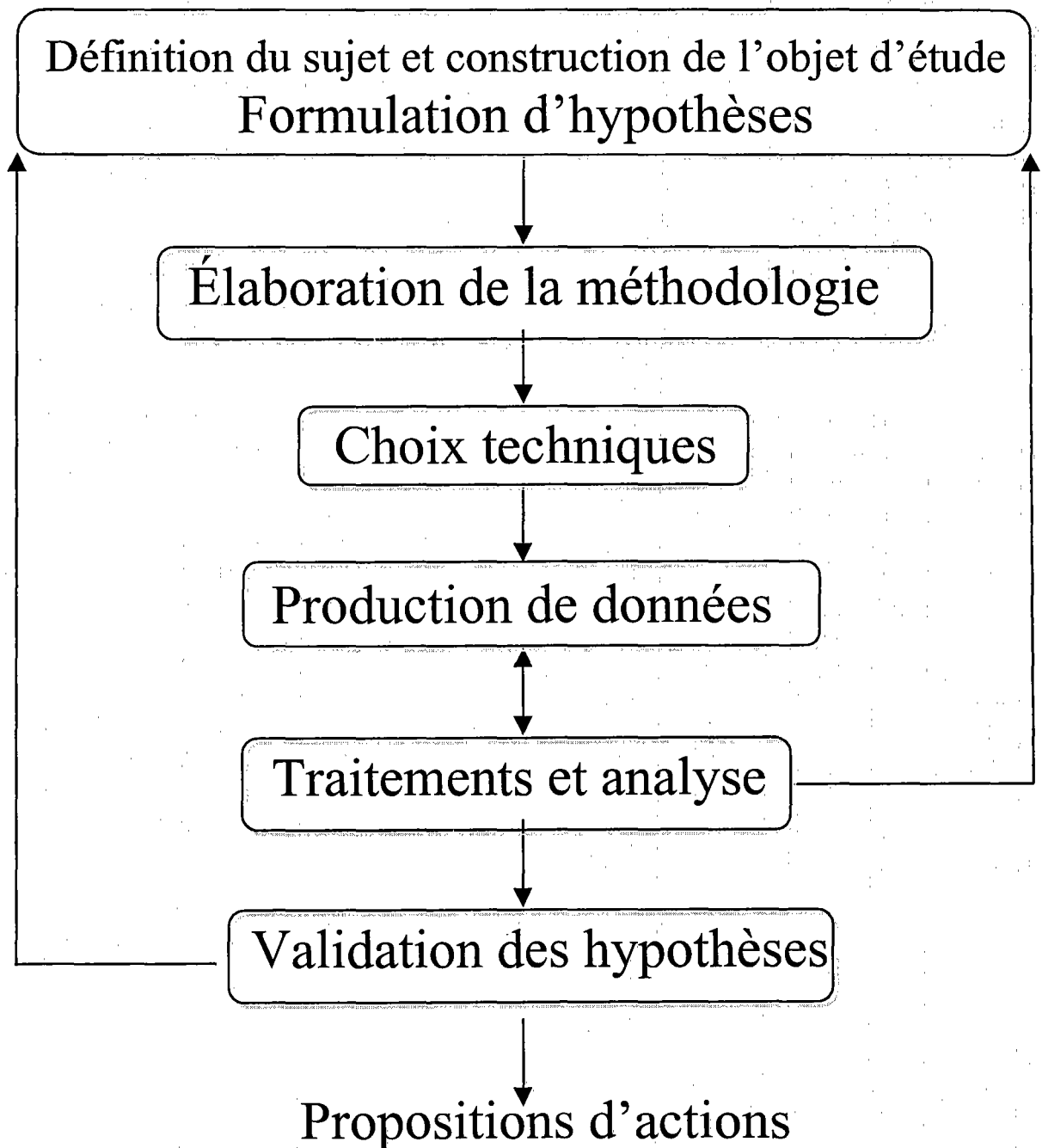
Pour répondre à cette attente, nous avons opté pour **l'approche en terme de stratégies des acteurs** qui est fortement marqué par le souci d'adapter les interventions aux objectifs, opinions et comportements des bénéficiaires. Ceux-ci sont moins perçus comme des éléments humains d'un système que comme les acteurs sociaux qui donnent vie à ce système.

L'utilisation de cette approche complète notre formation plus focalisée sur l'approche système qui elle cherche à adapter les interventions à la diversité d'un milieu rural appréhendé dans une optique technique en tant que système de culture ou d'élevage, et dans une optique socio-économique en tant que système de production et de système agraire.

Autrement dit, pour comprendre le milieu, dans la première optique que nous avons choisi, l'accent est mis sur l'acteur social, ses intérêts, ses mobiles, les motifs de ses décisions alors que dans la seconde, l'accent est mis sur le système, sa cohérence interne et ses relations avec l'extérieur. Loin de s'opposer, ces deux démarche se complètent (Bonnal, 1996).

Cette partie est consacrée à la présentation de notre démarche, des outils théoriques utilisés et de nos choix méthodologiques sur le terrain.

Schéma 5 : Démarche Scientifique



Le déroulement proprement dit du stage et les différentes étapes de la démarche sont détaillés en Annexe 8).

I. Une démarche scientifique

A. Des hypothèses à vérifier

La démarche adoptée au cours de cette étude est de type scientifique (Cf. Schéma 4). La construction de l'objet scientifique, c'est à dire la formulation d'hypothèses, est le point de départ d'une démarche scientifique. « *Il n'y a pas de recherche sans hypothèse* » (Fassin). S'agissant d'un travail de recherche, nous avons formulé des hypothèses de départ (Qu'est-ce qu'on cherche ?) que nous avons ensuite confronté avec l'analyse des données de terrain (Qu'est-ce qu'on a trouvé).

L'hypothèse de départ était:

La participation élargie à tous les acteurs concernés pour l'élaboration d'un projet de gestion de la forêt villageoise est une condition nécessaire pour la durabilité de cette gestion.

Deux axes de recherche ont été définis :

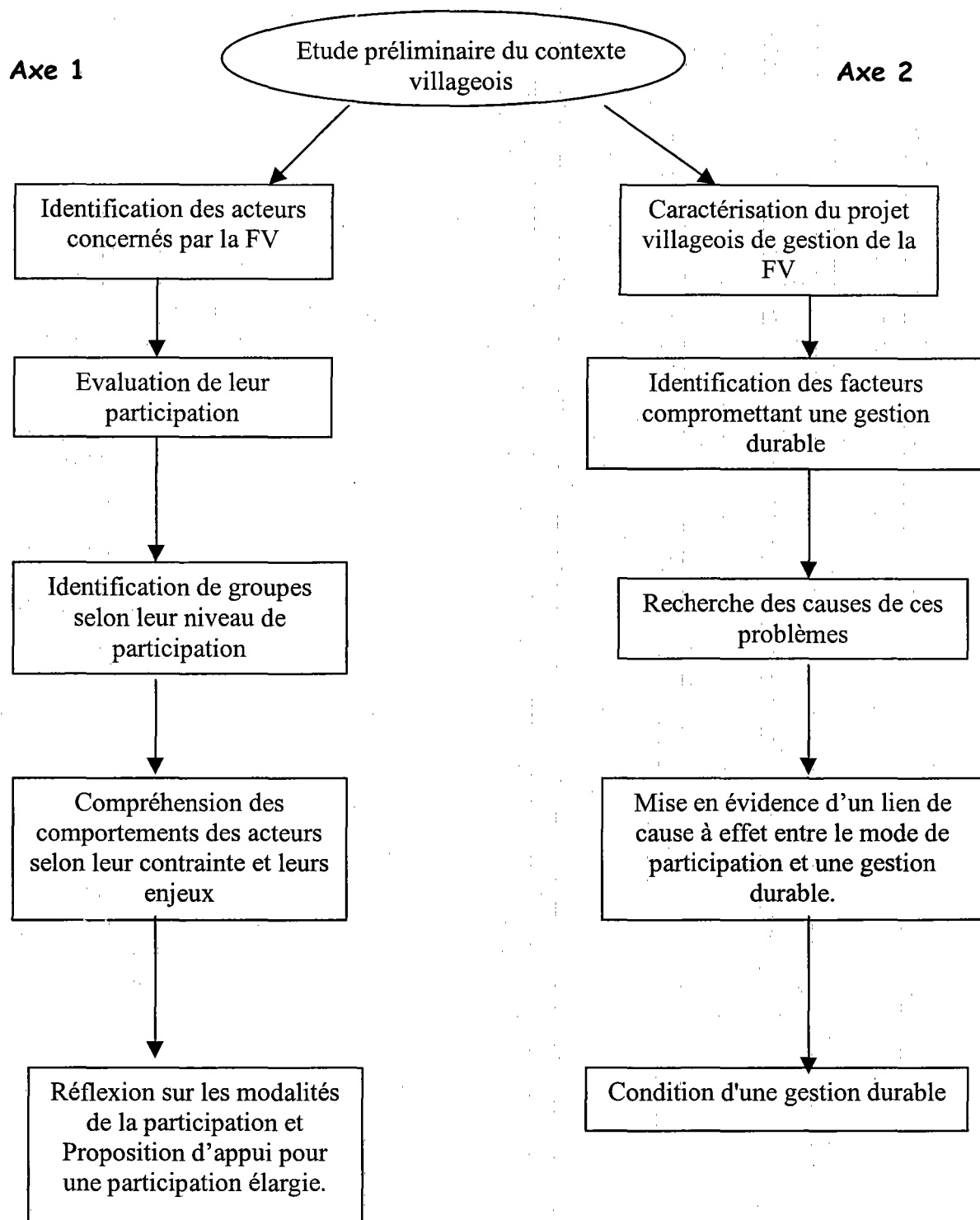
- **Axe 1 : Les modalités de la participation** : Qui participe ou ne participe pas, pourquoi, quelle participation appuyée, quels appuis proposés.
- **Axe 2 : Le lien entre cette participation et la durabilité de la gestion des FV.**

En développant cette hypothèse nous avons pu émettre des hypothèses secondaires sur les facteurs influençant la participation et sur les conséquences de la participation non-représentative sur la durabilité de la gestion. Elles sont présentées sur le tableau 2 p.52

B. Une démarche raisonnée

Les deux axes de recherche sont liés mais demande une approche spécifique. Le Schéma 5 retrace les étapes que nous avons suivies pour les étudier. Nous avons choisi de commencer par une étude préliminaire du contexte villageois pour pouvoir caractériser nos objets d'étude : les acteurs concernés et le projet FV. Puis nous avons aborder plus précisément les sujets.

Schéma 6 : Le développement des deux axes de recherche



II. Les outils théoriques

Pour mettre en œuvre cette démarche, nous avons fait appel à des outils théoriques et pratiques.

A. Comment identifier et étudier les acteurs concernés ?

1. L'analyse « multi-usagers »

Dans le cas des forêts où des ressources naturelles sont employées, directement ou indirectement, par une variété de différents acteurs sociaux, il devient nécessaire d'analyser :

- ↳ **qui sont les différents groupes concernés** (différents usagers actuels et potentiels aux différents niveaux : locaux, régionaux, nationaux, et internationaux)
- ↳ **quels sont leurs intérêts spécifiques.** L'évaluation de cet intérêt est en principe essentiellement économique, puisque la méthode a été développée par des économistes. Rien n'empêche cependant de considérer d'autres aspects de l'intérêt, qui peuvent être symbolique, esthétique, socio-anthropologique, stratégique (importance d'un bien pour l'avenir du groupe). L'important c'est de pouvoir ensuite prévoir le résultat de divers scénarios : quel sera l'effet de telle mesure sur tel groupe, et comment réagira t-il probablement ?
- ↳ **quelle est l'importance de ce groupe et son influence** (selon les critères politiques et éthiques de l'intervenant)
- ↳ **quels sont les domaines de conflit ou de coopération** entre différents types d'acteurs.

C'est l'approche de « l'analyse multi-usagers » dont nous nous sommes inspirées pour notre étude. Cette méthode a été développée au départ par les économistes environnementaux tels que Pearce en 1989, avec l'objectif d'évaluer les différentes valeurs des ressources naturelles pour différents groupes d'utilisateurs, afin d'optimiser les décisions à prendre en matière d'environnement. (Castellanet, 1999)

2. L'analyse institutionnelle pour comprendre l'organisation sociale

« Toute société suppose des règles et les moyens de les faire respecter ; ce sont ces règles et ces moyens qui « l'instituent » en tant que société. Les règles peuvent être imposées - il faut alors un « appareil » pour le faire - ou elles peuvent être « intériorisées » par ses membres par tradition et à travers l'éducation. L'ensemble des règles, des appareils et des croyances qui en assurent le respect forme les institutions qui caractérisent une société. » (Guerrien, 1996)

Pour comprendre l'organisation de la société, porte d'entrée pour notre étude, l'analyse des institutions¹⁰ semble donc un outil pertinent. Il s'agit alors :

- ↳ d'identifier les différentes **règles organisant la société étudiée et les instances** chargées de les faire respecter et notamment en matière de gestion des ressources naturelles.
- ↳ de mettre en évidence les **processus de décision** liés à ces institutions.

3. Utilisation de l'approche genre pour comprendre les rapports sociaux

Un des principaux groupes usagers de la forêt et marginalisés du processus de création de la FV, est a priori celui constitué par les femmes. De plus, une des principales différenciations à l'intérieur des sociétés rurales est celle existant entre les catégories de genre (féminin et masculin). Il apparaît donc pertinent d'utiliser l'approche genre comme porte d'entrée pour l'analyse et la compréhension des rapports sociaux existants entre les acteurs.

Toutefois, le genre n'est pas suffisant pour appréhender la globalité des rapports sociaux. En effet, à l'intérieur d'un même genre, les disparités peuvent être importantes. Pour une analyse complète des rapports sociaux, il semble donc nécessaire de prendre en compte d'autres variables telles que la classe d'âge, la parenté, le rang d'épouse, la situation sociale et économique du ménage, l'origine.... Toutes ces variables seront considérées lors de l'élaboration de notre échantillon d'individus à enquêter.

Concrètement et dans notre étude, la méthode d'analyse induite par le concept de genre consiste à étudier :

- ↳ la répartition des tâches au sein de la famille (pour la production, les tâches domestiques, la commercialisation...) et au sein du village pour l'exploitation et la gestion de la FV : **Qui fait quoi ?**
 - ↳ **Les besoins pratiques et les intérêts stratégiques** par rapport à la gestion et l'aménagement de la forêt villageoise des différents acteurs concernés : repérer les oppositions et les convergences. Ce qui rejoint l'analyse multi-usagers.
 - ↳ le mode d'accès et de contrôle des ressources de la FV, à l'information, à la formation... en fonction des catégories : **Qui a accès à quoi ?, Qui contrôle quoi ?**
 - ↳ les relations de pouvoir entre les individus : **Qui prend les décisions et dans quels domaines ?**
- ↳ Loin de se contredire, ces différentes approches (usagers, institutions, genre) se recoupent et permettent une analyse plus complète du milieu social.

¹⁰ D'après Echaudemaison (1993), au sens juridique et politique, une institution est l'ensemble de règles (lois, coutumes, prescriptions) organisant la société (le droit, lois fondamentales, Constitution) ou certaines de ces instances (institutions religieuses, économiques, familiales, etc.).

B. Comment étudier la participation ?

Un des objectifs de notre étude est de déterminer la forme de participation des différents acteurs et d'expliquer ces comportements. Pour analyser cette participation, des outils théoriques et conceptuels tel que la notion de groupe stratégique ont été utilisés et des indicateurs pour évaluer la participation ont été définis.

1. Les paramètres de la participation

Malgré l'emploi courant du terme, la participation apparaît comme une notion aux contours mal définis ou du moins qu'il convient de clarifier. Qu'entend-on par participation, Participer à quoi ? Sous quelle forme doit se faire cette participation ? Qui doit participer ? Pourquoi ? Loin de donner des réponses à ces questions de fond sur les formes d'intervention, nous essayons de dresser un éventail des situations possibles pour mettre en avant la complexité du processus.

a) Comment caractériser la participation ?

La diversité des définitions, à la fois proches mais toujours vagues, rencontrées dans la littérature souligne les difficultés éprouvées pour caractériser la participation.

Pour R. Colin in Bayal Ly Abdoul, 1997 , « *La participation n'est pas une recette, une technique, une méthodologie mais un certain type de fonctionnement des institutions et de la création culturelle traduisant un projet de société et donc un choix politique* »

La FAO définit la participation comme « *un processus actif dans lequel la population prend, sur la base de ses propres réflexions et délibérations, des initiatives et des mesures qu'elle peut continuer à influencer.* » (Abiven Terraux, 1997)

« *La participation désigne l'implication de tous les groupes concernés ou de leurs représentants dans les processus de décision et de mise en œuvre. [...] C'est un processus interactif et de dialogue.* » (PDFIV, 1993, cité dans Abiven Terraux, 1997)

« *Implication active des membres de la communauté et des intervenants extérieurs dans toutes les décisions liées aux objectifs et aux activités ainsi que dans les activités elles-mêmes.* » (Abiven Terraux, 1997).

Ces quatre définitions vont dans le même sens mais elles n'explicitent pas quelles peuvent être les origines de la participation.

D'après R. Colin in Bayal Ly Abdoul, 1997 , le terme de participation peut recouvrir deux contours sémantiques différents dans une **acceptation passive ou active**. Dans un premier sens, passif, la personne peut participer en vertu d'un système de forces qui ne tire pas son origine d'elle-même. Il s'agit alors « d'avoir part à ». Le sujet peut jouer un rôle dans une quelconque entreprise

sans pour autant avoir accès au pouvoir qui l'impulse. **On peut participer sous contrainte.** Dans un second sens, actif, on participe en possédant la responsabilité de l'apport que l'on fait à l'entreprise considérée. On agit en vertu d'un pouvoir intérieur possédé en propre. En ce sens, la participation se lie à un autre concept proche, celui de **l'autogestion**.

Cette vision apporte une autre dimension au concept de participation : le volontariat ou la **liberté d'engagement**, qui est très importante à prendre en compte dans l'analyse des politiques de développement participatif.

Au vue de ces définitions, les **paramètres de caractérisation d'une participation** semblent être :

- *les acteurs concernés* (population locale (différents groupes), intervenants extérieurs)
- *le type d'action* auxquels ils participent (formation, définition d'objectifs, diagnostic, prise de décision, exécution d'activités, financement...)
- *leur forme de participation* (passive (figuration, observation), active (prise de parole, initiatives, degré d'investissement en temps, en argent...).
- *L'origine de la participation* (spontanée, induite, forcée)

Pour fixer le cadre dans lequel notre étude se situe, il convient donc de paramétrer la participation que l'on souhaite étudier en répondant à ces quelques questions :

Participation de qui ? de tous les acteurs concernés par la gestion de la forêt villageoise et en particulier des groupes marginalisés.

A quoi ? aux différentes étapes villageoises du processus de création et de gestion de la FV (Cf. Schéma 3).

Dans quel but ? pour les villageois : inconnu a priori, pour le programme : ne pas exclure des acteurs de leurs appuis (équité sociale) et rendre la gestion durable

Comment ? par la présence forcée ou volontaire, l'expression d'un avis (prise de parole), la prise de décision, l'action.

b) Les indicateurs de la participation

Plusieurs degrés dans la participation peuvent être identifier et nous permettre d'évaluer qualitativement et quantitativement la participation des différents acteurs :

- la présence aux réunions
- le droit de parole
- le temps de parole effectif (en cas de possibilité d'assister à des réunions)
- l'influence de l'intervention, l'attention portée par l'assemblée à l'intervention, le type de sujet débattu
- le droit de vote

- le poids du vote

De plus, l'information et la participation villageoise sont deux aspects étroitement liés. En effet, l'information est une condition à la participation et la participation peut permettre une meilleure information. C'est pourquoi, nous avons choisi de traiter ces deux points et non pas uniquement la participation lors de nos enquêtes.

2. Le groupe stratégique comme catégorie d'analyse

(Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994)

Nous avons déjà souligné le fait que, la catégorisation par genre nous paraisse insuffisante pour rendre compte de la diversité d'intérêts, de stratégies, d'opinions, de positions au sein d'une communauté villageoise. En effet, nous partons du principe développé par les sciences sociales qu'un village est une « arène »¹¹, traversée de conflits où se confrontent divers acteurs avec leurs propres intérêts.

C'est Evers, sociologue allemand qui le premier en 1988, avec le concept de groupe stratégique, a proposé *« une alternative à la catégorie de « classe sociale », trop figée, trop mécanique, trop économique, trop dépendante d'une analyse marxiste en termes de « rapports de production ». Les groupes stratégiques apparaissent ainsi comme des agrégats sociaux plus empiriques, à géométrie variable, qui défendent des intérêts communs, en particulier par le biais de l'action sociale et politique »*.

Nous considérons que *face à un « problème » donné dans un contexte social donné, il y a un nombre fini d'attitudes et de comportements qui semblent liés aux relations respectives que les acteurs entretiennent avec ce « problème »*, autrement dit à leurs intérêts et/ou enjeux en rapport avec ce problème. Par conséquent, comme hypothèse de travail de recherche, il s'agit de **définir a priori les différentes attitudes possibles face à une situation** et de les confronter avec la réalité du terrain. Ainsi, les groupes stratégiques sont une sorte de « groupe virtuel » et c'est un des objets mêmes de la recherche que de **déterminer in fine si les groupes stratégiques qui ont été posés comme hypothèse de départ ont ou non une existence « réelle »**, autrement dit si les acteurs ayant une position commune partagent ou non des formes particulières d'interaction ou de concertation (de façon informelle – réseau, affiliation- ou formelle- institution, organisation).

Contrairement aux définitions sociologiques classiques de groupes sociaux, les groupes stratégiques (virtuels ou réels) ne sont pas constitués une fois pour toutes et pertinents quels que soient les problèmes. Chaque acteur peut appartenir selon les contextes à des groupes différents.

¹¹ *"Une arène est un lieu de confrontations concrètes d'acteurs sociaux en interaction autour d'enjeux communs"* (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994).

C. Comment étudier la durabilité d'un projet de gestion d'une FV ?

1. Les paramètres de la durabilité

Dans le cas des forêts villageoises au Mali, nous distinguons quatre principaux angles de durabilité dans un projet de gestion d'une forêt :

-la *durabilité écologique* qui consiste en l'**adéquation entre le mode d'exploitation et les ressources disponibles**. Elle est évaluée par une étude technique de la forêt (inventaire, potentialités des ressources, élaboration d'un plan d'aménagement...) effectuée par un forestier en collaboration avec les villageois (expression de leurs besoins)

-la *durabilité financière* qui repose sur une **bonne gestion des fonds** (caisse) s'il y en a. Il s'agit donc que les personnes responsables (trésoriers) soient **compétents et de confiance** afin d'éviter les détournements de fond.

-la *durabilité sociale* c'est à dire l'**adéquation des besoins ou objectifs des différents acteurs concernés avec le mode de gestion élaborée ou du moins l'acceptation ou la reconnaissance de ce mode de gestion par eux**.

-la *durabilité institutionnelle* qui correspond à la **légitimité de l'organisation villageoise mise en place pour le projet, au niveau local, communal voir national..** (reconnaissance ou acceptation de cette nouvelle instance par les autres)

La détermination de ces deux derniers points fait l'objet de notre étude.

2. Comment identifier les obstacles à la durabilité ?

Pour Weber (1996), le succès d'une gestion des ressources naturelles se heurte essentiellement à deux problèmes :

- la **régulation et le contrôle de l'accès aux ressources**

- la **nature des processus de décision** imposé, négocié ou contractuel.

car il s'agit de gérer les relations entre les hommes à propos de la nature, bien plus que la nature elle-même.

En plus de ces deux obstacles, nous avons voulu **identifier les conflits** existants qui pouvaient compromettre la durabilité du projet. La mise en évidence de conflits et surtout de leurs causes est une entreprise difficile car elle touche à l'intimité des individus. En effet, les conflits font souvent référence à une histoire, un passé. Leur détermination s'est donc faite de manière informelle et intuitive et elle a été approfondie au besoin par des discussions avec des personnes où la confiance s'était instaurée.

III. Les choix méthodologiques

D'une manière plus concrète pour réaliser notre étude sur le terrain, nous avons du faire des choix méthodologiques : comment récolter les données, quel échantillon choisir, comment traiter les données, comment les restituer ?

A. Une approche socio-anthropologique

L'objet de notre étude portant sur les différents acteurs de la FV, nous avons choisi des outils socio-anthropologiques pour mettre en œuvre notre démarche.

La production de données qui découle de cette étude de terrain repose sur la combinaison de trois sources d'informations ou formes de collecte :

- l'observation : participante (insertion prolongée de l'enquêteur dans le milieu de vie des enquêtés)
- les entretiens (interactions discursives suscitées par l'enquêteur)
- la collecte de sources écrites ou bibliographie.

1. L'observation participante

C'est une des clés pour comprendre la société étudiée, s'y intégrer et éclaircir les visions obtenues par des contacts avec la population plus formels.

Dans notre cas, l'**observation participante** s'est faite à travers :

- ↳ l'apprentissage de la langue Bamanan (la plus parlée au Mali) et les salutations en langues locales
- ↳ l'observation des pratiques culturelles et religieuses (Islam, christianisme, animisme)
- ↳ la participation active à certains travaux ou activités agricoles (travaux champêtres) et domestiques (surtout pour les femmes : puisage de l'eau, cuisine, transformation du Karité...)
- ↳ l'imprégnation des faits et gestes de la vie quotidienne
- ↳ la participation à certaines réunions (nos restitutions dans chaque village, pièce de théâtre à N'Gana, réunion pour la reconstitution du comité de gestion à Komé, restitution de l'évaluation du consultant à Zéguesso)

et ce tout au long de notre séjour dans le village. Elle était d'autant plus facilitée par le fait que nous logions dans des familles.

De plus, nous avons visité les forêts villageoises étudiées lors de notre première visite afin de nous rendre compte visuellement de leur état.

Tableau 2 : De l'hypothèse de départ aux types d'informations à recueillir

Questions principales	Hypothèses secondaires	Questions secondaires
<p>Qui participe à la prise de décision pour la gestion de la FV et Comment ?</p> <p>Qui ne participe pas et Pourquoi ?</p>	la participation dépend du temps disponible	Qui fait quoi ?
	dépend des moyens (formation, information, richesse)	Qui a accès à quoi ?
	dépend des règles sociales	Qui contrôle quoi ? Qui décide de quoi ?
	dépend de l'intérêt pour la FV	Quels sont les enjeux et stratégies /FV des acteurs
	dépend des opinions/convictions	Quels sont les conflits présents dans la zone ? Quelle est la perception des acteurs/Forêt, au projet ?
<p>Quelles en sont les conséquences sur la gestion de la FV ?</p>	inadaptation des règles de gestion par rapport aux usages ?	Quelles sont les règles d'accès, d'exploitation de la FV ? Qui les a défini ? Qui utilise la FV et pourquoi faire ? Ecart entre textes et réalité. Comment était gérée la forêt avant ?
	appropriation de la FV par un groupe privilégié ?	Comment s'est constitué le projet, le comité de gestion ? Sur l'initiative de qui ? Quels sont les modes d'accès aux ressources

2. Les enquêtes

« L'enquête de type anthropologique met le chercheur dans une situation d'interaction prolongée avec la population locale [...] Elle permet ainsi de produire des connaissances contextualisées visant à rendre compte du point de vue de l'acteur des représentations ordinaires, des pratiques usuelles et de leurs significations ». (Olivier De Sardan, 1995a).

L'enquête de terrain ou anthropologique a été un des principaux outils utilisés pour répondre à notre problématique. Dans un premier temps, le développement de la problématique en hypothèses et questions (Cf. tableau 2), nous a permis de dégager les principales informations à recueillir, auprès des villageois, qui ont été à la base de l'élaboration de nos guides d'entretien (Cf. Annexe 10). Nous avons choisi d'opérer en deux étapes : enquêtes préliminaires collectives et individuelles puis enquêtes individuelles de type déclarative, pour nous permettre de prendre du recul entre les deux. A la fin du stage, quelques entretiens complémentaires ont été effectués afin de préciser certains points.

Il s'agissait d'entretiens avec une majorité de questions ouvertes prédéfinies pour chaque thème mais les thèmes ont pu être abordés dans un ordre différent selon les interlocuteurs.

B. La recherche de la diversité pour mieux représenter la réalité

1. Dans le choix des forêts à étudiées

Le choix de l'échantillon a été effectué à partir de la liste des forêts concernées par l'aménagement participatif du groupe de réflexion, qui comprend 23 forêts (Cf. Annexe 9), et de manière à **représenter le plus de situations diverses possibles du point de vue des conditions agro-socio-écologiques.**

D'après le zonage de la CMDT adapté par Souleymane Diarra, la zone d'intervention du programme GDRN (Cercle de Koutiala, Yorosso, Sikasso, Kadiolo) correspond à trois unités agro-écologiques (cf. Carte 9) :

↳ **« Zone des espaces hétérogènes de Sikasso »** (Zone C) : avec les précipitations les plus importantes de la région, elle se caractérise par une faible démographie, une diversité agricole (coton, maraîchage, arboriculture, riziculture, tubercules) et un potentiel en terres cultivables et ressources ligneuses encore relativement important (Cf. tableau 3). L'élevage tient une place modeste chez les agriculteurs ; les transhumants et les pasteurs sont présents.

↳ **« Zone d'extension du bassin cotonnier »** (Zone D) : l'exploitation des ressources naturelles est intensive mais de manière plus hétérogène que dans le bassin cotonnier. La densité de population est localement forte. Le coton y est fortement cultivé depuis ces dernières années. L'élevage est important et renforcé par des transhumants. La situation tend vers celle du bassin cotonnier.

↳ **« Zone du bassin cotonnier »** (Zone E) : centrée sur la région de Koutiala, elle constitue une zone qui accumule les problèmes. La densité humaine est élevée avec une croissance démographique soutenue (Cf. tableau 3). Le système de production cotonnier est généralisé avec l'utilisation intense de la culture attelée et une occupation maximale des terres. Les terroirs villageois sont saturés par les troupeaux autochtones par suite d'investissement des revenus du coton.

Tableau 3 : Caractéristiques des cercles de la zone d'intervention de GDRN

<i>Caractéristiques</i>	<i>Kadiolo</i>	<i>Sikasso</i>	<i>Koutiala</i>	<i>Yorosso</i>
<i>Climat</i>	Soudano-guinéen	Soudanien sud et soudano-guinéen	Soudanien sud	Soudanien sud
<i>Pluviométrie (moyenne de 1956 à 1985)</i>	1100-1200 mm	1000-1100 mm	800-1000 mm	800-1000 mm
<i>Surface</i>	5 340 km ²	15 247 km ²	9 100 km ²	5 105 km ²
<i>Population en 1987</i>	98 337	274 611	286 244	104 465
<i>Accroissement démographique de 1976 à 1987</i>	+ 0.8%	+ 1.5%	+ 3.3 %	+ 2%
<i>Densité en 1987 en hab/km²</i>	18.3	24.3	31.5	20
<i>Nombre de villages</i>	118	479	231	94
<i>Surface cultivée¹²/hab</i>	0.65 ha	0.79 ha	1.2 ha	2.24 ha
<i>Réserve agricole¹³/hab</i>	2.52 ha	2.24 ha	0.53 ha	0.89 ha
<i>Terres inaptes à l'agriculture /hab</i>	2.3 ha	0.8 ha	1.44 ha	1.9 ha
<i>VTM¹⁴ en m3</i>	14 287 000	30 314 000	10 500 000	5 965 000
<i>VTM/hab.</i>	144 m3	110 m3	37 m3	57 m3
<i>Consommation annuelle rurale/hab</i>	1.3 m3	1.3 m3	1.15 m3	1.15 m3

Source : CTFT, 1991.

Tableau 4 : Caractéristiques des forêts choisies pour l'étude

<i>Nom de la forêt</i>	<i>Zone</i>	<i>Cercle</i>	<i>Date de création de la FV</i>	<i>Aménagement avant 91</i>	<i>Convention locale</i>	<i>Résultats du diagnostic de 98</i>
Kafono	C	Kadiolo	1997	non	non	X
N'Gana	D	Sikasso	1994	oui	non	XX
Zeguesso	E	Koutiala	1997	non	oui	XX
Kome	E	Yorosso	1995	non	non	XXX

X : diagnostic très incomplet

XX : diagnostic avec seulement quelques points à compléter

XXX : diagnostic bien effectué.

¹² Superficie des terres cultivées et jachères récentes

¹³ Réserve de terres potentiellement cultivables et jachères longues

¹⁴ VTM : Volume Total Mesuré, correspond au volume total sur pied. Cet indicateur mesure la potentialité ligneuse d'un espace.

Le fait de choisir **au moins une forêt dans chaque zone** permet de tenir compte de cette diversité agro-socio-écologique. Etant donné la différence notable existante entre les cercles de Koutiala et Yorosso, du point de vue démographique et agropastorale, nous avons décidé de prendre une forêt dans chaque cercle. En effet, à Koutiala la pression sur les ressources naturelles est plus importante (Cf. tableau 3).

L'histoire et le mode de gestion de la forêt (aménagement par les services forestiers avant la révolution de 1991 ou forêt villageoise créée à l'initiative des villageois après 1991 ; appartenance à une convention locale intervillageoise) sont aussi des critères de diversité qui ont été pris en compte.

Certaines forêts de la liste ont été écartées de notre échantillon. Il s'agit :

- des forêts privées puisque leur gestion n'est pas communautaire
- des forêts sacrées (Komé, Diou, Nianasso, Logona, Diarakoungo) car elles ne sont pas sujettes à une exploitation future du fait de leur caractère religieux ou sacré
- des forêts où les diagnostics n'ont pas été diffusés (Niagasso)
- des forêts où les interventions de la recherche sont nombreuses pour éviter la saturation et la surcharge des populations (Niagasso, M'Peresso, Diarakoungo, Kouloumassala).

En fonction des critères cités ci-dessus et des informations recueillies auprès des personnes ressources, et après approbation des membres du groupe de travail, les forêts qui ont été retenues sont les suivantes : **Kafono, Komé¹⁵, N'Gana, Zéguesso**. Les spécificités des forêts choisies sont consignées dans le tableau 4.

2. Dans les individus enquêtés

Suite aux enquêtes préliminaires et à leur traitement, nous avons dégagé plusieurs critères de différenciation pour le choix des personnes à enquêter sur le thème de la participation. Il s'agit de :

- le genre (homme ou femme)
- la classe d'âge (les enfants, adolescent(12ans-20 ans pour les garçons et 15/17 ans pour les filles, adulte (21-45 ans), vieux)
- le niveau de responsabilité (membre d'un conseil, d'un bureau, chef de famille, chef d'exploitation, chef de ménage)
- les activités en relation avec la forêt (éleveurs, apiculteurs, pépiniéristes, menuisiers, bûcherons, chasseurs, agriculteurs, autres)

Le schéma 7 ci-dessous correspond aux critères d'échantillonnage des personnes enquêtées, communs aux 4 villages. Selon les villages, d'autres critères ont aussi été pris en compte (types d'activités présentes, étrangers, quartiers différents...). Nous avons privilégié en nombre la catégorie des adultes sans responsabilité car elle est effectivement plus importante numériquement au village mais aussi car nous supposons qu'il s'agissait d'une catégorie peu participante et que nous cherchions à comprendre les freins à la participation.

¹⁵ Etant donné l'incertitude des personnes ressources quant à la présence de bois sacré dans la forêt de Komé et par élimination, nous avons retenu tout de même Komé.

Nous avons passé 9 jours complets par village. Etant donné la période à laquelle nous intervenions (hivernage) qui correspond à une période de pointe des travaux agricoles pour les villageois, nous avons limité le nombre d'enquêtes à 4 /jour (2 par personne/jour), soit 36 enquêtes par village. Finalement, nous avons eu le temps pour en faire un peu plus et nous avons en moyenne 40 enquêtes par village. Nous avons privilégié les entretiens individuels mais pour les enfants et les adolescents nous les avons rencontrés en petits groupes (de 3 à 8 personnes).

• *Hypothèse de groupes stratégiques par rapport à la participation au projet de gestion de la FV :*

En faisant cette échantillonnage, nous avons fait des hypothèses quant aux groupes stratégiques face à la participation à un projet de gestion durable d'une forêt villageoise. Plusieurs attitudes ont été imaginées selon que:

- ↳ la personne est déjà impliquée dans une organisation traditionnelle ou exogènes (créées en lien avec un projet) ou non.
- ↳ la personne est directement concernée par la gestion de cet espace (usagers directs de l'espace choisi (exploitants), usagers indirects (dépendants de l'exploitant)) ou non,
- ↳ selon sa position sociale dans le village (décideurs, instruits, hommes, femmes, cadets...).

Ainsi nous pouvons supposer l'existence des groupes stratégiques suivants :

Les membres des instances de décision villageois (vieux)
 Les hommes du comité de gestion et d'autres bureaux d'organisation
 Les femmes impliquées dans une association
 Les hommes sans responsabilité exploitants la forêt
 Les femmes sans responsabilités exploitants la forêt
 Les villageois n'exploitants pas la forêt
 Les enfants
 Les allochtones

Il s'agit à travers cette étude d'étudier le comportement de ces groupes face à la participation et d'expliquer les raisons de leur attitude.

Tableau 5 : Pourcentage de la population enquêtée par village

Village	Kafono	Komé	N'Gana	Zéguesso
Population totale	320	900	1800	600
Echantillon enquêté moyen (nombre d'individu)	64	64	64	64
Taux de sondage (%)	20 %	7 %	3.5 %	10.5 %

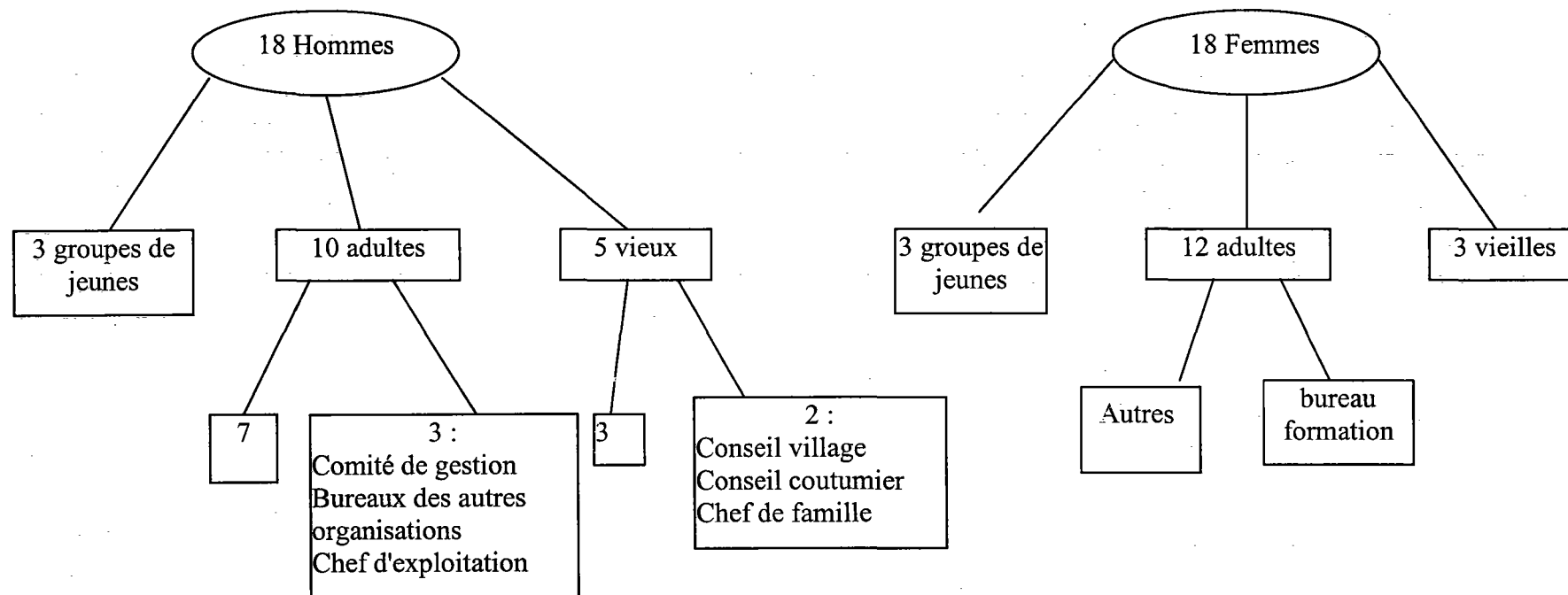


Schéma 7 : Echantillon théorique de personnes à enquêter par village

C. Un système de codage pour évaluer la participation

Pour le dépouillement des enquêtes, nous avons élaboré des grilles d'évaluation (Cf. Annexe 11) sur :

- ↳ **la connaissance de la FV et de son mode de gestion** (existence de la forêt, site, règles de gestion, prise de décision, contrôle, existence du comité, composition, formation) que nous avons rempli avec des codes : 0 si la personne ne sait pas, 1 si la connaissance est imprécise ou incomplète et 2 si la connaissance est bonne
- ↳ **la présence aux différentes réunions concernant la FV** (création, choix du site, mise en place des règles, choix des membres du comité de gestion, choix des membres du comité de relais, application des outils) et à la pièce de théâtre (0 : si absente, 2 si présence)

Les résultats de chaque enquête ont ensuite été regroupés, pour avoir une évaluation globale par catégories sociales (jeunes, adultes responsables, étrangers ou exclus, personnes âgées, les proches du comité, adultes) et pouvoir faire une comparaison entre les villages.

Ceci a permis de dégager les groupes de personnes qui ont à peu près le même comportement vis à vis de ces deux thèmes, autrement dit les **groupes stratégiques**.

D. Les restitutions villageoises : une expérience d'animation rurale

Nous accordons aux restitutions villageoises (Cf. Annexe 12) une place toute particulière dans notre démarche, par le fait qu'elles constituent un premier pas vers l'action après la période de recherche. L'objectif de ces restitutions était de porter à la connaissance des acteurs locaux les résultats qui ressortent de nos enquêtes dans chaque village, afin qu'ils puissent les juger par eux-mêmes, dégager les points faibles et trouver eux même les solutions aux différents problèmes identifiés (nous avons ainsi recueilli leurs réactions sans prise de position dans les débats).

Il s'agissait d'un travail d'animation où nous n'avions qu'un rôle d'aide ou de facilitateur. Nous avons donc appliqué une démarche participative pour la résolution des problèmes qui s'est faite dans un premier temps hommes et femmes séparés.

Pour ce faire, nous nous sommes inspirés de la méthode du GERDAL développé par J. P. Darré où l'aide méthodologique consiste à favoriser la production de paroles, aider à organiser ce qui a été dit. Cela se fait en assurant trois fonctions : Dire, Relier, Proposer.

Dire : c'est dire ce qu'on a compris sans infléchir les idées du groupe. Dans la pratique, chercher à dire le sens consiste à s'interroger sur Comment en parlent-ils plus que sur de quoi parlent-ils, quelles préoccupations transparaissent dans leur façons d'en parler ?

Relier : c'est faire le point, montrer le passage d'une façon de dire à une autre, regrouper des idées ou dégager un conflit.

Proposer : c'est rendre la parole utile pour l'action car il ne suffit pas d'écouter, et voir si l'activité menée va dans le sens des idées exprimées par le groupe. (Bernet, 2000)

Ces restitutions ont permis aux villageois de dégager des solutions pour améliorer la gestion de la forêt (Cf. Annexe 13)

IV. Limites de l'étude

Notre étude relève plus des sciences humaines (la sociologie) que des sciences exactes. Tous nos résultats prennent leur source dans le discours des personnes enquêtées. Leur exactitude dépend donc de la représentativité de notre échantillon et de la véracité des propos tenus.

Pour nos entretiens, cette véracité a pu être vérifiée par la **triangulation** des personnes enquêtées, l'**itération** des questions, ainsi que par les **observations** que nous avons pu faire lors de notre séjour au village et de nos restitutions. Quant à la **représentativité** de l'échantillon, elle est **discutable d'un point de vue quantitatif** selon la taille des villages, mais elle est **honnête d'un point de vue qualitatif** au sens où quasiment toutes les catégories d'acteurs sont représentées.

Cependant nous n'avons pas eu la chance d'assister à des conseils de village ou des réunions du comité de gestion. Par conséquent il nous a été difficile de déterminer quelles ont été les réelles influences de ces deux organes sur la prise de décision. Les constats que nous présentons se basent sur nos entretiens. Nous sommes sceptiques aussi quant à la **crédibilité des discours** entendus lors de nos restitutions. En tant qu'intervenants extérieurs, nous ne pouvons nous soustraire de « l'étiquette programme d'appui » que les villageois nous donnent. Par conséquent, ils nous disent souvent ce que l'on veut entendre, mais en sont-ils vraiment convaincus ? Il nous est difficile de le savoir à moins de rester plus longtemps et de voir concrètement les efforts qui sont entrepris pour mettre en œuvre les dispositions énoncées pendant les restitutions.

Les résultats que nous présentons ne pourront **pas faire l'objet d'une généralisation** systématique à l'ensemble de la zone d'intervention de GDRN, compte tenu de l'échantillon réduit de l'étude, des biais liés aux comportements des enquêtés et des enquêteurs, et des variations existant d'un village à un autre concernant le comportement, les croyances, les mentalités, les contextes. Une généralisation demanderait des études complémentaires pour vérifier les hypothèses et tendances décrites dans cette étude. Toutefois, la diversité des cas étudiés nous autorise à tirer certains enseignements (Cf. Partie 3).

La méthode de codage employée pour évaluer le niveau d'information et la participation est pratique pour traiter et synthétiser un nombre important d'enquêtes. Dans ce rapport, étant donné la taille importante des individus enquêtés (près de 164 enquêtes), nous ne présentons que les résultats généraux obtenus par groupe stratégique et par village pour chaque thème, ce qui est discutable du point de vue de la qualité de l'information restituée. En effet, il s'agit de moyennes faites sur un nombre de personnes qui est différent pour chaque groupe. Il est donc important de savoir la taille du groupe pour relativiser l'importance du résultat. De plus, les moyennes finales correspondent à un thème global (information, participation aux réunions) et ne reflètent pas la connaissance ou le comportement du groupe, précisément : de quoi sont-ils informés ou non ? À quelle réunion ont-ils participé ? C'est pourquoi les commentaires associés à ces résultats sont capitaux pour éviter les fausses interprétations. Le fait de regrouper les individus enquêtés en groupe stratégique, autrement dit selon leurs attitudes face au projet, fait que ces groupes sont homogènes et les moyennes obtenues sont représentatives du comportement de l'ensemble des individus. Cette méthode semble pertinente si on s'intéresse aux moyennes par groupe et par question ou sous-thème, tout en précisant la taille de chaque groupe.

L'identification des problèmes de gestion s'est faite de manière informelle à travers les discussions ou entretiens sans jamais avoir posé la question ouvertement. L'écoute et la confiance ont été des facteurs importants. Toutefois, cette identification est sûrement incomplète et elle aurait demandé un travail de recherche à part entière. A la demande de la structure d'accueil, nous nous sommes plus focalisés lors de nos enquêtes sur la participation, notre premier axe de recherche. L'étude du deuxième axe s'est donc faite de manière plus intuitive et est à ce titre contestable. Toutefois, elle révèle des tendances qu'il faudra approfondir.

Le travail en binôme a connu ses limites du fait de la différence d'objectifs assignés à cette étude. Les informations récoltées à travers les enquêtes individuelles ont été synthétisées sur des fiches descriptives par groupes sociaux (Cf. Annexe 15). Ces fiches sont restées manuscrites, et ce travail n'a été fait que pour les femmes, faute de temps (le binôme ayant en charge les enquêtes hommes devait soutenir en Décembre).

Troisième partie :

*Les villages, les acteurs, les projets de gestion des
forêts villageoises*



Tableau 6 : Caractéristiques comparées des villages

<i>Villages</i>	<i>Kafono</i>	<i>N'Gana</i>	<i>Zéguesso</i>	<i>Komé</i>
<i>Cercles</i>	Kadiolo	Sikasso	Koutiala	Yorosso
<i>Nbre d'habitants</i>	320	1800	600	900
<i>Nbre d'exploitations</i>	21	122	37	102
<i>Nbre de quartiers</i>	4	4	2+ hameaux de culture	4 + campements peuls
<i>Cheptel bovin</i>	182	2500	351	830
<i>Cheptel ovins/caprins</i>	201	3000	740	586
<i>Reboisement</i>	11 ha	3.5 ha	0.5 ha	6 ha
<i>Occupation des terres agricoles</i>	Coton, maïs, sorgho, mil, riz, soja, arachide, maraîchage, fruitiers	Coton, mil, sorgho, maïs, arachide, haricot, fruitiers.	Coton, mil, sorgho, maïs, arachide.	Coton, mil, sorgho, maïs, piment, niébé, arachide.
<i>Marchés fréquentés</i>	Kadiolo (8 Km)	Kignan (5Km)	Léléni Koutiala (21 Km)	Boura (5 Km)
<i>Ethnie dominante</i>	Sénoufo	Sénoufo	Minianka	Bobofing
<i>Autres ethnies</i>	Peul noir, Minianka, Bambara	Peul, Bambara, Gana,	Peul	Peul, forgeron
<i>Religion dominante</i>	Islam	Islam	Islam	Protestantisme
<i>Autres religions</i>	Animisme*	Animisme	Animisme christianisme	Catholicisme Islam Animisme
<i>Intervenants extérieurs</i>	ESPGRN SCN EDP CMDT, Kafo jiguiné	SCN, EDP, CMDT, PRF, Kafo jiguiné	CMDT, EDP, Vision Mondiale, SCN	SCN, EDP, CMDT, PRF, secours catholique malien.
<i>Organisations villageoises</i>	Conseil village, AV, associations des jeunes et des femmes par quartier, association féminine de gestion du moulin, comité de gestion FV	Conseil village, comité de pilotage, 3 AV, comité de gestion, associations de culture par génération et par famille, regroupements des femmes par quartier	Conseil village, association des jeunes, des femmes, AV, comité de gestion de FV.	Conseils, 3 AV, comité de gestion FV, associations socio-professionnelles, association des femmes, associations religieuses.
<i>Infrastructures</i>	Moulin collectif Pompe, salle d'alphabétisation, magasin	Ecole fondamentale, infirmerie, moulins, magasin, pompe, maison d'accueil	2 salles d'alphabétisation, magasin, moulin	4 moulins privés, pompe, puit moderne, magasin, églises, mosquée

Source : Diagnostic socio-économique villageois, 1999 ; Enquêtes préliminaires juillet 1999

I. Les quatre villages d'étude : Kafono, N'Gana, Zéguesso, Komé

L'exploitation et la gestion des ressources forestières ne sont pas des activités indépendantes de la vie sociale et économique du village mais elles s'intègrent dans un système d'activités aussi bien au niveau communautaire qu'individuel. C'est un processus complexe où de multiples acteurs interviennent et dont les modalités dépendent de l'environnement écologique, socio-économique et culturel.

Comme mentionnés dans la méthodologie, nous avons choisi nos quatre villages d'étude dans l'objectif d'une diversité dans nos études de cas. Les premiers critères de diversité connus a priori étaient du point de vue des conditions agro-écologiques et des modalités de création du projet villageois de gestion durable de leur forêt. Après notre présence sur le terrain, d'autres facteurs marquant la spécificité des projets les uns par rapport aux autres, ont été mis en évidence. A travers cette présentation sommaire nous voulons faire ressortir les problématiques communes aux quatre villages ainsi que celles spécifiques à chacun.

A. Des problématiques spécifiques

Les quatre villages peuvent être localisés sur la Carte 10 et la carte de la commune correspondante au village concerné (Carte 11, 12, 13, 14).

Les caractéristiques agro-écologiques observées au niveau de chaque cercle (Cf. tableau 3) se retrouvent au niveau des villages, ce qui montre que les villages choisis sont représentatifs du cercle du point de vue des activités agro-pastorales et de l'exploitation des ressources naturelles. Dans cette présentation sommaire des contextes villageois nous ne nous attarderons donc pas sur ces aspects. Pour ce qui est du domaine social (scolarisation, cohésion), les observations faites sont spécifiques aux villages étudiés. Certaines caractéristiques générales des quatre villages sont présentées dans le tableau 6.

Encadré 9 : La crise des AV, des leçons à tirer

Les Associations Villageoises impulsées par la CMDT, connaissent depuis ces dernières années une crise (surendettement, conflit interne...) qui se manifeste par leur éclatement. Ainsi, au lieu de trouver une seule AV dans un village, il est fréquent d'en dénombrer deux ou trois.

Les causes de la crise

Une étude diagnostique menée en 1998 par l'ESPGRN dans plusieurs villages a permis de dégager les principales causes de cette crise (Kebe et Sidibe/Kebe, 1998).

La principale cause sociale évoquée par les villageois est **l'effritement de la cohésion sociale** suite à la **main mise des autorités traditionnelles sur le bureau de l'AV**. Le conseil de village craignant une perte d'autorité s'ils laissent d'autres personnes gérer l'AV, s'approprient l'AV en occupant tous les postes clés et en orientant l'essentiel des investissements vers les quartiers desdits responsables¹⁶.

La crise est aussi d'ordre économique avec le **surendettement des AV** dus à l'octroi anarchique des prêts, la mauvaise préparation des paysans pour assumer certaines tâches laissées par la CMDT, les détournements de fonds par les membres du bureau de l'AV, les malversations de certains agents CMDT et l'incapacité financière des paysans à rembourser.

Les vieilles querelles entre autochtones et allochtones ou entre familles ressurgissent alors souvent lors d'un désaccord ou d'une mauvaise gestion des fonds. **Le faible niveau d'alphabétisation** des producteurs est aussi une des causes essentielles de la crise, d'après les jeunes, car il induit un manque de confiance de la part des producteurs ou de transparence de la part des responsables alphabétisés.

Les leçons à tirer

Que les responsables ne proviennent pas tous du même quartier.

Que le choix des membres du bureau tienne compte des compétences et non du statut social.

Qu'il n'y ait pas de cumul de fonctions par les membres du bureau.

Le système consensuel avec forte emprise des personnes influentes du village devrait être remplacé par un système de vote qui favoriserait des candidatures multiples.

Que les vieilles personnes soient impliquées dans la gestion des affaires du village pour qu'il n'y ait pas de frustration.

Que les responsables soient correctement formés pour assumer leur fonction.

L'expérience des AV nous montre que la récupération d'une organisation communautaire par un groupe influent est une déviation fréquente qui conduit à une gestion inéquitable des fonds et souvent à une scission sociale. Lors de la mise en place du bureau il est donc important de laisser la possibilité à tous les villageois de pouvoir être élu ou représenté.

¹⁶ A la création des AV, le choix des responsables était laissé à l'initiative des villageois. Les personnes influentes (famille du chef ou conseillers) et les grands producteurs furent nommés.

1. Kafono

A 10 km au Nord de Kadiolo, le terroir de Kafono conformément à l'ensemble du cercle, jouit d'une **diversité agricole** importante du fait d'une pluviométrie abondante (1200 mm/a). Ainsi, le riz pluvial est cultivé dans les bas-fonds par les femmes ; les céréales (maïs, mil, sorgho), le coton et l'arachide sur les autres types de sols. Les femmes pratiquent aussi le maraîchage (courgettes, aubergines, « gombo », tomates, laitue...) pendant la saison des pluies (de juin à octobre). Plusieurs plantations privées d'eucalyptus ou d'arbres fruitiers (citronniers, orangers, anacardiés...) sont présentes ainsi qu'une plantation villageoise de Gmélina. Les sources de revenus aussi bien pour les hommes que pour les femmes sont donc multiples et les habitants de Kafono semblent relativement moins dépendants économiquement des ressources forestières. De plus, **la pression sur les ressources naturelles est relativement faible**.

Petit village Sénoufo (Cf. Annexe 19 et Carte 7), en terme démographique, Kafono se divise en trois **quartiers éloignés** et un hameau (seulement une famille). Le taux de scolarisation est presque nul. Le chef de village semble encore bien respecté et une impression de **bonne cohésion sociale** malgré l'éloignement des quartiers se dégage. Les quelques familles étrangères qui se sont installées sur le terroir sont très bien intégrées dans la vie du village. Par conséquent, aucune personne dans le village n'est considérée comme allochtone.

2. N'Gana

Avec 1800 habitants en 1999, N'Gana, village Sénoufo, est le plus peuplé parmi ceux étudiés. Il se situe à 5 Km du chef-lieu d'arrondissement (Kignan) et sur l'axe de la piste Béléko-Sikasso.

Beaucoup d'infrastructures se trouvent au sein même du village : école, infirmerie, caisse de Kafo jiguineu¹⁷... La présence de l'école fondamentale explique le **taux relativement important d'alphabétisation**.

Les ressortissants¹⁸ de N'Gana sont regroupés en une association et apportent un appui financier au village. Suite à l'éclatement de l'AV (Cf. Encadré 9) en 3 (correspondant respectivement aux trois quartiers du village et donc aux trois grandes familles), ils ont été à l'origine de la création d'un comité de pilotage pour coordonner les activités de toutes les associations du village. La présence des 3 AV est un signe de **mésentente** au sein du village. Les causes précises de cette scission nous sont inconnues. La mise en place du comité de pilotage montre la volonté d'outrepasser ces conflits internes pour mener à bien des actions collectives. Concernant l'exploitation des ressources forestières, les villageois **se plaignent des habitants de Kignan** qui viennent couper du bois sur leur terroir.

Quelques familles bambara (les diarra et les diourthé), Peulhs (les Sangaré) se sont installés sur le terroir de N'Gana, il y a déjà plusieurs décennies. Aujourd'hui, ils sont bien intégrés dans le village puisque leur famille est représentée dans le conseil villageois.

¹⁷ Kafo jiguineu est une caisse locale de développement qui octroie des crédits aux paysans et facilite l'épargne

¹⁸ ressortissant : les villageois de N'Gana qui travaillent à l'extérieur du village comme salariés dans les villes ou à l'étranger.

3. Zéguesso

Ce petit village en pays minianka (Cf. Carte 7), connaît une **dégradation importante des ressources naturelles de son terroir**. La forte expansion de la culture du coton n'a laissé que très peu de terres boisées, et l'exploitation abusive des arbres par les charretiers de Koutiala, qui viennent se servir en bois de chauffe pour alimenter la ville, n'a pas permis leur repousse. A 30 km de Koutiala, le village est un peu enclavé du fait du mauvais état des pistes.

L'habitat est assez dispersé car de nombreuses familles sont parties du village pour s'installer à côté de leur champ et ont constitué des « hameaux » (une seule concession). Le chef de village est très respecté et le village jouit d'une **très bonne cohésion sociale**. Les seules infrastructures présentes au village ont été construites grâce à un projet humanitaire protestant « Vision mondiale ». Le taux de scolarisation est nul.

En plus des Dembélé, famille fondatrice du village, une famille Peul (les Sidibé) est venue sur le terroir de Zéguesso, il y a plus de 20 ans. Malgré qu'ils soient bien acceptés par la population, ils gardent toujours leur statut d'étranger et ne participent pas pleinement aux affaires du village.

4. Komé

Près de la frontière du Burkina Faso, à 5 km de Boura (chef-lieu d'arrondissement), Komé est un village bobofing (Cf. Carte 7) qui compte **trois campements Peulhs** (Cf. Annexe 18) sur son terroir. Les projets d'alphabétisation de la CMDT ont permis de former une quarantaine d'hommes adultes. L'alphabétisation des femmes est plus récente, mais elle est en train de se développer, notamment grâce à l'appui d'EDP.

Les protestants (les plus nombreux), les catholiques, les animistes et les musulmans coexistent dans ce village. Beaucoup de catholiques sont proches des animistes car ils sont issus de la même famille, celle du chef. Par contre, la famille à l'origine du protestantisme à Komé est en conflit avec celle du chef depuis déjà plusieurs décennies. Il s'agirait d'une **querelle pour la chefferie du village** qui n'a fait que se perpétuer et s'aggraver au cours des années. En effet, l'éclatement de l'AV en 1996, du à des problèmes économiques (endettement auprès de la CMDT (via la BNDA) du à une histoire de détournement de fond des responsables vers 1995-96) n'est finalement que le ressurgissement de cette vieille querelle latente. Actuellement, la famille la plus riche est celle de l'ancien trésorier de l'AV qui est protestant. Etant donné sa puissance économique, il cherche à supplanter le chef de village traditionnel qui lui est devenu très pauvre suite à un surendettement.

Avant 1995, Komé était un village exemplaire concernant les activités collectives (lutte anti-érosive, reboisement, fabrication de savon par l'association de femmes), souvent pris comme référence par les structures d'encadrement (CMDT, Eaux et Forêts) pour son dynamisme. La mésentente entre les familles a détérioré cette image à moins qu'elle ne fût qu'illusoire et seulement le fait de quelques éléments moteurs.

D'une manière générale, dans les quatre villages, malgré les apparences, l'animisme* reste en toile de fond de la croyance de la plupart des villageois. Dans chaque village, on retrouve un bois sacré* et ceux qui participent encore aux fêtes animistes sont plus nombreux que ceux qui se réclament animistes.

Encadré 10 : La hiérarchie sociale traditionnelle dans la région de Sikasso

La chefferie comme principe d'organisation du village (Ouattara, 1992)

Le conseil coutumier

Le chef coutumier, descendant du fondateur du village, représente l'autorité suprême dans le village, il est garant de la sécurité et officie tous les rites traditionnels relatifs à la vie du village. Il est l'intermédiaire entre les mânes fondateurs et leurs descendants, entre les génies et les villageois ce qui lui confère la fonction de chef des terres. Il est entouré des chefs de culte et de rites initiatiques qui constituent son conseil. Toute décision concernant le village ne peut être prise sans leur approbation.

Généralement, les membres du conseil coutumier font aussi partie du conseil administratif (sauf à Komé).

Le conseil administratif ou conseil villageois

Composé du chef de village (généralement le chef coutumier) et de ses conseillers (4 à 7 autres vieux, chefs de quartier et de famille selon les villages), il représente le village devant l'administration et les autres services. C'est donc cet organe par excellence qui assure l'interface du village avec l'extérieur. Il veille au respect des réglementations économiques, sociales, et culturelles. Il intervient dans le règlement des litiges.

La séniorité comme principe d'organisation de la famille

L'unité de résidence ou la concession abritait à l'origine toute la famille élargie. La famille élargie (environ 50 membres) regroupe autour d'un patriarche, ses femmes¹⁹ avec ses enfants, ses frères, leurs épouses et leurs enfants.

Le chef de famille est le garant du groupe familial, il est le lien entre la famille et les mânes. Ce statut lui vaut respect parmi les siens car il officie tous les rites relatifs à la vie de famille. Il détient le pouvoir de prise de décision au sein de toute la famille élargie. Il définit le mode de gestion et l'utilisation des ressources. Il attribue les parcelles à un étranger, après en avoir avisé le chef du village. Il répartit les terres entre les chefs d'exploitation et les arbres de Karité (*Butyrospermum parkii*) entre les femmes. Il règle tout conflit entre les exploitations de sa famille et entre tous les membres de sa famille. Sa décision est irrévocable.

Le chef d'exploitation organise la production de l'exploitation. Il peut prendre certaines décisions dans le cadre de l'exploitation des terres.

Le chef de ménage est considéré comme simple exécutant des décisions relatives à l'exploitation. C'est la main d'œuvre, la force productrice de la famille. (1995, EDP, Diagnostic participatif)

La femme : Originnaire soit des villages voisins soit d'un autre quartier du village, la règle de résidence de l'épouse est la **patrilocalité**. Dès lors qu'elle intègre le foyer de son beau-père ou de son époux, elle est initiée à la cuisine par sa belle-mère. La cuisine revient donc aux belles-filles et les greniers sont la possession du chef d'exploitation qui répartit les récoltes entre les chefs de ménage.

¹⁹ La polygamie est reconnue et fréquente au Mali, surtout en milieu rural. Dans la région de Sikasso, la moyenne se situe à deux femmes et il est rare d'en compter plus de trois.

B. Une organisation sociale similaire en perte de ses valeurs traditionnelles

Malgré la diversité des ethnies et religions (Cf. Tableau 6), tous les villages étudiés présentent une organisation sociale traditionnelle similaire (Cf. Encadré 10) que d'ailleurs nous pouvons retrouver dans toute la zone d'intervention de GDRN. De plus, d'un point de vue institutionnel, les organisations villageoises et les intervenants extérieurs présents dans chaque village (Cf. Tableau 7) sont presque les mêmes. Ces différentes institutions ainsi que leur objectif et activités sont présentées en Annexe 15 et 16.

Cependant, le monde rural de la région de Sikasso est sujet à des changements sociaux depuis quelques décennies, dont les conséquences sont la détérioration de certaines valeurs traditionnelles.

1. Une gérontocratie parfois contestée

La **chefferie** est le principe d'organisation des villages, par l'intermédiaire des conseils coutumiers et villageois (Cf. Encadré 10). Du fait du respect du **droit d'aïnesse**²⁰, qui renforce la gérontocratie, les vieux²¹ occupent traditionnellement le sommet de la pyramide du pouvoir au village malgré leur minorité numérique. La gérontocratie s'explique par la tradition orale, largement dominante en milieu rural. Le savoir et la sagesse des vieux sont des atouts pour la gestion durable des ressources par leur caractère conservateur. Par contre, lorsque l'environnement extérieur évolue il devient nécessaire de réagir en conséquence ou de s'adapter ce qui est plus du domaine des générations plus jeunes.

a) Les jeunes hommes moteur du changement : les bras d'aujourd'hui et les cerveaux de demain

Chefs de ménage (de 21 à 35 ans), les « jeunes » représentent la majeure partie de la population villageoise. Ils sont la force physique des exploitations sur laquelle les parents peuvent se reposer et sont encore sous l'autorité de leurs aînés. En effet, au sein même de la famille, il existe aussi une hiérarchie basée sur l'âge qui est encore très respectée (Cf. Encadré 10). Ainsi, lors d'une réunion, le droit de parole appartient à l'aîné de la famille.

Cette situation suscite parfois des frustrations chez les générations montantes qui réclament, indirectement (par leur démotivation aux travaux d'intérêt collectif) ou ouvertement (lors des réunions villageoises) leur droit de pouvoir s'exprimer par rapport aux perspectives d'avenir du village. Actuellement, la tendance est en train de se retourner en leur faveur.

En effet, généralement **plus alphabétisés** que leurs parents, ils se retrouvent dans les bureaux des organisations locales, vont suivre les formations et deviennent des acteurs incontournables du développement villageois. Même si leurs activités restent sous contrôle des conseils villageois, leur

²⁰ « Selon ce principe, les jeunes générations n'ont qu'un pouvoir d'obéissance vis-à-vis des vieux tandis que ceux-ci ont le privilège de décider, d'ordonner. Les jeunes n'ont qu'un devoir d'exécution tandis que la volonté des vieux a force de loi ». (Ouattara, 1992)

²¹ le terme de vieux est un terme respectueux couramment utilisé pour un chef de famille ou de ménage, symbolisant le savoir, le pouvoir et la sagesse.

nécessaire implication croissante dans la gestion du village leur confère un pouvoir de plus en plus important.

b) Le pouvoir de l'argent

L'implantation des nouvelles religions (Islam, christianisme) en milieu rural ainsi que la montée de l'économie de marché par le biais du coton font que, par endroit, les chefs coutumiers, défenseurs de l'animisme sont contestés et que de **nouvelles autorités fondées sur le pouvoir économique apparaissent**. Cette situation a surtout été observée dans le village de Komé.

2. La dislocation de la famille élargie

D'une manière générale, la famille élargie (Cf. Encadré 10) jouit de certains avantages : main d'œuvre numériquement importante, cohésion (l'individu s'identifie et se confond au groupe familial). Ainsi, le chef de famille représente tous les membres de sa famille lors des réunions. Il parle et décide en leur nom. L'intérêt du groupe doit passer au devant de l'intérêt personnel.

Cependant, le risque de cette organisation sociale est que **la primauté accordée au groupe nuise à l'épanouissement personnel de l'individu**. En effet, celui-ci étant confondu au groupe, la plupart de ses besoins (vélos, radios, habits, loisirs) sont mis en marge des charges de la famille. La famille élargie ne s'occupe que du strict nécessaire pour l'individu : mariage, soins médicaux, initiations. Pour pouvoir satisfaire leurs besoins, les jeunes optent pour l'exode saisonnier et les femmes font du petit commerce.

Ces dernières décennies la famille élargie a tendance à se disloquer pour donner **naissance à de petites familles** qui se réunissent autour d'un chef, ses épouses et ses enfants. Le nombre réduit des membres de cette petite famille permet la prise en compte de l'individu.

"Avant, il y avait un champ pour toute la famille, maintenant, chacun travaille pour soi" (Chef de village de N'Gana).

D'un autre côté, cette dislocation conduit souvent à des **rivalités lors de la répartition des terres** entre les frères ou pour la succession du chef de village dans la famille du chef. De plus, **l'individualisme s'accroît** progressivement au détriment de l'intérêt collectif pour lequel les populations sont de moins en moins motivées. Enfin, **les centres de décisions** (chefs de famille) incontournables pour la mobilisation de toutes les forces vives du village **se multiplient** et la **mobilisation est plus lente** et moins efficace.

3. La place de la femme, une évolution est-elle possible ?

a) Le statut social de la femme rurale

La femme se situe **en bas de la pyramide du pouvoir décisionnel**, avec les jeunes. Elle ne peut généralement prendre une décision ou parler en public que sous l'autorisation de son mari. Le statut de femme et d'étrangère de par son origine (Cf. Encadré 10), la laisse en dehors des rites religieux et ne lui donne pas le droit de se "mêler" des affaires du village.

Du point de vue traditionnel, les femmes n'ont **pas une sécurité foncière** proprement dite. La terre étant transmise par la filiation mâle, la femme ne peut être propriétaire, mais elle peut

l'emprunter à son mari, des parents ou d'autres familles. Même si le droit d'usage de la terre leur est reconnu, il est certain qu'elles n'ont pas le droit d'en jouir au même titre que les hommes.

La surface qui leur est accordée est limitée (de 0.1 à 0.25 ha pour les cultures maraîchères, l'arachide ou le riz de bas fond), et il s'agit généralement des terres pauvres ou en voie d'abandon par les hommes qui sont accordées pour une seule campagne avec possibilité de réutilisation si le possesseur est d'accord. Bien qu'elles aient selon le droit foncier moderne les mêmes droit que les hommes, ceci est pour le moment une disposition théorique.

Elles n'ont que **très peu accès à la scolarisation**. Seul dans le village de N'Ganaj où il existe une école, les fillettes peuvent facilement être scolarisées, sinon seuls quelques garçons par village sont envoyés à l'école dans les villages voisins. De même, les premiers projets d'alphabétisation promus par la CMDT ne touchaient que les hommes. Actuellement, de plus en plus de programmes d'aide au développement rural intègrent des projets d'alphabétisation pour les femmes.

b) Le rôle des femmes

Les femmes constituent sans conteste une véritable force économique assurant la pérennité et la stabilité économique de la famille et du village. Outre leur **rôle de génitrice** qui leur permet d'accéder au statut de sociale de mère²², elles assurent une contribution capitale dans l'économie des ménages. En effet, elles participent à certains **travaux champêtres** (désherbage, récolte) au même titre que les hommes, dans les parcelles familiales. Leur mari, à qui revient après redistribution par le chef d'exploitation les produits et bénéfices des récoltes, assure l'approvisionnement du ménage en grains et les dépenses de santé. Par contre, il revient aux femmes de subvenir à leurs besoins en condiments pour la cuisine, en vaisselle et en vêtements pour elles et leurs enfants.

Par conséquent, **en plus des tâches ménagères** quotidiennes (ramassage de bois de feu, corvée d'eau, cuisine, entretien des enfants, lessive) elles doivent développer des **activités rémunératrices** (culture d'arachide, de riz, maraîchage, commerce, transformation et vente des produits dérivés du néré et karité...). On retrouve ici, la notion du triple rôle des femmes décrite dans l'encadré 7.

Ainsi, leur emploi du temps aussi bien journalier qu'annuel ne laisse pratiquement pas de place à des activités annexes contrairement à celui des hommes.

c) Organisations féminines et possibilités d'un changement social

Les femmes sont regroupées en organisation plus ou moins formelle selon les villages. Traditionnellement (sauf à Komé), elles forment des groupes de travail par quartier pour les travaux champêtres (depuis quelques années, rémunérés à Kafono et Zéguesso) et pour la préparation d'événements sociaux (mariage, baptême, funérailles...). A Komé, Zéguesso et Kafono, il existe une association des femmes (Cf. Annexe 16).

A Komé, au départ c'était une organisation exogène puisqu'elle s'est créée au temps de la dictature de Moussa Traoré dans le cadre des groupes de femmes de l'Association des Femmes du

²² Dans les milieux étudiés, les femmes stériles sont marginalisées, exclues de la vie sociale et parfois elles sont considérées comme des « sorcières ».

Mali. Mais, ensuite les femmes de Komé se sont réappropriées l'association et ont mis en place avec l'aide de programmes d'appui, de nombreuses activités féminines (fabrication et vente de savon et de pommades à partir des fruits du Karité, de soumbala*, champ collectif d'arachide et de soja, embouche des moutons, construction de foyers améliorés, alphabétisation, achat d'outils, prise en charge des femmes enceintes et des personnes malades). Aujourd'hui, de ces activités ne subsiste que l'alphabétisation du fait de la détérioration de la cohésion sociale entre les hommes et des problèmes économiques qui touchent ce village (voir plus loin). La secrétaire de l'association a gardé sa fonction de matrone et est responsable du planning familial.

A Zéguesso, l'association des femmes a été créée en 1998, dans un souci d'entraide économique pour générer une autre source de revenu et ainsi subvenir à leurs dépenses quotidiennes qui ont augmenté. Même si la structure est déjà bien en place et sert déjà de réseau pour les femmes, les activités démarrent à peine. Cette année, elles ont installé un champ collectif de haricot et ont effectué des travaux champêtres rémunérés. Elles ont en projet de faire le commerce du mil et de fabriquer et vendre du savon.

A Kafono, il existe deux types d'association féminine : une par quartier pour les travaux champêtres et une pour la gestion du moulin, créée en 1997. Dans le cadre de cette dernière, les femmes ont pu bénéficier de séances d'alphabétisation et les responsables de la gestion du moulin d'une formation spécifique.

D'une manière générale toute association ou regroupement féminin indépendamment de ses activités de production représente un réseau, une structure d'échange et de solidarité entre les femmes. Au sein du genre féminin, le droit d'aînesse est aussi respecté et c'est la doyenne qui est choisie par les autres femmes comme présidente du groupe ou de l'association. Toutefois, ce sont les rares femmes qui ont été scolarisées ou qui ont suivi des formations en alphabétisation qui sont désignées comme secrétaire et qui en réalité « dirigent » l'association.

Ainsi, à travers la mise en place d'association féminine appuyée par des projets de développement, apparaissent des leaders féminins. En effet, de part sa rareté, la femme instruite cumule les mandats, les formations qui lui permettent de voyager en ville ou dans d'autres régions et d'amener de nouvelles idées au village. Confrontées à d'autres réalités, c'est à travers elles qu'un changement de la place de la femme dans le village et la famille peut avoir lieu.

Cette évolution sociale vers une plus grande autonomie et responsabilisation des jeunes et des femmes au sein des familles constitue une dynamique favorable à l'implantation de certains projets de développement qui leur sont destinés, à l'émergence de nouveaux leaders paysans, à l'implication des jeunes dans les prises de décision. L'abandon de certaines valeurs traditionnelles donne une marge de manœuvre plus grande pour les jeunes et les femmes rurales au détriment des « vieux » qui perdent de leur pouvoir. Mais cela ne se fait pas sans engranger de conflits intra et interfamiliaux (conflits de génération, lutte de pouvoir...).

II. Compétition et complémentarité entre les différents usagers des ressources forestières

Destinée à l'auto-provisionnement ou à la commercialisation, l'exploitation des ressources forestières fait partie intégrante de l'économie des ménages ruraux. Leur disparition est autant une menace économique et sociale qu'écologique étant donné les multiples usages des productions forestières tels que le bois (chauffage, construction, outillage), les fruits, les plantes médicinales, les espèces ligneuses pour fabriquer des cordes, les fourrages arborés... Les usagers de la forêt sont tout aussi multiples : hommes, femmes, éleveurs, artisans, (menuisiers, maçons, potiers), chasseurs, charbonniers, charretiers*, migrants saisonniers, éleveurs transhumants et nomades et peuvent parfois être en concurrence pour une même ressource.

A. Les besoins des différents usagers

« Le terme de besoin se réfère à des choses qu'on subit : un manque, une nécessité vitale, indépendante du sujet. Il s'oppose par là à ce qui est une volonté du sujet » (Ruault, 1996). Nous entendons par besoins des usagers des RN, les ressources forestières nécessaires à la réalisation de leurs activités.

1. Les femmes

Les femmes cueillent les fruits du Karité (*Butyrospermum parkii*) et du Néré (*Parkia biglobosa*) dans les champs et dans la « brousse » et vont chercher le bois de chauffe (mort ou vert). Elles fabriquent le « soumbala * » et de la poudre avec les gousses de Néré destinés à la préparation des sauces ; du beurre, du savon et de la pommade avec les noix de Karité, pour l'autoconsommation et la vente (généralement le surplus). Le bois de chauffe est utilisé par les femmes pour la préparation des repas, pour chauffer l'eau, pour préparer la bière de mil « Dolo* » (Komé, Zéguesso) ou des gâteaux (N'Gana, Komé) destinés à la vente. La consommation en bois varie d'une femme à l'autre dans un même village selon ses activités (préparation de dolo, gâteaux) et d'un village à l'autre selon les disponibilités.

Ces activités constituent leur principale voire leur seule source de revenu, pour certaines.

De plus, elles utilisent les feuilles de certains végétaux (Baobab, *Adansonia digitata*) pour la préparation de sauces et prélèvent certains produits pour la pharmacopée (feuilles, écorces, fruits).

2. Les agriculteurs

L'agriculture revient aux hommes qui ont un accès à la terre beaucoup plus privilégié que les femmes. Le défrichement et la préparation du sol leur incombent plus particulièrement. Pour eux, les espaces boisés représentent une réserve de terre, qui en cas de besoin peut être utilisée pour implanter de nouveaux champs. Ils sont en grande partie responsables de la diminution des surfaces boisées. D'un point de vue strictement agricole, la gestion durable des ressources forestières n'a que peu d'intérêt. Par contre ce sont plutôt les aspects conservation des sols qui les préoccupent. Cependant, la plupart des agriculteurs ont aussi une autre activité secondaire : chasse, élevage,

apiculture, guérisseurs, construction des maisons... Leur enjeu pour la gestion des ressources forestières est donc à relier avec l'activité la plus dépendante de la forêt qu'ils pratiquent.

3. Les chasseurs

Regroupés généralement en association (Cf. Annexe 16) dirigée par les plus anciens, les chasseurs, outre leur rôle de protection du village, pratiquent la chasse sur le terroir villageois (perdrix, pintades, petits rongeurs, écureuils, phacochères...). Toutefois, la faune tend à disparaître. Avec la protection et la régénération d'un espace boisé, ils espèrent le retour du gibier.

Les chasseurs, qui doivent passer un rite d'initiation pour rentrer dans le groupe, sont réputés pour leur courage et pour avoir des pouvoirs surnaturels ainsi qu'un lien mystique avec la nature. Ils prennent très à cœur la protection des forêts et tiennent à être impliqués dans le processus décisionnel.

4. Les éleveurs

Il convient de distinguer les propriétaires de bétail autochtones de ceux allochtones transhumants (Peuls) ou sédentaires. En effet, d'une manière générale, l'élevage n'est pas une activité principale pour les villageois originaire de cette zone d'étude, mais elle a pris une importance croissante avec l'augmentation de la production de coton (Cf. 1^{ère} partie). Les éleveurs autochtones exploitent les ressources fourragères des pâturages souvent dégradés qui entourent le village et les résidus laissés sur la parcelle après récolte. Ils rentrent aujourd'hui en concurrence pour les pâturages avec les éleveurs allochtones sédentaires qui se sont installés sur le terroir villageois (cas des Peuls à Komé). Les Peuls sont des éleveurs par essence et vivent essentiellement des revenus de l'élevage. Leur intégration économique au sein du village est assurée par les échanges entre produits de l'élevage (viande, lait vendu quotidiennement par les femmes, bœufs de trait) et ceux de l'agriculture.

Seul Komé est situé sur un couloir de transhumance²³ et donc est susceptible d'accueillir des éleveurs transhumants.

Les branchages de certains arbres, comme le Vène (*Pterocarpus erinacærus*), sont utilisés comme fourrages. Dans la gestion durable des ressources forestières, les éleveurs voient une possibilité d'améliorer l'alimentation de leur bétail alors que les pâturages surexploités perdent en qualité. Certains villageois relient même la santé de leur animaux de trait avec leur propre santé: « si les bœufs mangent bien, ils travailleront bien au champ et on aura de bonnes récoltes » nous a confié une femme de Komé.

5. Les apiculteurs

Le miel est surtout destiné à la vente. Ils récoltent le miel dans les ruches naturelles situées dans les troncs d'arbres ou dans les ruches traditionnelles (faites avec des herbes tressées) qu'ils placent sur des arbres dans la forêt. Dans les deux cas, les abeilles sont chassées avec une torche enflammée lors de la récolte. Une mauvaise manipulation peut rapidement conduire au déclenchement d'un feu de brousse. C'est pourquoi cette activité est parfois interdite dans certaines zones.

²³ . Bien que le couloir soit clairement indiqué par des bornes, il arrive de voir un champ situé sur l'axe de passage. En cas de dommage dans ce champ la faute ne revient pas à l'éleveur.

6. Les enfants

Les enfants cueillent les fruits des arbres de la forêt ou de la brousse : Anacardiens (*Anacardium occidentale*), Raisiniers (*Lannea microcarpa*), « Zaba » (*Saba senegalensis*), Tamariniers (*Tamarindus indica*)... pour leur propre consommation ou celle de la famille.

L'activité principale des jeunes garçons est le gardiennage du bétail. Ce sont eux qui amènent les animaux pâturer et qui les gardent. Par conséquent, pour éviter les dégâts dus au passage du bétail, les garçons doivent être informés des lieux interdits aux animaux et des règles (période, espèces protégées...) concernant l'affouragement, notamment dans le cadre de la gestion durable de la forêt villageoise.

7. Les animistes et les chefs coutumiers

Les chefs coutumiers président les cérémonies religieuses dans le bois sacré*. Ils sont chargés de faire respecter les règles coutumières de gestion des ressources naturelles mais ils ont de plus en plus de mal. De plus, aucune décision concernant la gestion de l'espace ne peut se prendre sans l'accord du chef des terres.

Avec l'abandon progressif de l'animisme dans les générations montantes, le bois sacré semble menacé d'exploitation. La sauvegarde de cet espace pour les animistes signifie la sauvegarde de leurs cultes et de leur religion.

8. Les guérisseurs

Les guérisseurs sont les personnes du village qui ont une connaissance de la valeur médicinale des plantes. De nombreuses plantes naturelles ont des vertus médicinales contre le paludisme, les maux de tête, les maux de ventre etc... Les vieux (hommes et femmes), les femmes (pour leurs enfants...) vont les cueillir dans les jachères ou la forêt. Leur pratique n'endommage pas les ressources étant donné la faible proportion qu'ils prélèvent.

9. Les « constructeurs » et les artisans

Les ressources naturelles sont largement utilisées pour la construction des cases, de l'ameublement et des ustensiles ménagers. Les cases sont faites de briques en « banco » (terre argileuse mélangée à de la bouse de vache).

La construction ou reconstruction des cases (en cas d'effondrement pendant la saison des pluies) revient aux hommes pendant la saison sèche. Ils utilisent du bois de service ou de construction (Cf. Annexe 17) pour faire les charpentes. L'exploitation de bois de construction est individuelle.

Les artisans sont les hommes spécialisés dans la confection de meubles (menuisiers) ou d'ustensiles (pilons, manches d'outil... généralement les forgerons). Il y en a très peu par village (un à deux selon la taille du village). Ils utilisent du bois d'œuvre ou d'artisanat (Cf. Annexe 17).

10. Les charbonniers

Ces hommes fabriquent du charbon à partir de bois de chauffe prélevé dans la brousse. Seulement certains villageois pratiquent cette activité. Le charbon est destiné à la vente locale

11. Les charretiers

Ces hommes vont chercher du bois de chauffe dans la forêt pour le vendre, en général dans la ville la plus proche. Pour les quatre cas, il s'agit d'habitants des villes ou villages voisins qui viennent au village pour s'approvisionner et non des villageois qui partent vendre à l'extérieur. C'est en partie pour les chasser que les FV ont été créés.

Les femmes ont un lien quotidien avec les ressources forestières alors que les hommes en ont un plus ponctuel mais à diverses périodes de l'année et plus diversifié (coupe du bois, pâturage, cueillette, miel, rites religieux). Les attentes de ces différents utilisateurs par rapport à la création de la forêt peuvent être résumées en la satisfaction de leurs besoins en ressources naturelles.

Tous ces usagers ont un intérêt économique vis à vis des ressources forestières même si elles ne sont que très rarement vendues. En étant autoconsommées, elles couvrent une grande partie des besoins des populations. Seuls les animistes ont un intérêt d'ordre religieux.

Tableau 7 : Les utilisateurs et utilisations des ressources naturelles

Exploitants	Ressources naturelles	Utilisation
<i>Les Femmes</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Noix du karité • Gousses de néré • Bois mort et vert de chauffage • Pharmacopée • Feuilles de baobab et autres 	<ul style="list-style-type: none"> • Préparation de beurre, savon, pommade pour la vente et autoconsommation • Préparation du « soumbala » pour l'autoconsommation et la vente • Vente des graines et de la poudre de néré • cuisine • Soins des enfants • Préparation de sauces pour le tô*
<i>Les Hommes</i>		
.....agriculteurs	Terre	Mise en culture après défrichage, pour l'autoconsommation (céréales) ou la vente (coton)
.....constructeurs	Bois de construction (de service), grandes herbes	Charpente et toiture en paille
.....éleveurs	Herbes et fourrages aériens	Alimentation du bétail
.....chasseurs	Animaux sauvages	alimentation
.....apiculteurs	Arbres pour pose de Ruches	Miel pour la vente
.....artisans	Bois d'oeuvre	meubles, outils
.....charbonniers	Bois de chauffe	Charbon de bois pour la vente locale
<i>Les chefs coutumiers</i>	Bois sacrés	Rites, sacrifices
<i>Les guérisseurs</i>	Feuilles, fruits	Médecine traditionnelle
<i>Les enfants</i>	Fruits sauvages	autoconsommation
<i>Les allochtones</i>		
.....charretiers	Bois de chauffe	Vente dans les villages voisins
.....éleveurs	Herbes et fourrages aériens	Alimentation du bétail

Sources : Enquêtes préliminaires, juillet 1999

B. Identification de conflits existants ou potentiels entre usagers

Le terroir villageois est généralement divisé en plusieurs zones qui ont des vocations spécifiques : sylvo-pastorales, agricoles, jachères, couloir de transhumance (à Komé, par exemple) Les zones de parcours ou de pâturage sont délimitées pour chaque terroir. Les champs après récolte sont occupés par le bétail.

Toutefois, la pratique de la divagation des animaux par les pasteurs provoque souvent des débordements et des conflits **entre les agriculteurs et les éleveurs** (piétinement d'un champ par les animaux).

De même les **apiculteurs** sont sujets à des réprimandes par les autres villageois à cause de leur négligence qui déclenche des feux de brousse.

Sur le tableau 7 apparaissent les usagers en compétition pour une même ressource. Ainsi la plus grande compétition qui semble avoir lieu se situe **entre les autochtones et les allochtones** :

- ↳ entre éleveurs autochtones et les Peuls installés dans le village (cas de Komé) pour les pâturages
- ↳ entre les femmes et les charretiers pour l'exploitation du bois de chauffe

Si les animistes ne sont plus majoritaires et s'il existe des conflits entre les partisans des diverses religions (cas de Komé), alors l'exploitation du **bois sacré peut être source de conflit**.

Entre les différents usagers villageois, l'exploitation des ressources est complémentaire. Chacun a des tâches bien déterminées et les activités des uns ne doivent pas empiéter sur celles des autres. De plus, chaque famille va exploiter dans une partie différente. Par exemple, les femmes vont chercher le bois dans les jachères qui se trouvent le plus près de leur habitation ou des champs familiaux. Par conséquent elles ne rentrent pas en compétition entre elles.

Toutefois, **si les ressources se font rares**, ce qui est la tendance actuelle, la **compétition individuelle** peut prendre plus d'importance et se seront les premiers arrivés qui seront les premiers servis.

III. De la gestion traditionnelle du terroir à la gestion des forêts villageoises

A. Compatibilité de la gestion traditionnelle avec le contexte actuel : un changement s'impose

On appelle gestion traditionnelle celle qui est effectuée par les villageois en la personne du chef des terres. Sa connaissance permet de voir la compatibilité d'un nouveau système de gestion des ressources par rapport à l'ancien.

1. Un accès aux ressources naturelles plus restreint

Autrefois, du fait de leur abondance et de la faible population, les ressources naturelles étaient considérées comme inépuisables et chacun pouvait y avoir accès librement. Par ailleurs l'hospitalité étant une valeur culturelle importante, l'exclusion n'était pas de coutume.

Tableau 8 : Caractéristiques des forêts villageoises étudiées

<i>Caractéristiques</i>	<i>Kafono</i>	<i>Komé</i>	<i>N'Gana</i>	<i>Zéguesso</i>
<i>Nom</i>	Kuluyoro (montagne)	Tuw (forêt)	Tchitchere (partie sableuse)	Suwa (zone sèche)
<i>Superficie</i>	12 ha	+60 ha	18 ha	13 ha
<i>Date de création</i>	1997	1995 et 1997	1997	1996
<i>Initiative</i>	Eaux et forêts et chef	Villageoise avec eaux et forêts	Eaux et forêts	villageoise
<i>Statut foncier</i>	Propriété du Chef mise à disposition de la communauté	Propriété du Chef mise à disposition de la communauté	Propriété du Chef mise à disposition de la communauté	Propriété collective avec décision du chef
<i>Délimitation</i>	Digue	Pare-feu non entretenu	Rivière, route	Pare-feu
<i>Plaque</i>	Oui	Non	Oui	Non
<i>Plantations</i>	Diatropha sur la digue	Anacardiens et eucalyptus	Eucalyptus et tek	Non
<i>Reboisement</i>	Non	Non	ARFP : échec	Non
<i>Bois sacré</i>	Sur la colline	Oui (1ha)*2	Non	Non
<i>Comité de gestion</i>	4 jeunes (3 quartiers) 1 femme pour la formation	14 membres (jeunes et vieux) dont 4 femmes. Représentants de chaque famille et des 3 AV	14 jeunes alphabétisés dont une femme	8 jeunes + 3 femmes
<i>Convention locale</i>	Non	Non	Non	Oussignon

Source : Diagnostic socio-économique 1999 ; Enquêtes préliminaires juillet 1999.

Le chef des terres accordait l'accès à la terre, au pâturage et à l'exploitation des produits de la forêt à quiconque en faisait la demande, à condition de respecter les autorités et réglementations locales. C'est ainsi que plusieurs familles (de même ethnie que la fondatrice ou d'ethnies différentes (Peuls, divers) purent s'installer sur le terroir villageois au cours de l'histoire.

Aujourd'hui, du fait de la dégradation des ressources naturelles, même si l'installation de migrants n'est jamais refusée, l'accès aux ressources forestières tend à se limiter aux villageois. Les terroirs se ferment aux exploitants étrangers.

2. Des règles traditionnelles quelque peu obsolètes

Pour la cueillette des fruits, la réglementation traditionnelle tient compte de la "propriété" de la terre. Dans les vergers et sur les terres cultivées, la production fruitière appartient au planteur, alors que sur les jachères et en forêt, la cueillette est libre. Pour les Néré et les karité, afin que les villageois ne cueillent pas les fruits immatures, l'autorisation pour le début de la cueillette doit être donné par le chef du village.

Certaines espèces sont protégées et donc interdites de coupe traditionnellement à cause de leur symbolique religieuse (Par exemple, à Zéguesso, le callicédrat (*Khaya Senegalensis*) abrite les génies protecteurs du village et le ronier (*Borassus aethiopium*) les âmes des ancêtres, M'Pétégué (en bambara) est un arbre fétiche*) ou de leur utilité reconnue (Néré et karité, par exemple). De plus, les bois sacrés sont interdits de toute forme d'exploitation.

La gestion traditionnelle des ressources se résume à ces quelques interdits, certes importants pour la préservation des espèces utilisées mais qui s'avèrent insuffisants pour gérer durablement un terroir villageois de toute part soumis à des pressions croissantes sur ses ressources. La plupart des individus enquêtés considèrent qu'avant la création de la FV il n'y avait pas de gestion villageoise de la forêt.

« Avant, la forêt n'était pas protégé car il y avait pas beaucoup de gens » (conseiller de Zéguesso)

« Après Moussa Traore, tout le monde faisait ce qu'il voulait, les gens ont confondu la démocratie avec anarchie... Les règles coutumières n'ont pas été abolies mais elles ne sont plus respectées » (Conseiller de Komé).

Outre leur intérêt économique, les espaces forestiers jouent un rôle important de réserve foncière. Ils constituent un capital mobilisable pour l'agriculture lorsque la population croît. (Bazile, 1997). De plus, l'exploitation d'un espace forestier peut être l'objet de litige entre des villages riverains du fait de l'ambiguïté de la propriété foncière de cet espace ou de l'extension des activités forestières d'une communauté sur le terroir de l'autre.

Face à cette pression agricole et foncière sur les ressources forestières, la mise en place d'une gestion plus durable relève alors d'une stratégie. Celle choisie par les villages étudiés est la création d'une forêt villageoise.

B. La création des forêts villageoises : stratégie écologique²⁴ ou foncière ?

Les caractéristiques des différentes forêts étudiées sont présentées dans le tableau 8. Elles se situent dans une zone proche du quartier du chef du village ("*Dugutigila*" en Bambara).

Les causes de la dégradation des ressources naturelles citées par les villageois dans les quatre cas sont les mêmes et rejoignent celles énoncées dans la première partie : le défrichement du à l'extension des surfaces en coton, l'augmentation de la population et du cheptel, la sécheresse, les feux de brousse.

« Avant, la forêt était tout près et elle était tellement touffue qu'on avait peur d'y entrer. Maintenant, il n'y a plus rien » (conseiller de Komé)

Pourtant cette dégradation n'a pas la même intensité selon les zones. La création des forêts villageoises ne repose pas uniquement sur un problème écologique mais répond à des enjeux et stratégies spécifiques à chaque village. D'après les entretiens que nous avons eus avec les membres du conseil de village et les membres du comité de gestion de la forêt villageoise, nous avons pu dégager les principaux enjeux qui sous-tendent la mise en place d'une forêt villageoise dans chaque village.

1. Kafono

Les villageois veulent créer et gérer une F.V. pour **freiner la pression** des habitants de Kadiolo sur les ressources de leur terroir. Il est important de signaler aussi que les habitants de Kafono sont en conflit avec les services de l'Etat pour le paiement d'une taxe qu'ils ne pensent pas devoir. Ils espèrent qu'en collaborant avec GDRN pour la gestion de leur FV, ils échapperont au contrôle des agents des Eaux et Forêts.

2. Komé

Suite au manque de cohésion et de la mésentente qui se trouvent dans le village de Komé, les habitants pensent qu'avec la création de la F.V. ils peuvent **retrouver l'image** antérieure «de village modèle». De plus les vieux veulent saisir cette occasion pour **restaurer les anciennes traditions qui sont en voie de disparition** (non- respect des anciennes règles de gestion par les jeunes, non- considération des bois sacrés présents sur le terroir villageois)

Par la création de la F.V. vers le sud du village, les habitants de Komé veulent délimiter leur terroir avec celui de Boura. Ils pensent ainsi **limiter la pression** des villageois de Boura sur les ressources forestières du terroir, pression qui se fait de plus en plus élevée.

²⁴ qui vise à un meilleur équilibre entre l'homme et son environnement naturel ainsi qu'à la protection de celui-ci. (Dictionnaire Petit Robert).

3. N'gana

L'enjeu principal de la création d'une F.V. dans ce village est plutôt **foncier** car ils pensent qu'en plaçant la forêt à la limite du terroir de Kignan, les habitants de Kignan seront obligés de s'arrêter à ce niveau pour exploiter les ressources.

Les membres du comité de gestion, avec la création de leur forêt, ont en projet la mise en place d'un **marché rural en bois** dans l'objectif de valoriser et de tirer profit de leurs ressources en bois énergie, ce qui semble être une source de motivation et de mobilisation des populations. Le fait que le village se situe sur un axe routier et près d'un centre urbain (Kignan) justifie cette idée qui s'inscrit aussi dans une dynamique actuelle appuyée par la Cellule des Combustibles Ligneux et les SCN.

La création de marchés ruraux en bois est une question à l'ordre du jour dans beaucoup de communes (Cf. Encadré 4). Toutefois, le plan d'approvisionnement en bois du bassin de Sikasso n'a pas encore été élaboré et ce projet est encore loin d'être réalisé.

De plus; la F.V. étant un projet communautaire, elle peut **améliorer la cohésion sociale** du village (division de l'AV. mère en trois actuellement) en regroupant les villageois sur un projet commun. A ce jour, un comité de pilotage coordonne les activités de toutes les organisations internes du village.

4. Zéguesso

L'enjeu est uniquement économique pour le moment. En effet suite à la forte dégradation et à la pression des populations de Koutiala sur les ressources naturelles de son terroir, Zéguesso a décidé de créer une forêt villageoise afin de **mieux de gérer le peu de ressources** qui s'y trouve encore.

D'une manière générale, on peut dire que la création d'une F.V. pour les dirigeants villageois correspond à une **stratégie de sécurisation du foncier**. Cette motivation est plus défensive qu'environnementale, puisqu'il s'agit de fixer une limite au terroir villageois et d'éviter l'exploitation de ses ressources par d'autres populations des villages ou villes voisines de leur terroir²⁵, afin de sauvegarder un espace de satisfaction des besoins en R.N. pour les villageois.

Ainsi, la présence d'une forêt villageoise permet de marquer l'appartenance d'un espace à une communauté villageoise.

L'écart entre ces enjeux et l'objectif initial du projet : gérer durablement les RN, illustre le « principe de détournement » énoncé par O. De Sardan (1995b) et montre l'appropriation du projet par les populations.

²⁵ En ce sens, l'objectif de création des FV rejoint celui de la mise en place d'une convention locale. (Cf. Encadré n°4)

IV. Les projets FV : objectifs et moyens

Les différences entre les projets peuvent résider dans les objectifs de création, le mode de gestion envisagé, le fonctionnement et l'efficacité du comité de gestion, son articulation avec les autres instances villageoises ou les autorités locales, les blocages rencontrés...

A. Un mode de gestion en élaboration

1. Gestion actuelle

Pour pallier aux différentes causes de la dégradation de RN citées plus haut, les villageois ont mis en place un certain nombre de règles pour la protection des ressources de leur FV. Suite à nos enquêtes, nous nous sommes rendu compte que les quatre F.V. étaient **toutes mises en défens** par les acteurs locaux. Dans certaines comme à Komé et à Zéguesso, le pâturage et l'exploitation des produits thérapeutiques sont autorisés alors qu'à Kafono et N'Gana, il est même interdit de couper des cures-dents dans les forêts. Cependant, à N'Gana nous avons constaté la présence de troupeaux et la fraude des habitants de Kignan dans la F.V. qui à notre entendement ne sont pas officiellement informés de la création de la forêt. Ces forêts sont ainsi protégées avant l'élaboration des plans d'aménagement et des règles de gestion.

Par conséquent, on ne peut parler d'usagers de la forêt seulement au sens **d'usagers potentiels**. Leur détermination est **fonction de l'intérêt** qu'ils peuvent trouver dans la forêt villageoise (ressources disponibles et proximité) ainsi que **de l'objectif du projet**.

A Komé, il est à noter que le projet ne semble pas encore clairement défini (existence de deux sites, confusion avec les forêts sacrées, composition du comité floue, règles décidées cette année mais pas encore appliquées).

Le village de Zéguesso représente un cas particulier par rapport aux autres puisqu'il appartient à une convention locale d'aménagement et de gestion des ressources naturelles (Cf. Encadré 11). Dans ce cadre plusieurs règles de gestion concernant tout le terroir ont été établies :

- ne pas cueillir les fruits de Néré et de Karité non mûrs sous peine d'une amende
- coupe du bois « vert » limité à trois charrettes par an.

Encadré 11 : Pour en savoir plus sur les conventions locales

Une convention locale est un contrat passé entre les villageois et les pouvoirs publics afin de réglementer l'exploitation des terres et des autres ressources naturelles dans le cadre de la législation forestière. Elle est signée par les représentants du village et de l'administration et les deux partis sont responsables de son application.

Dans beaucoup de cas, la raison d'être de ses conventions locales est de renforcer le contrôle des villageois sur l'utilisation des ressources sylvopastorales par les non-résidents.

(Coulibaly A., Hilhorst T., 1998, « une convention locale pour la gestion participative de la brousse au Mali », dossier n°78 IIED).

2. Objectif visé

La prochaine étape de la démarche qui est à venir est l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'aménagement et de gestion, c'est à dire l'élaboration de solutions durables à partir des problèmes et des solutions proposées par les villageois dans les diagnostics.

D'après nos entretiens avec les membres du comité de gestion et les conseillers, ils n'envisagent pas **l'exploitation future de la forêt villageoise** de manière individuelle mais **collective** par le comité de gestion ou/et d'autres hommes. Les recettes tirées de la vente des produits extraits de la FV aux villageois ou à l'extérieur seront versées dans une caisse spéciale et seront **réinvesties dans des actions pour le développement du village**. L'enjeu de la gestion durable de la FV est donc aussi d'une manière plus globale le développement du village.

Le comité de gestion voit la forêt comme un exemple ou une expérience de gestion durable des ressources forestières qu'ils peuvent reproduire ou adaptée aux autres parties du terroir. La FV est donc perçue comme un centre d'apprentissage. A travers la gestion collective d'un espace, ils peuvent apprendre des techniques pour mieux gérer individuellement les ressources. Sous cet angle, la FV est susceptible d'intéresser tous les villageois car tout le monde d'une manière ou d'une autre utilise les ressources des espaces boisés.

Pour atteindre ces objectifs, le projet dispose surtout de moyens humains : une structure villageoise de gestion, un conseiller technique (l'agent SCN), et le programme GDRN fournit les moyens méthodologiques (diagnostics, plan d'aménagement) et une partie des ressources financières.

B. Le comité de gestion : l'organe central dans la gestion des FV

Le comité de gestion est une organisation villageoise communautaire qui a pour objectif d'assurer la gestion de la FV. Dans certains cas, ses fonctions sont élargies à la lutte anti-érosive (appuyée par la CMDT, cas de N'Gana) ou à la gestion du terroir (cas de Komé, gestion d'un barrage). Il a un **rôle d'information** auprès de la population, de **propositions de mode de gestion** auprès des sages, de contrôle des règles arrêtées par les villageois (Cf. Schéma 8). Parmi les membres, certains sont désignés pour aller suivre des **formations** sur la gestion des ressources naturelles (comité de relais). Ils représentent la **tête pensante du village** pour la FV et jouent le rôle d'interface entre les villageois et les intervenants extérieurs.

Ses membres sont désignés par le conseil du village, sur la base de la confiance et leur niveau d'alphabétisation. La majorité se compose de jeunes hommes. Dans chaque village étudié, le respect de la diversité a été pris en compte dans la composition du comité. Ainsi, dans les villages où il y a plusieurs A.V., des membres de chacune sont représentés au sein du comité (Komé, N'Gana) de même s'il y a plusieurs quartiers éloignés (Kafono) (Cf. Annexe 18). Quelques femmes ont été introduites récemment suite à la demande de GDRN d'envoyer une femme à la formation.

Les membres du comité ont un titre ou une fonction particulière à chacun. Ainsi, en plus des fonctions classiques d'un bureau (Président, Trésorier, Secrétaire), on trouve : des organisateurs (chargés d'informer et de réunir les villageois), des contrôleurs (chargés de la surveillance de la forêt), des secrétaires au conflit, des représentantes des femmes.

Toutefois, cette distinction des tâches n'est pas forcément un gage d'efficacité. Par exemple, à Zégouesso, tout le monde est contrôleur et la forêt connaît peu de fraudes alors qu'à komé, c'est la situation inverse.

L'efficacité et la réussite du projet reposent en grande partie sur le dynamisme et les compétences de ce comité.

C. Le contrôle et la surveillance de la FV

A Zégouesso, tous sont chargés de la surveillance de la forêt villageoise. Dès qu'une personne aperçoit un fraudeur ou un problème dans la forêt (feu...), elle informe le chef de village ou les membres du comité.

A Kafono et à N'Gana, les chasseurs sont associés dans la gestion de la FV sur le plan de la surveillance et du contrôle de la forêt. A N'Gana, tout dernièrement, la surveillance leur a été confiée, car ils pensent que seuls les chasseurs sont capables d'empêcher les gens de Kignan de mener une quelconque exploitation des ressources naturelles dans la forêt.

Dans les autres villages, le contrôle revient à certaines personnes du comité.

D. Villageois et agents forestiers : un rapport parfois difficile mais nécessaire

Les agents forestiers constituent le relais du groupe de travail sur le terrain. Le suivi et l'accompagnement des projets forêt villageoise leur sont confiés par le groupe. Les agents assistent aux formations paysannes et ont pour mission suite à la demande des villageois en cas de difficultés de les aider à réaliser les diagnostics. Les aspects techniques concernant l'aménagement des forêts leur sont aussi délégués (élaboration du plan). De plus, ils sont souvent à l'origine de la création de la forêt villageoise. En effet, les agents forestiers étant en collaboration avec la coopération suisse depuis longtemps et informés des appuis possibles pour les villageois dans le cadre du programme GDRN, ont pu mettre en rapport les deux partis.

Par conséquent, le lien entre les villageois et cet agent local a une grande influence quant à l'orientation et l'avancement du projet.

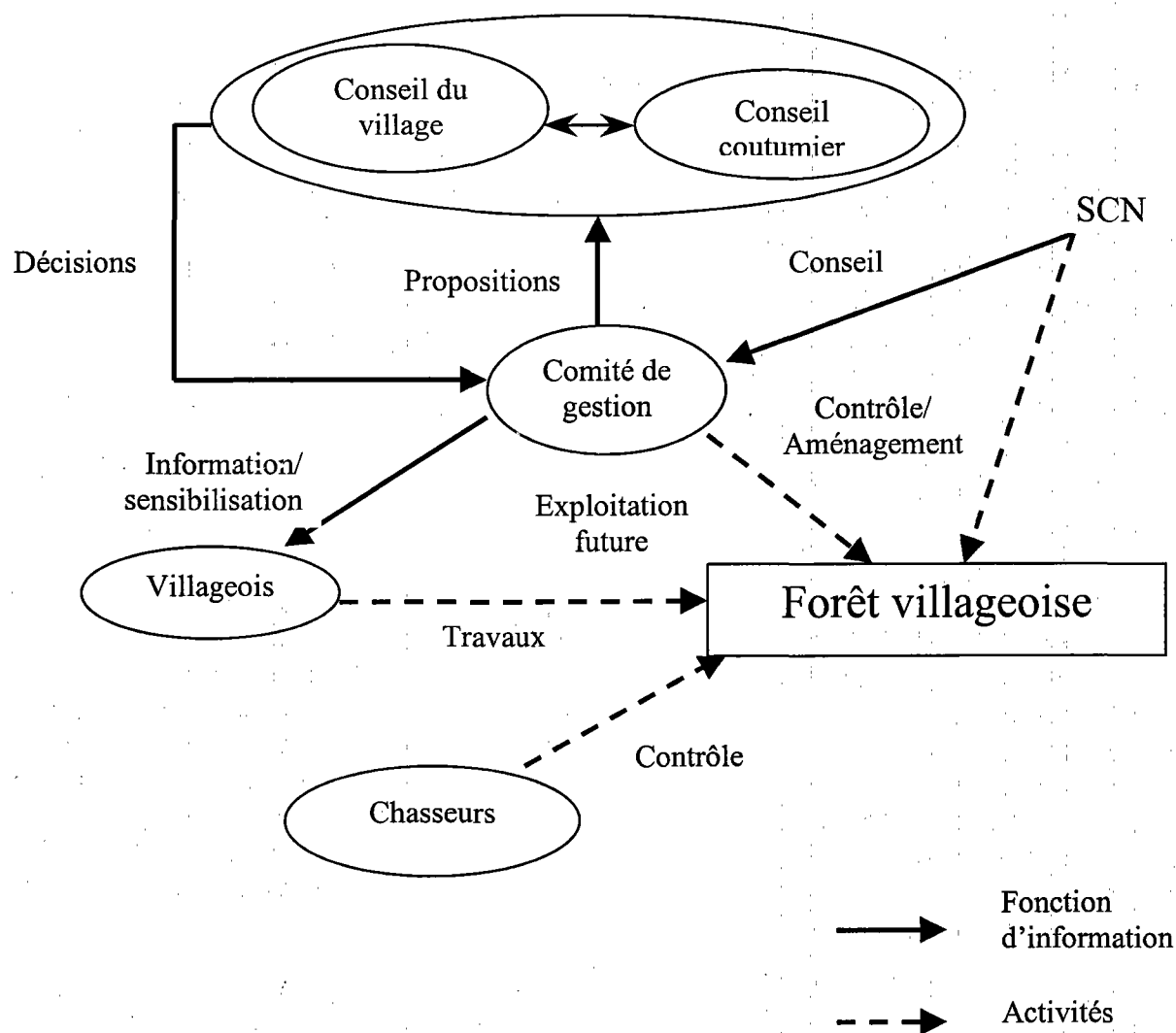
A Komé, l'agent a intégré le corps forestier après 91. Il a un bon contact avec les villageois qui n'hésitent pas à venir le chercher. Lui-même passe régulièrement. Il assure avec justesse son rôle de conseiller tout en restant une référence en cas de gestion des conflits.

A N'Gana, l'agent forestier cherche à changer d'image et les relations avec les villageois se sont améliorées bien qu'il leur garde une vision assez paternaliste.

A Zégouesso, l'initiative de créer une forêt villageoise provient des villageois par le biais d'« Oussignon ». Lors du diagnostic, les villageois n'ont pas été aidés par l'agent malgré leur demande et ils n'ont pas réussi à le faire correctement. Les villageois gardent toujours une image répressive de l'agent forestier comme au temps de Moussa Traoré et craignent sa venue au village.

A Kafono, le rapport du village avec le service de conservation de la nature est plutôt conflictuel à propos des taxes liées au défrichement et au permis de coupe du bois. Le chef de village est très méfiant et pense toujours qu'ils viennent pour déposséder les villageois de leurs ressources.

Schéma 8 : Les acteurs locaux et leur rôle dans la gestion des forêts villageoises



Cette vision négative n'est pas sans fondement étant donné les multiples dérives du corps forestier qu'il y a eu auparavant (corruption, répression), mais elle doit être relativisée. La volonté politique de l'Etat et des bailleurs de fond est d'amorcer un changement vers une approche plus participative, mais les hommes ne sont pas toujours prêts et ouverts à ce retournement de situation qu'ils perçoivent comme une dévalorisation de leur rôle.

E. Les systèmes villageois de transmission de l'information sur la FV

D'une manière générale, il est intéressant de connaître les systèmes de transmission de l'information présents dans les différents villages afin de pouvoir s'appuyer sur eux pour la diffusion d'un message et la sensibilisation concernant la forêt mais aussi pour comprendre les éventuels frein à cette diffusion.

Les voies de communication peuvent être diverses et spécifiques pour chaque village. De même que la diffusion de l'information peut se faire de plusieurs manières au sein d'un même village. Ainsi, d'après les situations rencontrées, on peut distinguer :

- le canal formel : la diffusion se fait généralement par voie hiérarchique (du chef vers les villageois en passant par les différents degré de responsabilités (responsables du bureau, chef de quartier, chef de famille, chef de ménage, femmes et enfants). Cette diffusion peut se faire de personne à personne ou être « de masse ». Chaque village privilégie un ou plusieurs systèmes particuliers (Cf. tableau 9).
- le canal informel qui correspond aux causeries entre les villageois et aux rumeurs. Il fait intervenir les réseaux de relations.

Dans le cadre de l'aménagement et la gestion des F.V. (Cf. Schéma 9), l'information part du comité de relais vers le comité de gestion, le conseil du village et le conseil coutumier. Il est à signaler que ces deux dernières structures villageoises sont souvent confondues, à savoir que les membres du conseil du village sont souvent aussi les membres du conseil coutumier.

A partir de ces structures, l'information passe aux vieux et hommes adultes (en priorité ceux qui ont des responsabilités dans le village: membres d'un bureau d'une organisation, chef de famille) au cours de réunions. Ce groupe de personnes à son tour transmet l'information aux jeunes et aux femmes au sein de leur famille ainsi qu'aux étrangers. Pour les étrangers, c'est la voie informelle, c'est à dire lors des "causeries", qui est la plus utilisée (sauf à Kafono où ils sont informés officiellement).

Ce système de transmission basée sur la hiérarchie peut être très efficace si chacun joue bien son rôle d'informateur (cas de Zéguesso). Toutefois, nous avons souvent constaté qu'il y avait un blocage de l'information au niveau des responsables ou des aînés, ainsi que des hommes. Ce qui fait que les jeunes et les femmes ne sont pas bien informés sur la FV alors qu'ils font partie des personnes directement concernées par la FV de part leur activités (cas de Komé, N'Gana, Kafono

en partie). Ces personnes privilégiées assistent aux réunions mais ne restituent pas toujours l'information aux autres groupes.

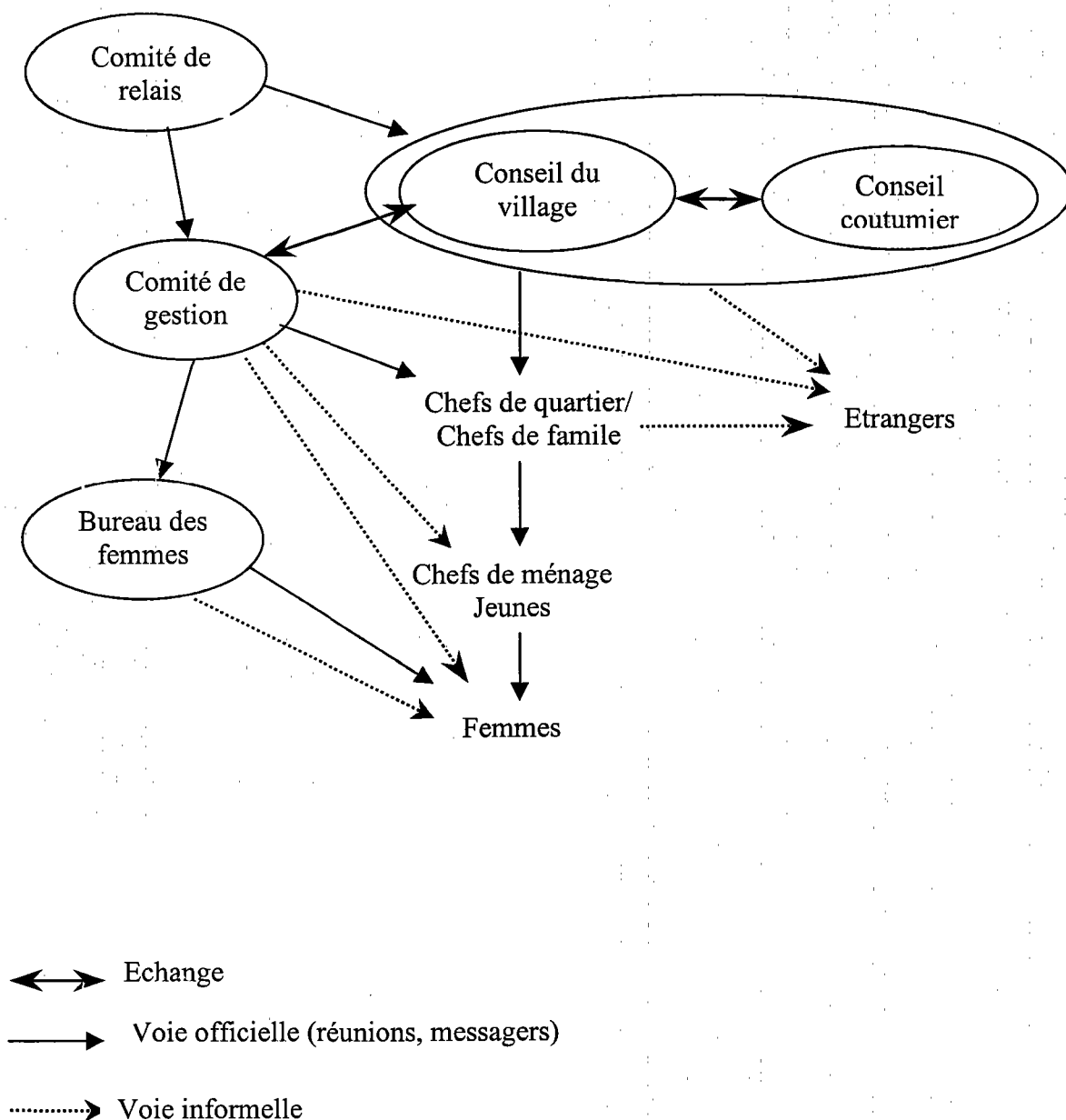
Remarque : Seul à Kafono, il y a réellement des assemblées villageoises ouvertes à tous les villageois femmes y compris (mais seules celle du quartier Kafono y vont). Dans ce village, à ce type de diffusion étagée de l'information se superpose une diffusion de masse.

Tableau 9 : Présentation comparée des différents systèmes de communication existant dans les villages d'étude

<i>Systèmes de communication</i>	<i>Villages concernés</i>	<i>Objectif / fréquence</i>	<i>Points forts</i>	<i>Points faibles</i>
Criades publiques	Komé	Pour des avis publics Pour informer les villageois d'une réunion.	Rapidité de diffusion Indépendant de la disponibilité des villageois	Les autres quartiers ne sont pas informés/Vérification de la réelle diffusion du message difficile
Envoie d'un messenger par le chef aux chefs de quartier/ famille chargés de transmettre l'information	Kafono (quartier) Zéguesso (famille)	Pour informer les villageois d'une réunion Pour informer les villageois des décisions	Rapidité Indépendant de la disponibilité des villageois Informe les quartiers /familles éloignés	Possibilité de rétention d'information par les chefs de famille
Réunions entre les autorités villageoises et les divers responsables	Komé Zéguesso N'Gana Kafono	Information Prise de décision	Possibilité de participation de plusieurs personnes Possibilité de vérification de la compréhension du message	Nécessité de disponibilité des intéressés Faible taux de participation Possibilité de rétention d'information
Assemblées villageoises	N'Gana Kafono	Information/ Exceptionnelle (restitution du stagiaire en 1996) Prise de décision/ Fréquentes	Large et rapide diffusion du message Echange d'idées possible	Nécessité de disponibilité des intéressés

Schéma 9 : La circulation de l'information sur la FV dans les villages

Suite à nos enquêtes, la circulation de l'information d'un groupe à l'autre peut être schématiser de la manière suivante. Ce schéma constitue une base mais est à adapter selon les situations (présence ou non d'une association féminine).



F. La réalisation des diagnostics

Cette étape est très importante pour le projet car elle donne les orientations (besoins des usagers, problèmes rencontrés, objectifs, solutions proposées...) à suivre pour l'élaboration du plan d'aménagement. D'après nos enquêtes, seuls les alphabétisés et quelques vieux ont fait le remplissage des outils ensemble.

A Komé, beaucoup ne sont même pas informés de l'existence du comité de relais, ce qui fait qu'ils n'ont pas participé à ces travaux. Celle qui a participé à la formation était absente car elle assistait à une autre formation. Aucune autre femme interrogée à Komé n'a assisté à ces diagnostics qui ont été faits par les hommes. Ces outils ont été très bien compris par les relais à Komé, cette année tout comme l'année précédente, grâce à leur bon niveau d'alphabétisation et à l'appui de l'agent du SCN.

A Kafono, tous les hommes du quartier Kafono et quelques-uns des trois autres quartiers (Chef de famille, chef de quartier) ont pris part à l'application des outils. Trois femmes du quartier parmi celles enquêtées (dont celle du comité des relais) disent avoir assisté à l'élaboration du diagnostic socio-économique. Toutefois leur participation était limitée puisqu'elles n'ont pas pris la parole pour remplir certaines parties, estimant qu'elles ne savaient pas les réponses.

A N'Gana, ce sont les membres du comité de gestion et les vieux qui ont rempli ensemble la plus grande partie. En effet, selon le fils du chef de village, ils ont fait toute une journée ensemble pour remplir ces outils. Seule la femme qui a suivi la formation a participé à cette restitution. Elle serait même intervenue à plusieurs reprises pour répondre à certaines questions.

A Zéguesso, le travail s'est fait autrement : après consultation des vieux (conseil villageois et certains adultes), le relais, seul a rempli les outils. Sa collègue n'était pas présente lors de leur application de même qu'aucune autres femmes de Zéguesso. Il semble qu'il ait été confronté à des difficultés de compréhension car c'est dans ce village (le seul sur les quatre étudiés) que les outils n'ont pas été compris et que leur application n'a pas réussi.

Cette étude globale du milieu, basée sur des entretiens et sur des observations, nous a permis de repérer les oppositions, les complémentarités, les dépendances et domination entre les acteurs locaux, leurs rôles respectifs dans la société locale. Par rapport à la gestion de la forêt villageoise, nous pouvons distinguer les acteurs concernés par le projet. Il s'agit des bénéficiaires du projet de gestion des forêts, des décideurs, et des agents techniques qui interviendront dans le cadre du projet.

Les bénéficiaires sont déterminés en fonction du mode de gestion futur envisagé. A priori, tous les villageois peuvent être bénéficiaires du projet, soit en participant à une formation sur l'exploitation durable d'une ressource (technique de coupe, construction de foyers améliorés, technique de plantation...), soit en exploitant directement les ressources pour leur propre compte (ce qui apparemment n'est pas le cas envisagé pour les projets étudiés), soit en tant que bénéficiaire d'une action de développement financée par les revenus tirés de cette forêt (école, dispensaire, moulin...). S'ils se placent en situation d'exploitant ou de « formés », leurs attentes vis à vis du projet vont surtout être centrées sur la satisfaction de leurs besoins en matière de ressources forestières et la compatibilité du mode de gestion avec leurs activités. Par contre s'ils se placent en tant que villageois bénéficiaires d'une action de développement, ils attendront des réalisations concrètes répondant à leurs besoins (qu'ils faudra déterminer) et permises par une rentabilité économique de l'exploitation de la forêt (commercialisation et transformation des produits ...).

Les décideurs sont les membres du conseil de village et du conseil coutumier, les chefs de famille et les membres du comité qui ont un rôle consultatif. Leurs enjeux dans la gestion de la forêt est de maintenir ou d'accéder à un pouvoir.

Les agents techniques sont les forestiers du service de la conservation de la nature qui doivent coopérer avec le programme GDRN et appuyer techniquement les villageois à élaborer un plan d'aménagement et à le mettre en œuvre. Le projet peut leur permettre d'améliorer leur relation avec les villageois.

Si l'on se réfère aux critères de durabilité sociale d'Intercoopération, le projet de gestion de la forêt villageoise doit, pour être durable, résulter de la concertation entre tous ces acteurs. A travers nos enquêtes de terrain nous avons cherché à savoir qui participe concrètement au projet, comment, et quelles sont ses motivations, qui ne participe pas et pourquoi. C'est seulement à partir de cette analyse des stratégies des acteurs que des pistes pour favoriser la concertation pourront être proposées.

Quatrième partie :

*Pour une participation élargie à tous les acteurs
concernés pour l'élaboration d'un projet de gestion
durable de la forêt villageoise*

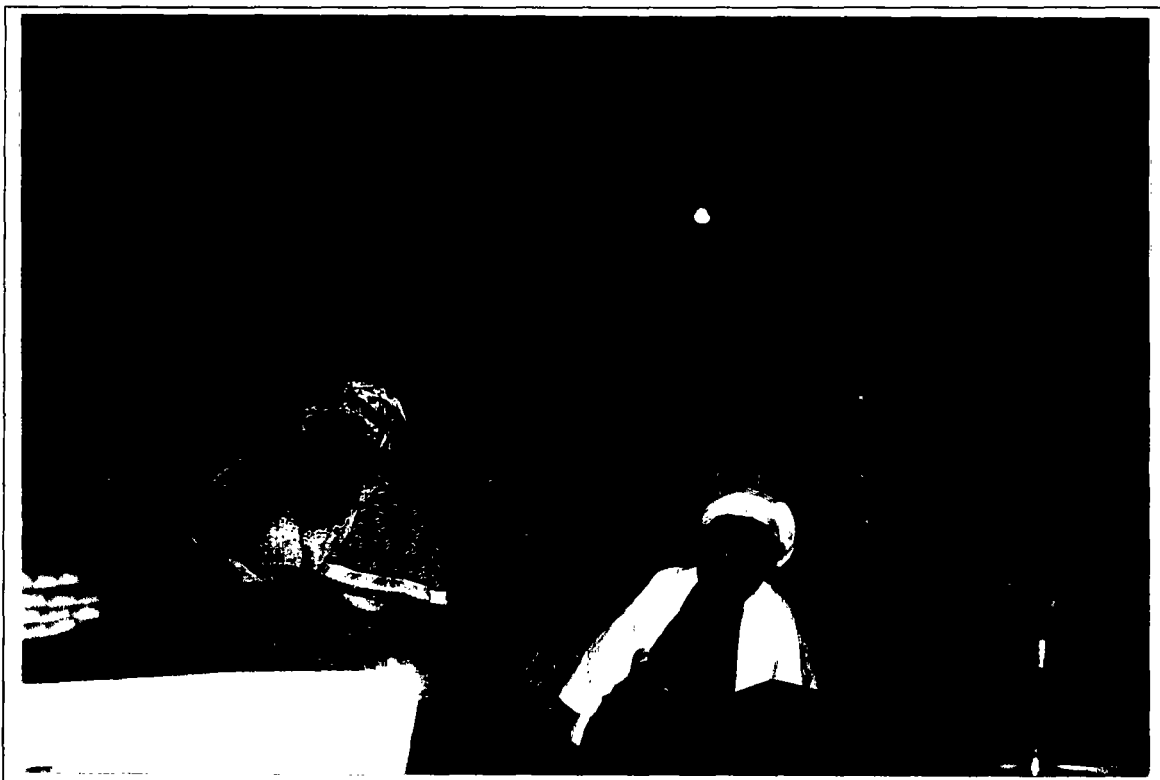


Tableau 10 : Des groupes selon le degré d'information

	<i>JF</i>	<i>JH</i>	<i>FExc</i> ²⁶	<i>Etrange</i>	<i>F</i> <i>ProCté</i>	<i>F</i> <i>resp</i>	<i>H</i> <i>resp</i>	<i>Vieux</i> <i>resp</i>	<i>vieilles</i> ²⁷	<i>vieux</i>	<i>F</i>	<i>H</i>
Komé	1	1	0	0	1.3	1.7	2	2	-	1	0	1
Zéguesso	1.6	2	0.7	-	-	1.65	2	2	1.5	2	1.5	2
N'Gana	1	1	0.4	0	1.75	2	2	2	0.9	1	1	1
Kafono	0.7	1	0.9	0.5	-	2	2	2	-	2	1.5	1.5
Nbre moyen d'enquête /village	3	3	3	2	2	3	3	2	2	3	7	7

- catégorie non rencontrée

0 : aucune personne du groupe n'est informée, aucune connaissance sur la FV

de 0.5 à 1 : une partie du groupe est informée de la FV mais pas vraiment de l'existence ni de la composition du comité.

De 1 à 1.5 : l'ensemble du groupe connaît bien la forêt et quelques uns le comité

De 1.5 à 2 : bonne connaissance de la FV, du comité par l'ensemble du groupe.

Tableau 11 : Des groupes selon le taux de présence aux réunions

	<i>F</i>	<i>G</i>	<i>Fexcl</i>	<i>Etrang</i>	<i>F</i> <i>ProCté</i>	<i>F</i> <i>resp</i>	<i>H</i> <i>resp</i>	<i>Vieux</i> <i>resp</i>	<i>vieilles</i>	<i>vieux</i>	<i>FA</i>	<i>HA</i>
Komé	0	0	0	0	0	0.8	2	2	-	1	0	0
Zéguesso	0	0	0	-	-	0	2	2	0	1	0	1
N'Gana	0	1	0	0	0	1.2	2	2	0	0.5	0.8	0.5
Kafono	0	2	0	0.5	-	1.2	2	2	-	1	1.3	2
Nbre moyen d'enquête /village	3	3	3	2	2	3	3	2	2	3	7	7

0 : participation nulle / entre 0.1 et 2 selon le taux de participation des personnes enquêtées dans cette catégorie (1=50%, 2=100%). (La participation à la formation et à la pièce de théâtre ne sont pas prise en compte.)

²⁶ il s'agit des étrangères (les femmes Peulh à Komé, la femme du chef de poste ZAER et les femmes des enseignants à N'Gana), les femmes malades, les jeunes épouses (à Zéguesso) car elles viennent d'arriver dans le village²⁶.

Ce groupe assez hétérogène dans sa composition se caractérise par un degré d'information très faible voir nul. Elles sont généralement exclues intentionnellement par les autres villageois.

²⁷ Cette catégorie a été peu enquêtée pour des raisons de communication (incompréhension du Bambara, difficulté d'expression en Bambara). Par conséquent les résultats à ce niveau sont peu représentatifs et ne permettent pas de tirer de conclusions quant à ces personnes. De plus, on constate que leur statut varie selon les villages en fonction du respect et de la considération qui leur sont accordés. Ainsi, à Zéguesso les vieilles semblent encore bien intégrées et respectées dans le village ce qui explique qu'elles sont encore informées de ce qui s'y passe. Par contre ailleurs, elles sortent peu et sont mises à l'écart. D'une manière générale, leurs activités concernant l'exploitation des ressources naturelles sont très faibles car elles ont souvent des problèmes de santé, de plus elles ne cuisinent plus.

Légende commune aux deux tableaux :

F : filles *G* : garçons (enfants et adolescents)

F. Excl : femmes étrangères ou marginalisées dans le village

Etrange. : hommes étrangers au village.

F ProCté : Femmes proche des membres du comité de gestion

Vieux resp : vieux ayant des responsabilités dans le village (membre d'un bureau d'une organisation ou d'un conseil)

F resp : femmes ayant des responsabilités dans le village (membre d'un bureau) tout âge confondu

H resp : hommes adultes ayant des responsabilités dans le village (membre d'un bureau ou d'un conseil)

FA : femmes (toutes les autres)

HA : hommes (tous les autres)

I. Groupes stratégiques pour la participation au projet de FV

Après traitement des enquêtes et codage de certaines données, plusieurs catégories de villageois se sont dégagées en fonction de leur niveau d'information et de leur facilité d'accès à l'information (Cf. tableau 10). Nous retrouvons la même répartition concernant le degré de participation (Cf. tableau 11) (ce qui n'est pas étonnant étant donné l'étroite liaison existant entre les deux). Nous avons pu ainsi identifier plusieurs groupes stratégiques selon le comportement des individus vis-à-vis de la participation au projet.

Comme la forêt villageoise n'est pas encore exploitée, les stratégies de participation ne semblent pas liées aux activités d'exploitation des ressources forestières des individus. Elles font plutôt référence à des comportements socio-culturels face à un projet communautaire. Nous ne traiterons ici que des groupes représentatifs d'un comportement spécifique en écartant les cas particuliers (malades, jeunes épouses).

Conscients que la logique représentationnelle autour du concept de participation est différente entre le programme et les populations, nous avons pensé comme Olivier. de Sardan, (1995b) que ce n'est qu'en cherchant les raisons profondes de cette différence dans la participation qu'il sera possible de faire des propositions pour l'élargir. Pour cela, à travers nos enquêtes, nous avons cherché à connaître les causes de la non-participation des différents acteurs en terme de présence et de prise de parole.

Avant d'élaborer ces propositions, il nous a paru important de prendre connaissance de la vision paysanne sur la question. Ainsi, nous pouvons déterminer si les populations sont prêtes ou susceptibles de changer leur façon de faire ou si elles sont réticentes à un changement. Par la même occasion nous avons pu recueillir les solutions proposées par les villageois.

A. Le conseil des sages : pouvoir menacé ou délégué ?

La prise de décision concernant la FV se fait par le conseil des sages²⁸ (chef, conseillers villageois, chefs de quartiers et de famille). Ils ont choisi le site pour la forêt, les règles de protection, les membres du comité de gestion. Ces décisions ne sont pas contestées car les villageois estiment que les anciens agissent pour le bien du village. Ils sont considérés comme des sages et des personnes de bon conseil.

« Ce sont les vieux qui ont choisi l'endroit car ils connaissent la brousse et les bons endroits » (Femme responsable à Ngana)

Ce conseil est le premier avisé pour toute information concernant le village et ce sont les chefs de famille qui sont chargés d'informer les autres membres de la famille.

Dans l'ensemble, les vieux ont été consultés avant de remplir les outils du diagnostic ce qui montre que leur sagesse n'est pas remise en cause mais toujours respectée.

Seul à Komé, le chef de village connaît des problèmes d'autorité. Compte tenu de la mésentente qui règne dans le village, le chef reste souvent indécis de peur de se mettre à dos certains villageois. Par conséquent, il a délégué une partie de ses pouvoirs à un de ses conseillers qui a une influence plus importante sur la prise de décision.

Suite aux restitutions effectuées dans les villages (Cf. Annexe 13), d'une manière générale, il a été convenu et rappelé que la prise de décision resterait entre les mains des vieux (conseils du village, chefs de famille). Par là, Ils veulent **s'assurer du maintien de leur pouvoir** de prise de décision et de contrôle sur la vie du village, en gage de cohésion sociale (Serait-ce aussi parce qu'ils sentent leur pouvoir menacé ?) Toutefois, ils se sont montrés ouverts quant à la participation aux réunions des autres catégories et nombreux sont ceux qui **reconnaissent que les jeunes sont compétents** pour gérer la forêt. D'ailleurs les comités de gestion sont composés pour la majorité de jeunes.

« Ceux qui peuvent bien faire le travail sont les jeunes » (un vieux de Komé en parlant du comité)

« Ces jeunes sont les mieux placés pour accomplir cette tâche. Ils sont vigilants » (le chef de village de Zéguesso)

B. Les jeunes responsables : une implication limitée ?

Il s'agit des hommes de 21 à 35 ans en moyenne, chefs de ménage et membres du comité de gestion ou des bureaux des autres organisations. Ils sont très bien informés d'après les personnes enquêtées. Les membres du comité de gestion sont les relais pour la diffusion des informations concernant la F.V. Certains sont d'ailleurs aussi membres des autres bureaux, ce qui leur facilite beaucoup l'accès à l'information.

²⁸ Le conseil des sages est plus large que le conseil coutumier ou villageois car il regroupe aussi tous les chefs de famille.

Ce sont plus spécialement ces jeunes qui sont appelés pour effectuer les **travaux** (plantation, sarclage et entretien des pare-feux, confection de digue, semis de certaines espèces d'enrichissement). A Zégouesso, Kafono et N'Gana il y a une association des jeunes pour coordonner leurs activités (Cf. Annexe 16). Dans ces villages, la mobilisation des jeunes pour les travaux dans la FV est facile et permet une bonne participation. Le phénomène contraire sévit à Komé (c'est à dire que la mobilisation est difficile) due à la mésentente entre les villageois.

Etant donné leur rôle central, ces jeunes responsables sont toujours **présents lors des réunions** concernant la FV. Le droit d'aînesse qui est encore respecté dans les villages, bloque le processus de prise de parole pour les jeunes. Les jeunes ne peuvent parler que si leurs aînés leur donnent la parole.

A N'Gana, certains jeunes participent assez activement aux réunions. Ils prennent la parole et disent leur opinion. En effet, certains vieux ont délégué leur pouvoir de représentation à des plus jeunes qu'ils considèrent plus instruits et donc plus aptes à traiter ces affaires. Pour les jeunes du comité, la participation leur permet d'avoir accès à la parole, voir aux prises de décision, et de **s'affranchir du droit d'aînesse**. Toutefois, certains n'osent toujours pas prendre la parole.

« Je n'ai pas donné mon avis car il y avait mes supérieurs. » (jeune de N'Gana).

Les jeunes peuvent participer à la discussion d'un problème mais toute décision finale est prise par le conseil des sages. Au bout du compte, le comité de gestion n'a qu'un rôle consultatif et exécutif (propositions de règles, propositions de travaux d'aménagement, contrôle du respect des règles, information des villageois, exécution des travaux d'aménagement). **Le comité de gestion propose et le conseil des sages dispose.**

Il ne nous appartient pas de modifier la hiérarchie basée sur l'âge déjà en place, au risque de provoquer un conflit de génération si les vieux sentent leur pouvoir menacé. Cependant, la tendance actuelle nous pousse à croire que les jeunes, surtout ceux alphabétisés, seront de plus en plus présents dans les centres de décision.

C. Les femmes responsables²⁹ : une émancipation volontaire ?

En premier lieu celles qui sont le **mieux informées** et qui **participent aux réunions** (à Kafono, Komé et N'Gana) sont les **femmes du comité de relais**, c'est à dire celles qui ont suivi la formation aux outils de diagnostic. Dans les quatre villages, la condition du groupe de travail concernant la présence d'une femme alphabétisée dans le comité de relais a été respectée. Ainsi, dans chaque village étudié une femme a participé à la formation. Trois sur quatre estiment avoir bien compris les diagnostics. Celle de Zégouesso, du fait qu'elle est faiblement alphabétisée, n'a pas maîtrisé ces outils.

De part leur titre de « représentante des femmes » dans le comité, elles ont un accès direct et facile à l'information et sont appelées à participer aux réunions. Elles ont été choisies car elles sont alphabétisées voir même scolarisées et elles occupent toutes d'autres fonctions de responsabilité

²⁹ Avant c'étaient les femmes les plus âgées qui avaient accès à des responsabilités dans le village. Maintenant, même si ce sont généralement les doyennes que l'on retrouve en tant que présidente d'association, elles sont largement épaulées par les femmes plus instruites et donc plus jeunes.

dans le village (membres du bureau de l'association féminine, participation à d'autres formations) Elles représentent donc l'élite intellectuelle féminine. De plus, elles sont jeunes (entre 25 et 40 ans) et ont généralement un tempérament de leader d'opinion. Elles sont sensibilisées aux problèmes de dégradation des ressources naturelles et détiennent beaucoup d'informations.

La forme de participation de ces femmes est la présence. Ce sont des représentantes discrètes. Elles prennent rarement la parole et s'il arrive qu'elles doivent donner leur avis, elles ne font qu'approuver les avis des hommes. Dans les quatre villages enquêtés, la situation est la même. Aucune femme ne participe aux prises de décision y compris celles qui sont dans le comité de relais.

A la question « quel est votre rôle dans le comité », elles répondent :

« Elle **prépare les repas** lors des journées de travaux, elle est chargée d'accueillir les étrangers et de s'en occuper » (Femme du comité de relais de N'Gana)

« Elle va **assister aux réunions puis informe les autres femmes** (Femme de Zégouesso) »

« On ne lui a **pas expliqué**. On a juste pris son nom » (Femme du comité de relais de Zégouesso)

« Elle est la **représentante des femmes**. Elle a un rôle d'information » (Femme du comité de relais de Kafono)

D'après elles, leur rôle principal est donc de transmettre les informations aux autres femmes. Dans cette tâche, elles sont épaulées soit par **les autres femmes du comité** s'il y en a (cas de Komé et Zégouesso) soit par **les membres du bureau de l'association féminine** quand elle existe (Komé, Zégouesso, Kafono), ou bien par les femmes d'autres bureaux (comité de pilotage à N'Gana). Ce qui explique que ce sont ces dernières qui occupent la deuxième place quant à l'accès et le degré d'information et la participation aux réunions.

Toutefois on note que la définition de leur tâche au sein du comité n'est pas toujours très claire. Dans quelle mesure sont-elles les représentantes des femmes s'il n'y a pas de concertation entre elles ?

« L'approche participative peut être résumée comme un ensemble de moyens et de techniques qui amènent les populations cibles à assumer volontairement une plus grande responsabilité dans la gestion de leur existence et de leur environnement. Elle met l'accent sur le développement des capacités de l'homme pour évaluer, choisir, planifier, créer, organiser, et prendre des initiatives. On obtient ainsi, un engagement actif, libre, conscient et responsable de l'homme » (DEME, 1995).

En ce qui concerne la démarche du groupe en matière de gestion des forêts villageoises, l'approche participative, telle qu'elle est définie ci-dessus, est réellement mise en pratique (formation paysanne, auto-diagnostic, auto-planification...). Toutefois, de là à en conclure à un engagement libre, conscient et actif des villageois et spécialement des femmes à la gestion des forêts villageoises, il y a encore du chemin à faire...

D'après nos observations, il semblerait que **la volonté de faire participer les femmes ne vienne pas des villageois eux-mêmes mais du groupe de travail** qui a demandé à chaque village concerné par l'aménagement des forêts villageoises, d'envoyer une femme alphabétisée à la

formation sur les outils. Cette formation a commencé, il y a un an et c'est à partir de ce moment que certains villages ont décidé d'intégrer des femmes dans le comité de gestion.

Toutefois, il faut être prudent quant à la signification et à l'importance réelle de cette présence féminine. L'intention de vouloir faire participer les femmes est peut-être louable, mais si elle est « imposée », le résultat escompté risque de ne pas être atteint. En effet, il peut s'agir d'une **participation factice** (seulement à la formation), sans que les femmes ne prennent réellement part à la gestion de la forêt (discussions, propositions, participation à la prise de décision). Dans toutes les situations rencontrées, les femmes du comité ont essentiellement un rôle d'information auprès des autres femmes et de cuisinière pour les journées de travaux communautaires. Ce rôle d'information est perçu par les hommes comme une nécessité au bon respect des règles établies. Par contre, l'implication des femmes du comité de gestion lors des réunions reste encore très limitée. Les hommes semblent accepter les femmes dans le comité par complaisance vis à vis du projet et non par réelle conviction de leur nécessité pour l'élaboration d'un projet communautaire.

Sur ce point, le programme au vue des expériences passées, est convaincu de la possibilité d'évolution sociale des femmes à travers leur participation aux formations, elles s'habituent à assister aux réunions, petit à petit comprennent et osent prendre la parole (cas des Comité Local de Concertation où une femme participe). Pour les femmes déjà dans le comité, la participation à la gestion de la FV peut leur permettre **d'accéder à un statut social différent**. En effet, leur implication peut leur permettre de s'insérer dans des domaines jusqu'à présent réservé aux hommes (formation, réunions...).

Mais, cette évolution, (ce changement des mentalités) est-elle nécessairement lié à l'imposition d'un quota ?

D. Les femmes du réseau des responsables regardent de loin

Les femmes proches des membres du comité ont un accès privilégié à l'information. Il s'agit ici soit des membres de la même famille (épouse, fille, belle-fille), soit des amies³⁰. Elles sont assez bien informées sur la forêt villageoise de par leur relation et souvent ce sont les membres du comité qui les informent personnellement. A N'Gana, il n'y a qu'une seule femme dans le comité et le village a une taille considérable. Il lui est donc difficile d'assurer pleinement son rôle d'informatrice auprès de toutes les femmes et ses proches sont favorisées vis à vis des autres femmes. Pourtant, ces femmes privilégiées ne viennent jamais assister aux réunions et se comportent comme les autres femmes..

30 Cette catégorie a été rencontrée dans tous les villages mais ne s'est pas distinguée de la même manière dans les 4 villages. Ainsi seulement à Komé et à N'Gana, on note une différence notable et il est pertinent de mettre ce groupe en évidence. A Zégusso, les femmes de certains membres du comité ont été enquêtées mais ils s'agissaient de très jeunes épouses (les membres du comité sont jeunes) ce qui faussait les résultats et nous avons préféré les compter parmi les « exclues » étant donné leur statut social d'étrangères. A Kafono, les membres du comité sont peu nombreux et la seule femme d'un de ces membres que nous avons enquêté était malade, donc « exclue ». Toutefois, une discussion informelle avec la femme du secrétaire du comité nous a permis de savoir qu'elle était relativement bien informée.

E. Les femmes : catégories marginalisées ?

Cette catégorie correspond (sauf à Kafono puisqu'il ne s'agit que d'un quartier sur trois) à la catégorie de femmes la plus importante en nombre dans un village, les autres représentent en quelques sortes des « cas particuliers ».

Leur degré d'information est variable d'un village à un autre et il dépend essentiellement de l'efficacité du système de communication villageois et du contexte social.

A **Komé**, elles n'ont pas connaissance du projet. La diffusion de l'information se limite au niveau du cercle des proches du comité.

Par contre, à **Zéguesso** et à **Kafono** (quartier Kafono), elles sont bien informées du fait de la bonne cohésion sociale, du faible éloignement géographique des familles et de la présence d'une organisation féminine efficace dans la diffusion de l'information. Seule la composition complète du comité de gestion et les informations liées à la formation ne sont pas souvent connues.

A **N'Gana**, le niveau d'information est moyen mais elles sont au courant de l'essentiel. Le séjour d'un stagiaire suisse³¹ en 1996 et notamment la restitution qu'il a donné a permis une large diffusion de certaines informations puisqu'avec le chef de village ils ont expliqué aux villageois les intérêts de la forêt villageoise, son site et les règles de protection.

Leur participation aux réunions est pratiquement nulle.

A **Zéguesso**, les femmes ne participent pas du tout aux réunions, même celle qui a suivi la formation.

A **N'Gana**, sur le tableau 11, on note la présence de femmes, autres que les responsables, à des réunions. Il s'agit en fait de celles qui ont assisté à la restitution du stagiaire suisse à laquelle de nombreux villageois dont les femmes ont pu participer. Par contre, pour les autres réunions, les femmes n'étaient pas présentes.

A **Kafono**, c'est le village où apparemment les femmes (mais essentiellement celle du quartier Kafono) participent le plus aux réunions. En fait, cette impression s'est révélée fautive lors de la restitution où il nous a été dit que c'était la première fois que les femmes participaient à une réunion sur la forêt.

A **Komé**, il y a une confusion avec la forêt sacrée qui fait partie de la forêt villageoise. Or, le bois sacré n'a pas une vocation d'exploitation mais seulement de protection des ressources naturelles. De plus, les femmes n'y ont pas accès. L'objectif d'exploitation et de production de la forêt villageoise peut ne pas être perçue par la population et les femmes pensent qu'elles ne sont pas concernées par cette forêt.

Pour la **pièce de théâtre**, à Zéguesso, aucune femme adulte interrogée n'a assisté à la pièce soit parce qu'elles n'ont pas été informées soit parce que beaucoup habitent dans les hameaux de culture et que la pièce a été jouée de nuit.

A **N'Gana**, quatre femmes adultes sur quinze enquêtées ont assisté à une partie de la pièce, ce qui est assez faible. Il semblerait qu'elles n'aient pas été prévenues à temps, et beaucoup l'ont appris le jour même en revenant du champ ou en entendant le bruit de la sonorisation.

³¹ en 1996, un stagiaire suisse a fait une étude à N'gana sur « Réflexions et propositions paysannes visant à une meilleure gestion des ressources naturelles : cas de la FV de N'gana ». A la fin de son stage il a organisé une restitution de son travail au cours de laquelle des règles de protection ont été décidées par le chef de village.

A Komé, les femmes du comité ainsi que leurs proches qui ont été enquêtées ont vu la pièce. En ce qui concerne les autres femmes, seulement une de l'échantillon a assisté à la pièce. Elles ont été prévenues par une criade mais ne se sont pas déplacées car il pleuvait ou bien elles étaient occupées. A Kafono, seules les femmes de Kafono ont pu assister à la pièce. Pour celles des autres quartiers c'était trop loin et en plus la nuit.

La principale cause évoquée par les femmes pour expliquer leur absence aux réunions est qu'elles n'étaient **pas informées**. Cette cause est en réalité plus profonde et repose sur la conception du rôle de la femme. Ce sont les hommes qui sont chargés de s'occuper des affaires communes du village. Elles ne cherchent donc pas à en savoir plus que ce que leur mari leur disent. Plusieurs femmes, lors de nos entretiens, nous ont conseillés d'aller plutôt voir les hommes si nous voulions des informations sur la forêt.

Le **droit d'ânesse** qui est encore respecté dans les villages, bloque le processus de prise de parole pour les femmes car les vieux ont le monopôle de la parole lors des réunions publiques. Elles ne peuvent parler que s'ils leur donnent la parole.

Au niveau des femmes, un autre blocage qui est aussi à la base de leur non-implication est leur **manque de temps** pour d'autres activités. Elles ont un calendrier aussi bien journalier qu'annuel très chargé dont il faut tenir compte dans la mesure du possible, lors de la programmation des activités (réunions pour les diagnostics, formation, travaux).

D'autre part nous avons aussi observé chez les femmes qu'elles s'auto-sous-estimaient et donc s'auto-censuraient, en n'osant pas prendre la parole par elles-mêmes voir même en la refusant quand on la leur donnait. Le **manque de confiance en soi**, le sentiment d'infériorité par la sous-estimation de leurs capacités ainsi que leur **soumission aux décisions des hommes**, trouvent leur source dans la conception sociale du rôle de la femme et dans l'organisation sociale hiérarchisée.

« La protection d'une forêt, c'est une bonne chose car les hommes sont déjà d'accord » (Femme de Kafono)

« Pour le choix du site, la réunion s'est faite entre les hommes. Les femmes ne sont pas présentes, on ne leur demande pas leur avis. Ce sont les maris qui informent les femmes. Les femmes ne participent pas, ça ne s'est jamais vu. Je ne sais pas pourquoi on ne veut pas que les femmes participent aux réunions avec les hommes... Les hommes entre eux veulent avoir raison, défendre leurs intérêts, il n'y a pas de place pour la femme. » (Femme de N'Gana)

« Elles écoutent toujours les hommes car ils sont propriétaires des femmes. Les femmes n'ont pas le droit de dire ce qu'elles pensent en public.... je ne donne pas mon avis car pas tout le monde peut s'exprimer devant les gens dans les réunions. S.D. et K.B. ont pris la parole au nom des autres femmes. Ce sont toujours elles qui parlent et les hommes écoutent. » (Femme de N'Gana)

De plus, l'**analphabétisme** qui les touche plus spécifiquement, peut aussi être à l'origine de la faible expression des femmes en public. En effet, nous avons pu remarquer que les femmes qui ont suivi des formations s'expriment d'autant plus facilement lors des réunions.

Depuis quelques années, l'influence croissante des projets extérieurs qui développent des stratégies d'intégration des femmes au développement et une approche genre, imposent ou suggèrent un changement de la position sociale de la femme dans le village par :

- ↳ un accès plus grand à l'instruction (alphabétisation des femmes)
- ↳ une responsabilisation (gestion de moulin, formation diverses, mise en place d'association féminine)
- ↳ une incitation à la participation des femmes à la gestion des affaires communes du village.

Ces trois points constituent une progression dans l'ascension sociale de la femme et chacun d'eux est favorisé par son précédent (ainsi, les femmes responsables sont généralement les plus instruites). De plus ils peuvent correspondre à l'évolution de l'appui aux femmes rurales qu'un projet peut apporter puisque la réalisation du dernier point se fait difficilement sans celle des deux autres qui reviennent à donner une plus grande autonomie financière et intellectuelle aux femmes.

Or c'est la dernière étape qui semble la plus difficile à mettre en place et qui est la plus récemment promue car elle relève d'un changement au niveau des structures organisationnelles traditionnelles du village et des mentalités masculines et féminines ce qui est plus lent et difficile à faire évoluer.

L'approche genre consiste à prendre en compte la répartition des activités et des pouvoirs entre les hommes et les femmes. Elle ne prône pas l'égalité des sexes mais le respect des activités, des intérêts et des enjeux de chacun. Par conséquent le programme qui veut entrer dans cette démarche veille à ce que les activités qu'il développe pour une catégorie ne nuisent pas à une autre ou n'entrave pas les activités des autres.

Dans cette optique, la gestion des forêts villageoises doit pouvoir respecter les intérêts et besoins de chaque catégorie et être bénéfique à l'ensemble du village. La question centrale est alors : *Comment prendre en compte les intérêts de toutes les catégories lors de la gestion de la FV ?* et non pas comment faire participer toutes ces catégories.

L'approche participative de GDRN en terme de genre se base sur le paradigme que « l'individu est le mieux placé pour défendre ses propres intérêts ».

La participation de représentants de ces divers intérêts peut être une des solutions. Se pose alors une autre question, *Quelle personne est la plus à même de représenter un groupe d'intérêt* : la plus âgée, la plus instruite, la plus éloquente, la plus respectée... ?

Dans le discours des femmes, nous avons souvent entendu qu'elles font confiance aux hommes, que les hommes ne prennent pas des décisions qui leur sont nuisibles. *Les hommes qui connaissent les activités de leurs femmes, peuvent-ils défendre objectivement et prendre en compte les intérêts des femmes ?*

Pourquoi pas ? Mais cela suppose que le village soit encore marqué par le sentiment communautaire et œuvre pour le bien-être commun de tous les villageois. Par exemple, à Zéguesso, bien que ce village soit situé en plein bassin cotonnier, l'action collective est encore d'actualité³². Paradoxalement, d'après nos résultats c'est le village où les femmes participent le moins aux réunions mais où elles sont le mieux informées.

³² Les villageois, par l'intermédiaire de l'AV se sont même cotisés pour nous offrir ensemble une chèvre ! Cette observation peut paraître anodine mais elle est pourtant révélatrice de l'état d'esprit du village. En effet, dans les autres, bien que l'accueil ait toujours été chaleureux, les villageois ont offert des cadeaux individuellement selon leurs ressources.

Or de plus en plus (surtout dans les zones fortement monétarisées), c'est l'individualisme qui prend le pas sur la vision collective. Par exemple, à Komé, les activités collectives sont en voie de disparition, car chacun cherche à survivre. La solidarité est moins importante qu'auparavant et elle est maintenue par les différentes églises (catholique et protestante qui ont un fond de soutien pour les familles en difficulté).

Enfinement, même si pour nous, les femmes semblent encore les mieux placées pour défendre leurs propres intérêts, devons-nous imposer notre vision ? N'est-ce pas aux femmes de choisir leur propre représentant ? Le plus important, pour que la personne choisie défende au mieux leur intérêt, est qu'il y ait eu une concertation entre elles sur leur revendication, préoccupation ou problème. C'est donc surtout à ce niveau que les efforts d'appui devraient se concentrer.

Actuellement, les hommes reconnaissent que les femmes sont négligées lors des prises de décision parce qu'ils ne voient pas l'importance de leur présence aux réunions. La question centrale au niveau des villages semble être « l'incompréhension » ou la non-sensibilisation sur la nécessité de participation des femmes aux réunions sur la forêt.

« Il faut que les hommes comprennent l'importance de la présence des femmes aux réunions pour que les femmes puissent comprendre » (Homme, restitution à Zéguesso, octobre 1999).

Pourtant, du côté des femmes, elles voient un **intérêt** pour elles-mêmes de participer à ces réunions car cela **leur apporte de nouvelles idées et leur donne une meilleure compréhension** sur le projet de forêt villageoise. De plus elles pensent que cela peut-être un atout pour les autres villageois car elles **peuvent aussi amener de nouvelles idées** : « une personne, une idée, deux personnes deux idées » (proverbe Bambara).

L'habitude de participer aux réunions peut aussi les changer en les amenant à **s'exprimer de plus en plus facilement en public**, alors qu'au départ elles ne vont pas oser prendre la parole.

Enfin, elles trouvent tout à fait normal qu'elles participent aux réunions sur la forêt afin d'être informées étant donné **que ce sont elles qui exploitent le plus les ressources forestières**.

Cependant certaines ne voient pas toujours l'utilité de leur présence aux réunions, et donc ne jugent pas nécessaire de parcourir une longue distance, souvent de nuit, et de laisser leurs travaux et leur foyer.

La question de la participation des femmes du côté des hommes n'est pas encore perçue spontanément comme une nécessité. Pourtant les femmes voient l'intérêt de leur participation au projet pour elles et pour une meilleure gestion de la forêt et dans chaque cas, elles ont manifesté leur désir d'être prises en compte. Les restitutions ont permis un dialogue entre les deux partis et les hommes ont accepté sans conteste les revendications de leurs femmes.

F. Les habitants des quartiers éloigné³³s manquent de motivation

Dans les quatre villages, les hommes qui habitent dans le quartier du chef (*Dugutigila*) sont ceux qui participent le plus. A Zégouesso et à Kafono, la mobilisation pour les travaux est effective pour tous les hommes du fait de la bonne cohésion sociale.

Les villageois éloignés du quartier du chef où se passe toutes les réunions, hommes ou femmes, ne participent pas souvent aux réunions, hormis les chefs de famille et les jeunes responsables. Ils ne sont généralement pas informés ou bien le message arrive trop tard. Ils se montrent aussi **désintéressés** par le projet dont ils pensent qu'ils ne bénéficieront pas.

La perception de la forêt villageoise correspond à la compréhension des objectifs de création en fonction de l'information que l'individu possède et de sa propre opinion. Elle **détermine** en partie l'intérêt que l'individu porte au projet. Selon que la FV est perçue comme un espace de protection, un espace d'exploitation future, ou un outil pour la gestion des RN de l'ensemble du terroir cet intérêt sera d'autant plus grand. En réalité, la **FV est généralement perçue comme un espace protégé pour les besoins futurs**, par conséquent les personnes habitant loin de la forêt ou qui trouvent assez de RN pour satisfaire leurs besoins dans les autres parties du terroir n'envisagent pas d'exploiter la FV et donc ne se sentent pas concernées. Par conséquent, aller aux réunions, leur demande un effort qui n'est pas à la hauteur de leur motivation

Dans le cas où le village envisage une **exploitation collective** avec une caisse commune, si certaines catégories ne sont pas **représentées** dans aucune instance décisionnelle villageoise, elles pourront être lésées quant à l'utilisation ou la redistribution des bénéfices.

Par contre, si **l'exploitation est individuelle**, seules les personnes proches de cette forêt viendront exploiter et pour eux-mêmes. L'intérêt de faire participer les quartiers éloignés, à la gestion d'un espace qui leur est indifférent est alors nul pour ces personnes. Il s'agit dans ce cas de repérer précisément à l'intérieur du village quels seront les **usagers potentiels** de cet espace.

Par contre, la FV peut avoir un intérêt pour tous les villageois si elle est perçue comme un **centre pédagogique pour une gestion plus durable des RN de l'ensemble du terroir villageois**. L'effort de participation peut alors être plus orienté vers les formations aux techniques de gestion durables des ressources (technique de coupe, plantation...) qui peuvent être organisées par le comité de gestion pour les villageois intéressés.

G. Les opposants freinent le projet

Il est intéressant de détailler le **cas de Komé** où règne une **rivalité familiale** dont les effets rejaillissent sur toutes les actions communautaires. Ainsi, **très peu de personnes sont au courant** des règles et du site de la forêt en dehors du comité de gestion et de ses proches. La notion de FV semble se trouver sur les lèvres et non dans les cœurs. Selon un conseiller, « *personne n'a été désigné pour gérer une FV pour le moment à Komé, si vous voulez la vérité* ». Le manque de cohésion sociale pose un grand **problème pour la mobilisation**. Pour le moment certains ne veulent même pas entendre parler d'activités collectives dans le village, et cela constitue un grand blocage dans la gestion des affaires communes.

³³ Lekodi à Komé, Kafigué et Bougoula à Kafono, Ninzamana et Sobala à N'Gana, les hameaux de culture de Zégouesso.

Une parcelle a d'ailleurs été défrichée (sans autorisation ni du garde forestier ni du chef des terres) juste à l'orée de la forêt villageoise. Cette fraude commise par un des « adversaires » du chef de village, bien que relevant du SCN, manifeste son **opposition** non pas à la FV mais à un projet de la famille du chef. De plus, par contradiction, les opposants (les membres de la **famille qui est en conflit** avec la famille du chef (dont beaucoup de membres sont dans le comité de gestion)) ne veulent pas participer à ce projet avec lequel ils sont en désaccord (notamment sur le site qui comprend un bois sacré alors qu'eux sont protestants). Dans ce contexte conflictuel, et face à des comportements destructeurs, il semble difficile de mettre en place une gestion communautaire durable d'un espace sans gestion des conflits et concertation entre les différents partis.

H. Les allochtones : une intégration est-elle possible ?

Il s'agit des Peuls à Komé, du chef ZAER et des enseignants à N'Gana et des familles minianka et bambara nouvellement arrivées à Kafono. Les résultats de nos enquêtes montrent que les étrangers en général ne sont **pas du tout informés** de la présence d'une F.V. dans le village. Leur niveau d'information est donc très faible voir nul, sauf à Kafono où ils sont bien intégrés. Les étrangers dans la plupart des cas, à cause de leur statut d'allochtone sont exclus de la prise de décision. Toutefois, les Peuls, directement concernés par l'aménagement de la forêt de par leur activité d'élevage, souhaiteraient au moins être informés des décisions qui vont être prises.

Au cours de nos restitutions, les villageois ont reconnu l'importance d'informer les allochtones sur le projet de la forêt villageoise afin qu'ils respectent les règles établies. Selon leur intégration dans le village, ils sont invités à assister aux réunions (Kafono). Mais pour le moment, ils ne sont **pas prêts d'être inclus dans la prise de décisions**.

Toutefois, on peut noter une évolution récente à Komé. En janvier 2000, la composition du comité de gestion a été remaniée et un représentant des Peuls a été inclus. Ce changement montre qu'une intégration des allochtones est possible si les villageois passent outre leur peur d'être dépossédés de leur patrimoine. Reste à voir quelle sera la marge de manœuvre de ce Peul au sein du comité. Aura-t-il une réelle influence sur les décisions ou comme les femmes est-il là à titre informatif. Serait-ce le début d'une reconnaissance sociale ? L'avenir nous le dira...

I. Les enfants ont aussi leur mot à dire

D'une manière générale, les jeunes filles et garçons ont assisté à la pièce de théâtre. Ils en ont retenu beaucoup de messages et parfois même des animations ont été faites avec eux. Pour eux, cela a été un moyen efficace de sensibilisation

Excepté dans les quartiers Kafégué et Bougoula de Kafono, où elles ne sont pas du tout au courant de l'existence d'une forêt villageoise, les **jeunes filles** sont d'une manière générale assez **bien informées** (site, règles, intérêts) et sensibilisées aux causes de la dégradation des ressources naturelles (feu, gaspillage, surpâturage, non-respect des règles pré-existantes) ainsi qu'aux techniques de gestion durable (coupe du bois en fonction des besoins, essayer d'économiser, arrêter l'ébranchage des arbres pour le fourrage des animaux, ne pas couper les Karité et les Néré...). Nous avons d'ailleurs été impressionnés par **leur connaissance et leurs idées** et par leur facilité de dialogue qui ne sont pas liés à leur niveau de scolarisation (à Zéguesso aussi bien qu'à N'Gana, leur

comportement était le même). Cependant elles ne connaissent pas toujours le comité de gestion (cas de Komé et N'Gana).

Sur l'ensemble des **jeunes garçons** enquêtés, au moins la moitié sont informés de la présence de la forêt villageoise, de son site et du comité de gestion mais ils ignorent souvent l'existence d'un comité de relais.

A Kafono, les jeunes du quartier Kafono sont bien informés sur la forêt villageoise (site, règles de gestion, comité de gestion) alors que ceux des trois autres quartiers sont mal informés, ils la confondent souvent avec les parcelles de reboisement.

A Komé, sur les trois groupes de jeunes enquêtés, deux sont informés, mais au sein d'un même groupe, il arrive que certains ne soient pas du tout informés.

A N'Gana, presque tous les groupes sont informés grâce au séjour et à la restitution du stagiaire suisse dans le village.

A Zéguesso, l'appartenance du village à la convention locale « Oussignon » fait que beaucoup de jeunes sont informés de la présence de la forêt villageoise, de son site, du comité des gestion et dans bien des cas du comité de relais.

En général, les enfants et les adolescents se promènent beaucoup dans le village et sur le terroir, ils sont curieux, ils observent, écoutent, questionnent. Grâce à ce comportement ils se montrent plus **réceptifs à l'information** que les adultes. En effet, certaines femmes ne sortent presque pas, discutent avec peu de personne et ne posent jamais de question. Ils peuvent même se positionner comme des **vecteurs de la diffusion de l'information**, mais malheureusement, les adultes font souvent peu de cas de la parole des jeunes.

Lors des restitutions, les villageois ont reconnu l'importance d'informer les enfants sur le projet de la forêt villageoise afin qu'ils respectent les règles établies. Cette information peut se faire par leur présence lors des réunions d'information ou par l'intermédiaire d'une tierce personne.

Par contre en ce qui concerne leur droit à la parole, cela dépend du village. Dans certains, les villageois sont prêts à inclure des enfants au sein même du comité (Zéguesso), dans d'autres ils ne leur accordent pas le droit à la parole qui revient toujours à leurs aînés. Au cours de nombreux entretiens, les enquêtés nous ont parlé de la F.V comme un moyen de « gérer les ressources pour l'avenir ». De plus, nous avons constaté que les jeunes étaient en majorité plein d'idées sur les modes de gestion d'une forêt, ils semblent donc compétents pour participer à cette gestion.

Beaucoup de freins à la participation identifiés sont d'ordre socio-culturels. Il serait intéressant de compléter cette étude par une analyse de la situation économique de chaque groupe d'acteurs pour voir quelle influence la richesse économique peut avoir sur les rapports sociaux. Le respect et le pouvoir de décision est-il aussi une question d'argent dans la région de Sikasso ? Nous nous garderons de répondre à cette question étant donné que nous n'avons étudié le problème que sous l'angle sociologique. Toutefois, la situation observée à Komé nous permet de constater que l'accès au pouvoir de décision peut être source de conflits entre la personne possédant le pouvoir économique et celle ayant le pouvoir traditionnel (chefferie) lorsque ce n'est pas la même personne qui possède les deux.

Si on entend par stratégie « la conception et la mise en œuvre d'un ensemble d'actions coordonnées en vue d'atteindre un résultat ultime » (Bonnal, 1996), cela suppose des actions volontaires. Or plusieurs de ces comportements ne sont pas liés directement à la volonté des personnes mais ceux-ci subissent une situation. Il semble donc délicat de parler de stratégies des acteurs concernant les formes de participation car elles ne résultent pas toujours d'un choix. Nous préférons parler de comportement. L'analyse de ces comportements montre que le statut social n'explique pas tout et que d'autres facteurs conditionne la participation : intérêt, conflit.

Cette méthode met en évidence des regroupements possibles d'acteurs vivant une situation similaire sur la question de la participation à la gestion de la FV ce qui peut constituer de nouveaux groupes cibles pour des interventions spécifiques (voir 5 Propositions).

Ces groupes bien que virtuels correspondent à des groupes existants (jeunes, femmes, conseil de village, comité de gestion, autres organisations, allochtones Cf. Annexe 17) organisés de façon formelle en association ou de façon informelle autour de règles sociales.

Il est vrai que la participation représente un moyen d'information et que le respect des règles (qui est une condition de durabilité écologique) de protection ou autres ne peut se faire dans leur ignorance. Toutefois, la participation aux réunions n'est pas le seul moyen d'être informé et il semble que la diffusion et l'acceptation des règles soient plus liées à la cohésion sociale qu'à la participation.

Tableau 12 : Les relations entre groupes stratégiques

Groupes stratégiques	JF	JH	Fem. Exclue	Etrange	F ProCté	F resp	H resp	Vieux resp	vieilles	vieux	F	H
PART						X	X	X		X		X
INF	X	X			X						X	
PAS INF				X					X			
PAS INT			X								X*	X*

PART : ceux qui participent aux réunions

INF :ceux qui sont informés mais ne participent pas

PAS INF :ceux qui ne sont pas informés mais qui aimeraient l'être

PAS INT : ceux qui ne sont pas informés mais ne le souhaitent pas

*habitants des quartiers éloignés

II. Problèmes de durabilité : manque de participation ou manque de cohésion sociale ?

Nous venons de voir que certains groupes ne participaient pas au projet pour le moment. Cette participation limitée aux vieux et responsables compromettrait-elle la gestion durable de la forêt ? Après avoir identifié les problèmes nuisibles à la gestion durable dans les villages, et déterminé leurs causes, nous essaierons de voir le lien entre la participation et la durabilité de la gestion.

A. Les problèmes identifiés compromettant la gestion durable

Etant donné la gestion actuelle des forêts villageoises étudiées qui se résume à une mise en défends, **peu de problèmes internes ont été relevés**. Pour le moment, concernant la gestion des FV, les principaux problèmes (au sens de question traitable formulée à partir d'une préoccupation, d'après JP Darré in Ruault, 1996) évoqués par les villageois et qui ressortent du diagnostic sont :

- **l'exploitation du bois de la FV et le pâturage des animaux par les habitants des villages voisins**
- **les feux de brousse**

Ces problèmes liés à un non-respect des règles de protection de la forêt par les habitants des villages voisins et à un manque de protection de cet espace (absence de pare-feu et de plaque de signalisation) **nuisent à la durabilité écologique de la forêt**.

Les villageois eux-mêmes respectent les règles à condition qu'elles soient claires et précises et qu'ils soient informés.

De plus, si l'on se réfère aux hypothèses de conséquences du mode de participation sur la gestion des forêts villageoises émises au préalable (Cf. Tableau 2), **« l'inadaptation des règles par rapport aux usages » n'a pas pu être démontrée** car aucune personne interrogée même si elle n'a pas participé aux décisions ne s'est plaint de la création de la forêt villageoise ni n'a évoqué une quelconque incompatibilité des règles avec ses activités. Les raisons de cette satisfaction qui ont été citées sont que :

- le plus souvent il y a encore assez de ressources naturelles (bois, néré, karité) dans les autres parties du terroir et elles n'ont pas besoin d'exploiter celles de la forêt
- le bois, le néré et le karité ne sont pas en quantité importante dans la forêt (Zéguesso et N'Gana)
- le projet de FV pourra beaucoup leur apporter dans l'avenir.

Concernant l'hypothèse d' **« appropriation du projet par un groupe privilégié »**, elle a été **vérifiée** sur le terrain, notamment dans le cas du village de Komé et de Kafono. Généralement même si la composition du comité « sur le papier » tend à être la plus représentative possible de la population, dans la réalité le projet est souvent l'affaire de quelques leaders paysans de la famille du chef ou des lettrés. Fort de leur connaissance grâce aux formations qu'ils ont reçues et bénéficiant de l'appui de leurs aînés, ils ont tendance à faire cavalier seul (par exemple pour remplir les diagnostics) où à s'imposer comme seul interlocuteur responsable de la gestion de la forêt vis-à-vis des étrangers (tel que nous). Ce comportement d'accaparement peut **porter atteinte à la motivation des autres villageois** qui aimeraient s'investir dans le projet ainsi que **compromettre la réussite du projet en dénigrant les savoirs des autres** (vieux, femmes, pasteurs...) qui sont pourtant précieux pour une bonne gestion. Toutefois, cette situation est presque inévitable dans la mesure où

EDP cherche à former des leaders paysans. Pour éviter ce phénomène, les « leaders » devraient plus se considérer comme des entraîneurs (formation, sensibilisation, délégation des tâches) et non comme des monopolisateurs des formations et de la gestion.

Si l'on se place dans le cadre plus large de la gestion des RN, **la non-participation est aussi la manifestation** du fait que les personnes **ne se sentent pas concernées** par le problème de GDRN et donc n'en perçoivent pas l'enjeu. Si ceux sont eux les plus utilisateurs des RN, ils vont **continuer à exploiter les ressources sans se soucier de leur régénération** et la situation risque d'arriver à un point irréversible. De plus, le désintéressement de la population peut aussi être à l'origine d'une **faible mobilisation** lors des travaux à réaliser ce qui entraînera un retard dans les activités programmées. Dans le cas de la réalisation d'un pare-feu, ce retard peut être fatal pour la forêt.

B. L'origine des problèmes

Les causes de non-respect des règles de protection de la FV par les étrangers proviennent d'une part du manque de ressources disponibles dans les terroirs voisins et d'autre part de la non reconnaissance de la légitimité de cet espace par les autorités villageoises voisines (présence d'un litige foncier). Cette fraude est d'autant plus accentuée par le **manque d'efficacité du contrôle et de la protection du à un faible effectif. Une plus grande mobilisation et responsabilisation de la population face à ces problèmes pourrait permettre d'améliorer la gestion.** C'est en tout cas la conviction des membres du comité de gestion de N'Gana, qui confrontés à des fraudes fréquentes, réalisent leur incapacité à gérer seul cet espace et qui considèrent qu'une des conditions de durabilité de la FV est qu'« elle soit bien gardée ». De même, les villageois de Kafono mettent l'accent sur la protection de la FV par sa délimitation par des diguettes, pare-feu ou autres aménagements pour dissuader les fraudeurs et protéger contre les feux. Pourtant, ces travaux ne peuvent se faire et s'entretenir que si la mobilisation des villageois est suffisante.

« Si les villageois font de la forêt leur souci, ça va bien durer. » (femme du comité de N'Gana)

« Pour une bonne marche de la forêt, il faut que tout le monde se donne la main car la forêt n'est pas seulement pour le chef. » (conseiller dans le comité de N'Gana)

« Que chaque villageois se préoccupe de la forêt comme de sa famille, qu'il prenne l'initiative de réparer les dégâts observés, qu'il contrôle. » (jeunes du comité de N'Gana)

« Il faut faire des pare-feux et entourer la forêt avec des digues comme ça toute personne étrangère peut savoir que c'est une partie différente » (conseiller de Kafono)

« Pour que la forêt dure, il faut la protéger contre les feux, faire des digues pour l'entourer, ne pas couper du bois frais » (président du comité de Kafono)

Mais dans le cas de conflits internes au village, comme par exemple à Komé, il serait naïf de compter sur la mobilisation de la population pour faire face à ces problèmes. La cohésion sociale ou du moins la **gestion des conflits** se pose alors comme un préalable indispensable à la durabilité de la gestion. L'incitation à la **participation aux réunions** peut venir en renfort à la gestion des conflits pour **permettre une négociation entre les différents partis**. Dans le cas de Komé, il est à noter qu'en janvier, la recomposition du comité vers une plus grande représentativité de la population a conduit à la présidence la personne qui avait défriché à côté de la forêt. La

réconciliation à l'air de porter ses fruits, mais il est encore trop tôt pour le dire. Seul l'initiateur de la querelle est encore en froid avec les autorités villageoises.

Pour éviter l'éclatement de conflits liés à une non adaptation des décisions par rapport aux intérêts des acteurs concernés, il semble important que ceux-ci soient représentés au moins lors des étapes clés du projet : les diagnostics et l'élaboration du plan de gestion. Quant à la composition des membres du comité, sa nécessaire représentativité dépend de ses attributions. Ainsi, si le comité n'est qu'un organe exécutif des décisions qui sont prises par les autorités villageoises ou en assemblées, sa représentativité ne s'impose pas. Par contre si le comité a un réel pouvoir décisionnel et si la cohésion sociale n'est pas présente dans le village, alors dans un souci de durabilité du projet, il sera préférable que tous les partis composent le comité.

C. La participation élargie comme une innovation sociale dans les sociétés locales de la région de Sikasso.

D'après Bagnoud (1995), « *la forêt villageoise constitue une ressource forestière commune au village, dont la gestion durable ne peut être acquise que par l'élaboration et l'application de règles communes à tous les villageois. Ainsi, l'organisation des interventions dans le domaine de la foresterie villageoise semble devoir avoir lieu à un niveau communautaire.* » En réalité, ce n'est pas si facile car « *La vie traditionnelle a sa logique qui n'est pas celle du développement... Les systèmes socio-économiques traditionnels sont dans l'ensemble des freins pour les expériences du développement et surtout pour celles qui visent à faire participer les populations directement ou indirectement aux efforts qui les concernent* » Gosselin, 1958 in LY, 1997.

Certes, à travers la compréhension de l'organisation de la société locale, il apparaît que le fait de faire participer les différentes catégories villageoises à la gestion des affaires de la communauté n'est pas dans la tradition ou dans les habitudes. Avant, c'était les « vieux » qui décidaient et tout le monde s'en contentait et trouvait cela « normal ». Finalement, le plus grand changement demandé aux populations pour un élargissement de la participation aux femmes, aux jeunes et aux allochtones est d'ordre socio-culturel car il sous-entend une remise en question du rôle et du statut de ces différents groupes au sein de la communauté villageoise.

La participation élargie apparaît alors comme une innovation sociale et la question de la légitimité de ce changement social se pose. Est-il désiré par les populations, suscité ou imposé par le programme d'appui. Son utilité est-elle perçue par les populations ? Se justifie-t-il pour une gestion durable de la forêt villageoise ? Quels facteurs conditionnent son adoptabilité intrinsèque ?

D'après Olivier de Sardan, (1995b) l'acceptabilité ou l'adoptabilité intrinsèque de cette innovation peut être évaluer en fonction de :

-son avantage relatif par rapport à ce à quoi elle se substitue (système traditionnel de prise de décision par les vieux) : elle constitue une plate-forme virtuelle de concertation et de gestion des conflits concernant la gestion de la forêt villageoise

-sa compatibilité avec le système en place : faible mais a des chances d'être acceptée grâce à l'évolution du contexte social plus favorable à l'émancipation des catégories dominées.

-sa plus ou moins grande complexité : nécessite une réorganisation du système d'information

-son observabilité chez autrui (le facteur image joue un rôle très important) : par les acteurs eux-mêmes (présence de femmes et de jeunes lors des formations ...) qui sont des témoins de l'évolution.

Aujourd'hui au Mali, une dynamique locale et nationale est en marche vers une émancipation des catégories dominées (jeunes et femmes principalement).

« Des tréfonds de la société monte une révolution silencieuse dont l'issue ne fait aucun doute. [...] La visibilité institutionnelle est de mieux en mieux assurée avec un nombre croissant de personnalités féminines au niveau de la haute administration d'Etat et avec la montée régulière des femmes élues. [...] Douze femmes se sont installées à la tête des mairies en juin 1999. [...] Le schéma qui est en cours ne se met pas en place d'une manière uniforme [...] mais il est à notre avis irréversible. Le vrai problème est comment l'accompagner et le fortifier. » (Drabo, 2000).

Comme pour toute innovation son adoption n'est pas uniforme. Certains villages ou groupes de personnes s'adapteront plus vite que d'autres. Il s'agit donc d'accompagner ce processus et d'adapter les appuis selon les dynamiques et les problématiques locales observées.

Suite à nos restitutions, il est ressorti que les villageois veulent laisser la prise de décision finale aux vieux. Par contre, les villageois ont manifesté une volonté de changement pour favoriser la participation de tout le monde, en présence et en parole, lors des réunions. Par conséquent, quels appuis GDRN doit mettre en place pour faciliter ce changement ?

Tableau 13 : Récapitulatif des freins à la participation et propositions d'actions correspondantes

	<i>Blocages</i>	<i>Causes</i>	<i>Propositions</i>
<i>Présence aux réunions</i>	Non information	<ul style="list-style-type: none"> • Manque de cohésion sociale • Statut social (allochtones, fes, enfants) • Habitations éloignées 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Appui à la gestion des conflits</i> • <i>Sensibilisation des populations aux aspects genre</i> • <i>Améliorer la diffusion de l'information</i>
	Manque de motivation	<ul style="list-style-type: none"> • mésentente • Habitations éloignées • Insuffisance d'informations 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Gestion des conflits</i> • <i>information des populations aux objectifs du projet FV</i>
	Indisponibilité	<ul style="list-style-type: none"> • Absence temporaire • Surcharge de travail (fes) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Appui aux projets féminins</i>
<i>Prise de parole</i>	(Auto)sous-estimation	<ul style="list-style-type: none"> • Statut social • Analphabétisme (femmes) 	<ul style="list-style-type: none"> • <i>Sensibilisation</i> • <i>Alphabétisation fonctionnelle</i> • <i>Appui à la concertation féminine</i>

A travers ce tableau, on peut aussi identifier les conditions d'une participation représentative de toutes les catégories à l'élaboration d'un projet FV. Il s'agit :

-que toutes les catégories soient informées à temps des réunions ou travaux concernant la forêt

-que toutes les catégories se sentent concernées par le projet

-que toutes les catégories (ou un représentant de chacune) soient disponibles lors des réunions ou travaux

-que chaque catégorie soit considérée de manière équitable (droit à la parole, accès à la formation...) et se sente capable d'exprimer ses idées.

III. Propositions d'appui pour une participation villageoise plus élargie

Plusieurs approches concernant la participation peuvent être adoptées :

- la démarche volontariste, pour une plus grande équité sociale (quotat), consiste à provoquer le changement d'une manière systématique. Mais « tout changement implique une destruction » et cela risque de provoquer des conflits.
- susciter ou faciliter le changement seulement lorsqu'il y a des risques de non durabilité de l'action ou lorsque des dynamiques de changement sont déjà en route. Ce mode d'intervention consiste à anticiper les risques et adapter l'approche participative selon les contextes. Cela suppose une très bonne connaissance des sociétés et des comportements. Si les risques sont très faibles, on pourra se contenter d'une participation spontanée basée sur le système social local. Mais l'homme est inconstant et parfois irrationnel. La prévision de son comportement social qui dépend de nombreux facteurs est donc souvent difficile.
- l'attentisme : Attendre que les problèmes soient là pour proposer les solutions mais il y a des risques d'arriver « trop tard ».

Si le programme d'appui a choisi la première, nous nous plaçons dans la deuxième approche.

Parmi les propositions d'appui que nous faisons certaines s'adressent à tous les villages de manière indifférenciée (surtout celles qui concernent les femmes car la situation est sensiblement la même partout). Par contre d'autres correspondent à des situations plus spécifiques (manque de cohésion sociale, quartier éloigné) (Cf. Tableau 13). On ne peut donc pas appliquer systématiquement toutes ces propositions mais il faudra les adapter en fonction des situations.

A. Pour une meilleure communication villageoise

La communication de l'information est une des conditions de réussite pour la mise en place et le développement d'un nouveau projet. Nous avons vu que c'est aussi un facteur qui peut fortement influencer la participation villageoise. Le tableau 10 sur le degré de participation des différents groupes aux réunions est à relier directement au tableau 9 sur les systèmes de communication des villages. En effet, seul dans les villages où se tiennent de temps en temps voir régulièrement des assemblées villageoises, donc ouvertes à tous les villageois, il y a une participation des femmes (N'Gana et Kafono) De plus, la participation étant directement reliée au degré d'information de la personne (Cf. tableau 9), la catégorie des responsables est celle qui participe le plus aux réunions. Ceci est particulièrement vrai pour les femmes. Dans le cas des hommes la participation est plus large.

Par conséquent l'amélioration de la participation villageoise passe en partie par l'amélioration de la communication. Ce point peut être traité selon deux aspects :

- ☞ augmenter le nombre de personnes informées
- ☞ améliorer la qualité du message transmis, pour intéresser les villageois

Nous proposons d'apporter des éléments de réflexion concernant ces deux aspects.

1. Améliorer le système de transmission de l'information du village

La qualité de la communication repose sur :

⇒ la volonté des décideurs de transmettre

⇒ l'efficacité des informateurs qui sont les courroies de transmission. Ils doivent être fidèle à l'information de départ et ne pas faire de favoritisme

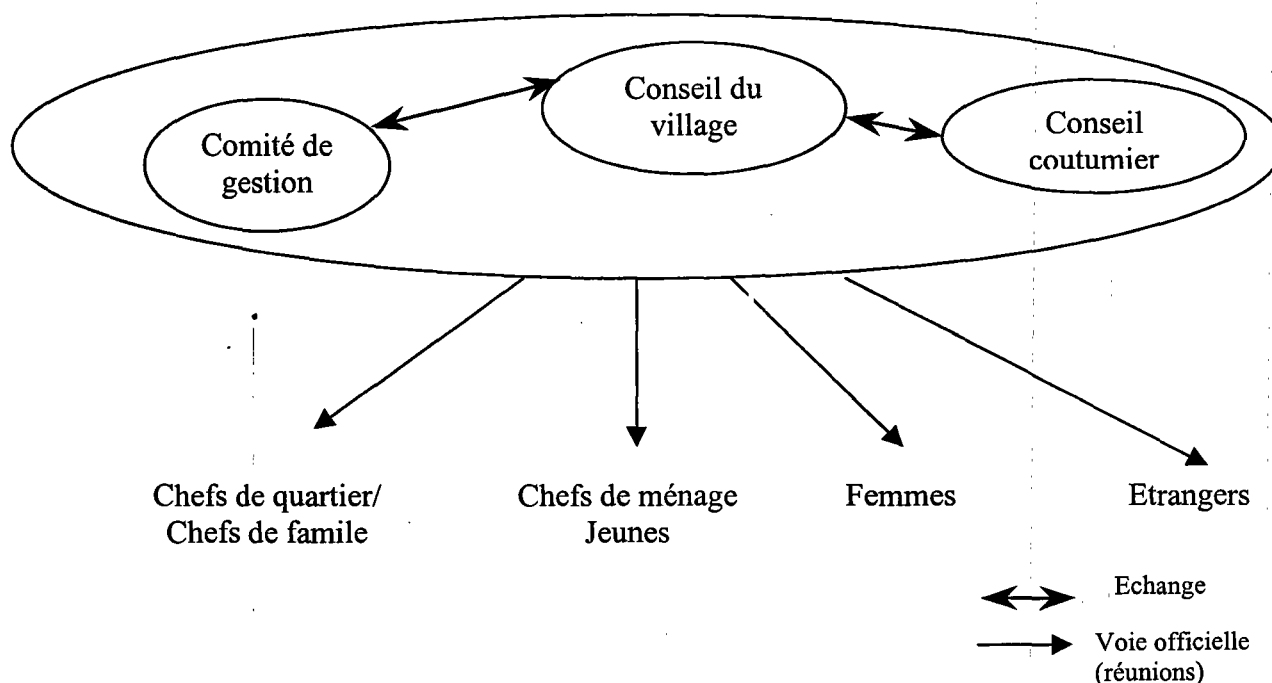
⇒ la réceptivité des villageois.

Chaque acteur a donc sa part de responsabilité dans la diffusion de l'information.

Plusieurs propositions ont été faites lors nos restitutions (CF. Annexe 13). Pour une **meilleure diffusion de l'information** à Zégouesso, il a été convenu de favoriser les assemblées villageoises afin d'éliminer le maximum d'intermédiaires pour éviter le phénomène de blocage d'information. Ainsi, tout le monde serait prévenu en même temps et recevrait la même information sans distinction de catégorie sociale. On obtiendrait alors le schéma 10. De cette manière, l'information partirait toujours du comité de gestion pour aller vers les conseils des sages qui se chargeraient peut-être avec l'appui du comité d'informer tous les autres villageois. La diffusion se ferait sous forme d'assemblées villageoises mais cela suppose un taux de participation aux réunions important ce qui n'est pas a priori acquis.

Dans les autres villages, ils veulent s'appuyer sur les réseaux déjà existants en redéfinissant clairement les personnes chargées de la transmission.

Schéma 10 : Diffusion de l'information à travers une assemblée villageoise



2. Informer, Motiver et Solliciter les villageois

Pour que les villageois participent aux réunions, il faut qu'ils se sentent concernés par le projet. Il faut alors changer leur perception de la forêt en leur expliquant les objectifs du projet. Dans cette optique, et dans le même esprit qui a incité GDRN à appuyer l'auto-formation et l'auto-évaluation paysanne, nous proposons à GDRN de faciliter l'auto-sensibilisation des villageois. Puisque ces projets proviennent théoriquement d'une initiative villageoise, les promoteurs du projet sont déjà sensibilisés aux risques de dégradation. De plus, ils perçoivent la forêt comme un centre d'apprentissage des techniques de gestion durable des ressources forestières et donc susceptibles d'intéresser tous les usagers de ces ressources. Ainsi, ils ont un rôle de sensibilisation et de motivation à jouer auprès des autres villageois pour encourager leur participation au projet. C'est ce que nous appelons l'auto-sensibilisation.

Il s'agit donc d'appuyer les membres du comité de gestion dans leur rôle d'information/sensibilisation des villageois, par une **formation en technique d'animation**. Le principe est de solliciter l'avis des villageois. L'animateur n'est pas le sensibilisateur mais le **facilitateur** ou l'"aide", il pose seulement les questions et incite les participants à la réflexion. Cela permet aussi de recueillir la vision paysanne sur certains points. La méthode du métaplan pourra être utilisée pour visualiser les idées.

Plusieurs thèmes de réflexion peuvent être proposés :

⇒ **Pourquoi faire une forêt villageoise, quels sont les objectifs, quels sont les intérêts pour les villageois ?**

⇒ **Qui doit participer à la gestion des forêts, pourquoi et comment ?** (insister sur l'aspect genre)

⇒ Les droits des villageois et de la commune dans la gestion des FV

Ces thèmes pourront être traités en assemblée villageoise en veillant à ce que toutes les catégories sociales soient représentées.

Le grand inconvénient de cette démarche est qu'elle demande une étape supplémentaire de formation des leaders paysans, donc du temps pour les paysans et de l'argent pour le programme. Très peu de paysans sont disposés à consacrer autant de temps pour se former à une activité bénévole pour servir la communauté. Nous avons vu que la tendance est à l'individualisme et il est risqué de vouloir l'ignorer. Pour inciter à la formation, il faudrait que **les activités d'animation par les villageois soit reconnues comme un travail et soient rémunérées en conséquence**. Ceci pose la question de qui pourrait rémunérer ces activités : le village, le partenaire du projet villageois (ONG, Commune, OSI, bureaux d'étude...) ³⁴.

³⁴ Le formateur villageois de komé démarche auprès des bureaux d'étude et ONG locaux pour avoir des missions en tant qu'animateur ou formateur en alphabétisation.

B. Pour faciliter la participation des catégories « marginalisées ».

Nous avons pu déterminer les principaux freins à la participation des différentes catégories. Pour chacun de ces facteurs nous proposons une stratégie d'intervention pour GDRN.

1. Minimiser le coût de la participation des catégories marginalisées

Pour tous les villageois et en particulier les femmes, la participation à des réunions, formations et autres activités a un coût économique par la « perte » de temps occasionnée vis à vis des travaux agricoles ou domestiques et des activités génératrices de revenu.

a) la mise en place de projet d'appoint pour satisfaire les besoins pratiques des femmes

Ce coût est compensable par la mise en place de projets d'appoint. Etant donné la charge de travail importante des femmes qui ne leur donne pas le temps de participer à d'autres activités, leur implication dans les réunions et dans la gestion de la FV dépend des possibilités d'allègement de certains travaux domestiques. Des actions d'appui à l'identification et la réalisation de projets féminins qui permettent l'allègement de leurs travaux doivent donc aller de pair avec une incitation à leur participation. Ex : moulin³⁵ et presse à karité, charrettes

b) Pour un « empowerment » des catégories "dominées" ou comment accompagner le changement

Pour les catégories « dominées », s'ajoute un coût social à la participation. En effet, « *Les programmes d'appui pour la participation des catégories marginalisées entraînent pour les bénéficiaires des « coûts de dérégulation ». Se soustraire à des relations de dépendance ou de domination implique presque toujours un coût social immédiat et des conflits de loyauté. Ce changement exogène risque de provoquer un effet de stigmatisation et peut s'avérer contradictoire avec des stratégies d'émancipation en cours* ». (Bonnal et Chauveau, 1996)

Il est important d'en avoir conscience. La question est donc de savoir si nous pouvons compenser ces coûts. Sûrement pas, mais il s'agit de les minimiser, autrement dit d'appuyer des dynamiques déjà en route où les personnes sont prêtes à assumer le changement.

La mise en évidence de ces dynamiques locales est donc un préalable nécessaire pour déterminer les appuis à apporter et pour qu'ils s'inscrivent dans la durabilité. Le programme peut ainsi appuyer celles qui paraissent aller vers une meilleure gestion des ressources sans forcément les imposer. La démarche qui prône un appui/accompagnement pour une maturation et transformation des conditions locales est évidemment beaucoup plus lente que l'imposition directe de conditions à partir de l'extérieur et les effets sont visibles au bout de plusieurs années.

³⁵ A Zéguesso, il y a un moulin, mais il n'est pas opérationnel car l'homme qui s'en occupe est trop occupé. La formation de certaines femmes pour la gestion du moulin pourrait leur permettre de mieux bénéficier de cette infrastructure et d'alléger leur tâche, tout en augmentant leurs capacités organisationnelles (gestion, responsabilisation, rganisation du travail).

Actuellement, au Mali une dynamique d'émancipation des femmes est en cours. « *Des tréfonds de la société monte une révolution silencieuse dont l'issue ne fait aucun doute. [...] La visibilité institutionnelle est de mieux en mieux assurée avec un nombre croissant de personnalités féminines au niveau de la haute administration d'Etat et avec la montée régulière des femmes élues. [...] Douze femmes se sont installées à la tête des mairies en juin 1999.[...] Le schéma qui est en cours ne se met pas en place d'une manière uniforme[...]mais il est à notre avis irréversible. Le vrai problème est comment l'accompagner et le fortifier.* » (Drabo, 2000).

Cet appui consiste à faciliter l'accès aux formations, et développer les compétences villageoises en matière de gestion des RN. « *Le renforcement des capacités locales est d'autant plus nécessaire que des décennies d'interventions centralisées, dirigistes et souvent technicistes ont souvent conduit à un attentisme des populations vis-à-vis des structures d'encadrement.* » (Rossi et al., 1998)

Afin de donner plus d'assurance aux femmes et autres analphabètes dans la prise de parole, **des formations en communication ou en alphabétisation fonctionnelle** sont nécessaires. De plus, pour être réellement le porte-parole des autres femmes lors des réunions, des concertations préalables entre-elles sont nécessaire afin qu'elles expriment leur point de vue, échange des idées et se mettent d'accord sur leurs objectifs ou intérêts communs. GDRN peut les appuyer dans ce sens en organisant des formations à leur égard.

2. L'animation de groupes de réflexion par genre

Afin que dès la prochaine phase du projet les femmes soient mieux impliquées, au niveau de la démarche de GDRN, une révision des outils et de leur mode d'application pourrait être envisagée. Dans un premier temps, il est indispensable que GDRN veille à ce que les femmes aient pris connaissance des résultats des diagnostics.

Etant donné la réussite de nos restitutions, la méthode, qui consiste en des groupes de réflexion par genre, suivis d'une mise en commun, peut-être dans un premier temps une manière de faire participer en présence et en parole les femmes. Ainsi, la discussion du plan d'aménagement élaboré par les SCN pourrait être faite en parallèle par les hommes et les femmes. La mise en commun permettrait de faire la synthèse des propositions des deux partis. Cette méthode permet aux femmes de s'exprimer plus facilement et demande une participation active des femmes. Cependant elle ne constitue qu'une étape transitoire vers un dialogue direct entre hommes et femmes.

On ne peut pas prétendre vouloir faire participer les villageois à l'aménagement de leur forêt villageoise sans leur apporter un minimum de soutien organisationnel et économique et sans prendre en compte les autres préoccupations de la population car celles-ci ont souvent la priorité dans leurs activités et leur motivation par rapport au projet de FV.

C. La gestion des conflits : point de départ pour une approche participative

« Le conflit est un élément inhérent à toute vie sociale » (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994) et donc à plus forte raison à la gestion d'un espace communautaire tel que la FV. En effet, étant donné la diversité des utilisations possibles des ressources forestières et la multiplicité des acteurs qui interviennent dans l'exploitation ou la gestion de ces espaces boisés aux différents niveaux (local, communal, national), ces différents acteurs ont souvent des intérêts divergents concernant leur gestion mais pas forcément incompatibles. La négociation et la concertation entre eux doivent donc être à la base de toute gestion durable. De plus, une participation représentative des différents acteurs au niveau villageois ne peut se faire dans un climat conflictuel.

Trois types de conflit pour la gestion des FV, selon les acteurs concernés, ont pu être identifiés à partir de nos études de cas :

- ↳ **conflit interne au village** lié à une divergence d'intérêts par les usagers de cet espace ou à une lutte pour le pouvoir (le pouvoir traditionnel contre le pouvoir économique) par les personnes influentes du village pour la main mise sur la gestion de cet espace
- ↳ **conflit intervillageois** sur des questions foncières et le droit d'exploitation des ressources naturelles
- ↳ **conflit avec les autorités locales** sur les règles de gestion et d'exploitation des ressources naturelles (avec le SCN et peut-être plus tard avec les communes).

En nous inspirant des travaux et recherches déjà réalisés en matière de gestion des conflits, nous proposons au programme selon l'objet du conflit (le pouvoir de gestion, l'accès aux ressources, les pratiques d'exploitation) une méthode qui nous paraît la plus pertinente. Ce ne sont que des suggestions et il est possible d'employer une méthode plutôt qu'une autre.

1. Pour les conflits de pouvoir : la théorie de la médiation

↳ Pour les conflits entre deux communautés villageoises sur la gestion d'un espace ou entre des clans familiaux, nous proposons en nous inspirant de Susskind et Cruikshank (1987) in *Castellana et al. 1999*, leur résolution par la négociation permise grâce à un médiateur/ facilitateur³⁶. La théorie de la médiation qu'ils proposent est en partie basée sur la **théorie des jeux**. Chaque parti d'un conflit devrait évaluer ses gains et pertes potentiels pour chaque choix possible (par exemple, aller en justice, continuer la négociation ou accepter un accord proposé). L'accord devrait être rencontré quand on arrive à une proposition qui constitue la meilleure option pour toutes les parties (c'est à dire qui minimise les risques et maximise les gains).

Le travail du médiateur est d'aider les diverses parties à faire cette évaluation ; il doit également faciliter la compréhension par chacun des priorités et limites des autres parties, afin de

³⁶ Ils distinguent pour être précis le facilitateur qui n'intervient que dans les réunions entre les différentes parties pour faciliter la communication et la négociation, du médiateur proprement dit qui aide à élaborer des offres de solution et fait des aller retour entre les parties en essayant de rapprocher les offres dans une logique de marchandage. Cette distinction ne nous semble pas fondamentale par rapport aux méthodes employées, qui sont les identiques.

C. La gestion des conflits : point de départ pour une approche participative

« Le conflit est un élément inhérent à toute vie sociale » (Bierschenk et Olivier de Sardan, 1994) et donc à plus forte raison à la gestion d'un espace communautaire tel que la FV. En effet, étant donné la diversité des utilisations possibles des ressources forestières et la multiplicité des acteurs qui interviennent dans l'exploitation ou la gestion de ces espaces boisés aux différents niveaux (local, communal, national), ces différents acteurs ont souvent des intérêts divergents concernant leur gestion mais pas forcément incompatibles. La négociation et la concertation entre eux doivent donc être à la base de toute gestion durable. De plus, une participation représentative des différents acteurs au niveau villageois ne peut se faire dans un climat conflictuel.

Trois types de conflit pour la gestion des FV, selon les acteurs concernés, ont pu être identifiés à partir de nos études de cas :

- ↳ **conflit interne au village** lié à une divergence d'intérêts par les usagers de cet espace ou à une lutte pour le pouvoir (le pouvoir traditionnel contre le pouvoir économique) par les personnes influentes du village pour la main mise sur la gestion de cet espace
- ↳ **conflit intervillageois** sur des questions foncières et le droit d'exploitation des ressources naturelles
- ↳ **conflit avec les autorités locales** sur les règles de gestion et d'exploitation des ressources naturelles (avec le SCN et peut-être plus tard avec les communes).

En nous inspirant des travaux et recherches déjà réalisés en matière de gestion des conflits, nous proposons au programme selon l'objet du conflit (le pouvoir de gestion, l'accès aux ressources, les pratiques d'exploitation) une méthode qui nous paraît la plus pertinente. Ce ne sont que des suggestions et il est possible d'employer une méthode plutôt qu'une autre.

1. Pour les conflits de pouvoir : la théorie de la médiation



Pour les conflits entre deux communautés villageoises sur la gestion d'un espace ou entre des clans familiaux, nous proposons en nous inspirant de Susskind et Cruikshank (1987) in *Castellanet 1999*, leur résolution par la négociation permise grâce à un médiateur/ facilitateur³⁶. La théorie de la médiation qu'ils proposent est en partie basée sur la **théorie des jeux**. Chaque parti d'un conflit devrait évaluer ses gains et pertes potentiels pour chaque choix possible (par exemple, aller en justice, continuer la négociation ou accepter un accord proposé). L'accord devrait être rencontré quand on arrive à une proposition qui constitue la meilleure option pour toutes les parties (c'est à dire qui minimise les risques et maximise les gains).

Le travail du médiateur est d'aider les diverses parties à faire cette évaluation ; il doit également faciliter la compréhension par chacun des priorités et limites des autres parties, afin de

³⁶ Ils distinguent pour être précis le facilitateur qui n'intervient que dans les réunions entre les différentes parties pour faciliter la communication et la négociation, du médiateur proprement dit qui aide à élaborer des offres de solution et fait des aller retour entre les parties en essayant de rapprocher les offres dans une logique de marchandage. Cette distinction ne nous semble pas fondamentale par rapport aux méthodes employées, qui sont les identiques.

permettre l'élaboration de nouvelles propositions innovatrices qui réduiront les pertes et augmenteront les gains de tous Il doit également faire des efforts spéciaux pour **aider les groupes mal représentés à s'organiser et à nommer des représentants pour la négociation**, et vérifier que ces représentants maintiennent un contact et une discussion étroites avec le reste de leur groupe de sorte qu'ils ne perdent pas leur représentativité au cours de la négociation.

Selon Maser (1996) in *Castellanet 1999*, il y a en fait deux approches de base de la médiation (ou de la facilitation) dans des conflits environnementaux : le premier est centré sur la solution des problèmes, et le second sur la « transformation morale » des disputants. L'approche basée sur la recherche **de solution des problèmes** est basée en grande partie sur la méthode d'« analyse des usagers » décrite précédemment. **L'approche « transformative »** vise par contre à changer les valeurs des participants et leur perception des problèmes, de sorte qu'une solution acceptable pour toutes les parties concernées devienne plus probable. Il est important, dans cette approche, de rechercher à identifier et comprendre les attitudes, valeurs et visions des adversaires Ceci permet selon lui de passer d'une attitude de « conflit destructif » à une de « négociation constructive ».

2. Pour des conflits entre usagers : L'analyse multi- usagers participative

L'analyse multi- usagers peut être considérée dans ce cas comme un outil particulier dans l'approche de la résolution de conflit.

L'utilisation des **méthodes de diagnostic participatifs** est particulièrement adéquate pour identifier les connaissances, les points de vues et les préoccupations des villageois concernant les ressources exploitées, faciliter la communication et la compréhension entre les divers usagers, et aide à créer plus rapidement une image commune des problèmes à résoudre ; elle facilite ainsi la résolution de conflit et la recherche de solutions imaginatives entre les différents intéressés pour résoudre certains conflits internes ou avec les autorités locales.

Les diagnostics élaborés par le groupe de travail FV pourraient servir de base à la négociation et la concertation entre les différents acteurs. Cependant, même s'ils se disent participatifs, en réalité, leur réalisation ne met en présence que certains villageois. Les solutions qui sont alors proposées dans ces diagnostics ne relèvent pas d'une négociation mais de l'avis d'un groupe d'acteurs. Pour avoir réellement l'effet escompté, ces diagnostics devraient être rediscutés avec les autres parti et dans l'avenir élaboré en présence de tous. D'où l'intérêt d'une participation représentative lors de cette étape, pour l'élaboration d'un projet durable.

3. Pour les conflits de « savoir » : L'« approche de la plate-forme »

Une particulière attention doit être donnée à la confrontation entre les connaissances des villageois et leurs vues sur les écosystèmes à gérer, et les points de vue technico-scientifiques. D'abord, « une image plus riche » est susceptible d'émerger en raison de ce dialogue, et deuxièmement, on peut espérer que les divers usagers peuvent également établir progressivement une perspective commune sur les ressources naturelles en jeu. Le fait d'arriver, grâce à cet effort de meilleure communication, à un accord au sujet des faits observés et des mécanismes concernés (par exemple, ce qui arrive au cycle de l'eau en cas de déboisement ?) facilite la négociation ultérieure.

Cette approche, qu'on peut caractériser comme « **constructivisme cognitif** », est basée sur la théorie de Habermas in Castellanet, 1999, de « l'action communicative ». Il affirme que le changement social (par la construction du consensus) peut résulter de la communication rationnelle entre les divers acteurs qui acceptent de parvenir à une compréhension réciproque « non-contrainte ». Les conditions de la « communication rationnelle » peuvent être formulées ainsi : *« toutes les affirmations peuvent être remises en question par l'un quelconque des participants, et les désaccords doivent être résolus par la discussion et l'évaluation conjointe »* et *« la base utilisée pour évaluer des affirmations est la connaissance stockée, l'expérience personnelle, et la réalité partagée accessible aux participants du discours »* (Webler, 1995 in Castellanet, 1999).

Cependant, derrière cette abondante et séduisante littérature, relativement peu d'applications concrètes ont été tentées jusqu'ici dans le domaine environnemental, et la plupart d'entre elles l'ont été dans les pays développés où elles semblent avoir obtenu de bons résultats dans plusieurs cas de conflits environnementaux. On manque cependant, de manière générale de recul et d'analyses critiques par rapport à ces expériences « d'approches de plate-forme ». Il semble donc qu'il serait intéressant de les essayer dans d'autres conflits de gestion de ressources naturelles, et en particulier ceux qui se produisent dans les pays en voie de développement.

IV. Pour une stratégie d'accompagnement adaptée aux différents projets

Nous avons vu que la participation élargie des villageois peut être une des conditions de réussite du projet parce qu'elle peut résoudre certains problèmes (faible mobilisation, conflit, contrôle inefficace, non-respect des règles) qui nuisent à la durabilité de la gestion de la FV. Cependant, ce n'est pas la seule condition et parfois d'autres critères peuvent être déterminants pour une gestion durable des FV. Ainsi, à partir de nos études de cas, nous avons tenté de recenser, au niveau villageois, les autres critères de durabilité d'un projet FV à travers l'analyse de son contexte de création et de mise en œuvre. Afin de rendre plus opérationnelle notre étude, nous avons voulu restituer ces observations à travers des grilles de lecture des contextes villageois. Ainsi, les intervenants auront des outils pour identifier rapidement le contexte du projet et adapter leur approche en fonction des situations.

Les villages étudiés représentent des situations très contrastées du point de vue du contexte agro-socio-économique et des résultats obtenus concernant la participation, ce qui couvre une large gamme des situations qu'il est possible de rencontrer dans la zone d'intervention du programme GDRN. Toutefois, cette étude n'est pas exhaustive et il se peut que certaines situations particulières ne s'y retrouvent pas.

A. Caractériser le contexte de création d'une FV

Pour la création d'une forêt villageoise, les raisons évoqués par les villageois peuvent être multiples. Elle intervient comme solution à un ou plusieurs problèmes propres au village.

Il nous semble important que ces différents points soient explicités dès le début de la démarche car chacun d'eux peut influencer ou expliquer plus ou moins fortement l'attitude des villageois vis à vis du projet (objectifs de création, motivation, implication, respect des règles, compréhension des termes de collaboration avec GDRN, choix du site). Il s'agit d'hypothèses de cause à effet qu'il faudra vérifier si besoin est sur le terrain.

Seulement quatre cas ont été étudiés, ce qui bien sûr est insuffisant pour une généralisation. La grille ci-dessous (Tableau 12) représente seulement une ébauche. Les critères présentés ne sont donc pas exhaustifs et peut-être qu'il en existe d'autres.

D'une manière générale, la création d'une forêt villageoise répond à un **problème de dégradation des ressources naturelles**. Son objectif est de satisfaire les besoins des villageois en ressources naturelles. Toutefois ce problème peut être plus ou moins grave selon les zones ce qui peut expliquer l'intérêt plus ou moins grand porté sur le projet par les villageois.

De plus, pour le village la création d'une forêt villageoise représente une **opportunité de bénéficier d'une aide extérieure** et de favoriser le développement du village. Afin d'éviter des attitudes trop intéressées financièrement et des déceptions par rapport à l'aide apportée, il est important de **bien expliquer dès le début** aux responsables villageois le principe et la démarche d'appui de GDRN en matière d'aménagement des forêts villageoises. Pour cela, peut-être une

charte ou un cahier des charges pourrait être élaborée par le groupe de réflexion afin que les termes de collaboration soient clairement définis entre les deux partis.

Très souvent, la forêt villageoise est créée en réponse à une pression foncière des villages voisins afin de **constituer une réserve foncière** pour le village, elle se situe alors sur la frontière des deux terroirs. La création de cette forêt peut alors être la **source ou la continuité d'un conflit** entre les deux villages qui revendique chacun cet espace (cas de Oumaroubougou et Guéguesso, Kignan et N'Gana).

Dans la zone d'intervention de GDRN, les relations entre l'homme et la nature sont encore fortement dictées par la religion animiste. C'est pourquoi dans beaucoup de villages la forêt villageoise comprend en son sein **un bois sacré**, dans l'objectif de faire bénéficier la forêt villageoise de la protection accordée par les villageois au bois sacré. De plus, aucune décision concernant la forêt ne peut se prendre sans l'accord des chefs coutumiers car en quelque sorte la forêt leur « appartient »³⁷. La présence d'un bois sacré n'est **pas forcément un obstacle** à la gestion de la forêt s'il n'en constitue pas la totalité. Toutefois, cela peut être **une source de confusion** pour les villageois. En effet, le bois sacré n'a pas une vocation d'exploitation mais seulement de protection des ressources naturelles. L'objectif d'exploitation et de production de la forêt villageoise peut ne pas être perçue par la population.

De plus, si plusieurs religions sont présentes au village, il faudra s'assurer que la présence du bois sacré dans la forêt est acceptée par tous.

Ainsi, il semble préférable de vérifier avant d'entamer le processus que le site choisi ne fasse pas l'objet de litige foncier, ni religieux qui pourrait bloquer l'avancement du projet.

Il est important aussi de savoir quelle est **l'importance de l'influence des services de la conservation de la nature dans la création** des ces projets pour se rendre compte de la réelle part d'initiative villageoise. Cette influence, si elle est trop pesante, peut aussi apporter des biais dans la vision du projet par les paysans. Ainsi, on constate encore souvent une **confusion** entre forêt classée et forêt villageoise. A Kafono, ils appellent leur forêt « l'endroit des eaux et forêts » ce qui dénote une incompréhension quant au concept même de forêt villageoise qui doit être un endroit choisi par et pour les villageois.

Dans ce contexte, la population qui pense servir les intérêts des eaux et forêts et non les siens, peut **ne pas se sentir concernée** par le projet et ainsi ne pas s'impliquer et laisser la gestion de cette forêt au seul comité de gestion. Un **éclaircissement** de la part du comité ou des animateurs de GDRN sur les objectifs et la démarche du projet est alors nécessaire à apporter auprès des villageois.

Ces différents critères déterminants le contexte de création de la forêt villageoise sont répertoriés dans le tableau 12. Quatre de ces critères peuvent être spécifiés à partir des résultats des diagnostics socio-économique (DSE) et technique (DT) (Cf. Annexe 6 et 7). Il est donc important que ces documents ne restent pas seulement au niveau du village mais que le groupe de travail ait connaissance de ces données afin de prendre les mesures nécessaires pour anticiper et pallier aux éventuels blocages.

³⁷ D'après le droit coutumier, ils ont une maîtrise exclusive de ces espaces (droit d'accès, d'extraction, de gestion et d'exclusion) selon la théorie des maîtrises foncières (Le Roy et al., 1996).

- ☞ *Le niveau de dégradation des RN* peut être estimé par :
 - ☞ l'historique de l'Etat de la forêt (tableau 3 du DSE)
 - ☞ la capacité actuelle de la forêt à satisfaire les besoins (cadre 6 du DSE)
 - ☞ la zone agro-écologique à laquelle le village appartient
 - ☞ les espèces disparues, espèces rares, taux de recouvrement de la végétation (DT).
- ☞ *L'origine de l'initiative* est mentionné dans le cadre 1 du DSE « Source de l'idée ».
- ☞ *La présence de bois sacré* se dénote dans les cadre 3 et 4 du DSE « Signification du nom », « origine du nom » ainsi qu'à travers une discussion avec le comité.
- ☞ *La pression foncière extérieure* peut s'évaluer par :
 - ☞ la motivation pour le choix de cette forêt (cadre 5 du DSE)
 - ☞ l'emplacement de la forêt (à la frontière de 2 terroirs).

Tableau 14 : Grille de lecture du contexte de mise en place d'une forêt villageoise

<i>Critères déterminants le contexte de mise en place de la FV</i>	<i>Au niveau du village, Influence possible sur</i>
Niveau de dégradation des RN du terroir Niveau de prise de conscience de la nécessité de gérer durablement les RN du terroir	Objectifs de création de la FV (satisfaction des besoins en RN du village...) Motivation/Implication Respect des règles
Origine de l'initiative de création de la FV (E et F, chef village, notables villageois, commune...)	Motivation/Implication Respect des règles, Compréhension de la méthode d'accompagnement
Pression foncière des villages voisins sur le terroir	Choix du site Objectif de création de la FV (réserve foncière)

B. Evaluer les conditions de mise en œuvre du projet

Concernant la mise en œuvre du projet de FV qui correspond aussi à la mise en place du plan de gestion (prochaine étape de la démarche). En fonction des situations observées, nous avons retenu trois principaux critères déterminants qui devraient être vérifiés avant de passer à l'élaboration du plan d'aménagement et de gestion, ainsi que pendant la mise en œuvre de ces plans, car ils conditionnent la bonne marche du projet et la participation des différentes catégories à sa réalisation (voir tableau ci-dessus).

Le niveau d'alphabétisation en bambara du comité de relais est essentiel. En effet, ce sont eux qui sont envoyés pour suivre des formations en bambara où ils doivent prendre des notes pour ne pas oublier des informations. Ils doivent ensuite restituer les explications qu'ils ont reçues pendant la formation aux autres villageois afin qu'ils remplissent ensemble des papiers (diagnostics, auto-évaluation, programmation). Un faible niveau d'alphabétisation entraîne une incompréhension lors des formations et par conséquent des diagnostics incomplets, comme c'était le cas à Zéguesso. Dans ces conditions, leur fonction de relais entre le programme et les villageois ne peut être efficace.

Le niveau d'alphabétisation de l'ensemble de la population et notamment des femmes est aussi à prendre en compte car comme nous l'avons vu, il peut conditionner la participation des villageois.

Nous ne reviendrons pas sur l'importance de la **cohésion sociale** pour la durabilité du projet que nous avons expliqué dans le chapitre V précédent.

Enfin **le lien entre le service étatique chargé de la gestion des espaces boisés (le SCN) et la communauté villageoise** influence directement sur la mise en œuvre du plan d'aménagement et sur le suivi des projets. Précédemment, nous avons analysé les rapports difficiles (méfiance) voire conflictuels qui pouvaient exister entre eux. Or le programme compte sur les agents du SCN pour suivre et appuyer les villageois dans l'élaboration et la mise en œuvre de leur plan. L'établissement d'une **relation de confiance** s'avère un critère d'efficacité pour ces projets. Le changement imposé par la restructuration du gouvernement dans son mode d'intervention joue en la faveur de l'agent qui ne se place plus seulement en tant que contrôleur mais conseiller. Les jeunes, membres du comité de gestion de N'Gana nous ont même avoué que le projet FV leur avait « *permis une amitié avec le technicien des Eaux et forêts sur le plan technique* ». Toutefois la double casquette de l'agent SCN, le met souvent en porte à faux entre ses deux missions : faire respecter les lois et aider les villageois.

Tableau 15 : Grille de lecture du contexte de mise en œuvre du projet FV

<i>Conditions de réalisation</i>	<i>Influence sur</i>	<i>Critères d'appréciation</i>
Bon niveau d'alphabétisation du village	<ul style="list-style-type: none"> • Compréhension des outils • Expression des différentes catégories 	1.Outils bien remplis 2.Toutes les catégories donnent leur avis lors des réunions
Cohésion sociale	<ul style="list-style-type: none"> • Respect des règles par les villageois • Diffusion de l'information • Mobilisation • Participation de toutes les catégories 	3.Pas de fraude dans le site 4.Tout le monde est informé 5.Toutes les activités programmées sont réalisées dans les temps 6.Toutes les catégories sont représentées lors des réunions
Relation de confiance entre le village et le SCN	<ul style="list-style-type: none"> • Mise en œuvre du PAGS • Suivi du projet 	7.Nbre d'appui sollicité par les villageois 8.Fréquence/trim du passage d'un agent

Pour apprécier ces conditions de mise en œuvre du projet, nous proposons quelques critères, facilement mesurables :

- ↳ par la présence d'un observateur lors du remplissage des outils ou par les résultats du rapport du consultant pour les critères 1,2 et 6
- ↳ par des fiches de suivi rempli par l'agent SCN chargé du suivi (spécifié sur la fiche si le passage est programmé ou sollicité³⁸) (critères 3, 7 et 8)
- ↳ par les outils AEP³⁹ (critère 5)

³⁸ Suite à nos propositions, le groupe de travail qui était en train d'élaborer ces fiches, a inclus cet aspect.

³⁹ outils d'Auto-évaluation et Programmation élaborés en langue Bambara par EDP et une équipe de villageois, et destinés aux villageois pour faire le bilan de leurs activités de l'année passée et la programmation pour l'année à venir.

Pour un suivi efficace de l'évolution des projets villageois, l'équipe GDRN doit être en concertation constante avec les comités de gestion ainsi que les agents des services de la conservation de la nature qui sont les partenaires de GDRN dans la mise en œuvre de l'appui aux projets de forêts villageoises. En fonction des problèmes rencontrés, des solutions adaptées pourraient être envisagées avec les villageois, GDRN jouant son rôle d'appui-conseil auprès des organisations paysannes.

Pour les projets à venir, un facilitateur (agent SCN ou EDP) pourrait être présent lors du remplissage des diagnostics afin de s'assurer de la bonne compréhension de ces outils. Cette personne ne devra pas influencer les réponses des villageois mais seulement réexpliquer les parties incomprises. Il pourrait lui-même évaluer la participation des villageois et la compréhension des outils à l'aide de fiches préalablement élaborées par le groupe de travail. La mission d'évaluation des outils par le consultant (coûteuse pour le programme) pourrait alors être supprimée du fait de la présence de ce facilitateur. Toutefois, cela suppose une programmation et une coordination entre cette personne et les communautés villageoises.

C. Perspectives d'évolution des projets dans les villages d'étude

En fonction des conclusions dégagées par village étudié (Cf. Annexe 13), nous pouvons émettre à l'intention de GDRN des propositions spécifiques à chaque village pour la continuation du projet.

A **Komé**, avant même de continuer avec l'étape suivante, il paraît important de clarifier la situation et de s'assurer d'un minimum de cohésion pour que le petit groupe gravitant autour du comité de relais ne s'accapare pas la gestion de la FV. GDRN ne doit donc pas retirer son appui mais aider les villageois dans leur processus de réconciliation ainsi que les membres du comité dans la sensibilisation des autres villageois par un accompagnement et un suivi sur le terrain.

Pour **faciliter la réconciliation**, il pourrait être nécessaire de faire appel à un **spécialiste de la gestion des conflits et de la médiation** (forgeron, consultant ou personnes ressources du programme, autorités locales).

A **Zéguesso**, le **plan d'aménagement** pourrait être effectué à condition que les villageois bénéficient d'un **appui de la part d'un agent de terrain (EDP ou SCN) pour finaliser les diagnostics** qui restent encore très incomplets. En effet, ce village semble prêt à franchir cette étape : leur site est bien défini, les règles sont claires et bien respectées, le contrôle est assuré, les villageois sont sensibilisés et se mobilisent facilement pour la FV, leurs objectifs et leurs attentes sont définis. Le seul frein est que la forêt n'apparaît pas encore très touffus et que son potentiel forestier est encore faible pour envisager une exploitation prochaine. De plus, afin que les plans soient bien compris et compte tenu du faible niveau d'alphabétisation de ce village, nous recommandons à GDRN d'appuyer les villageois pour suivre des **formations en alphabétisation fonctionnelle** (en relation avec la gestion des ressources naturelles).

A **Kafono**, le **plan d'aménagement** peut être élaboré par le service de conservation de la nature puisque la forêt est bien touffus et bien protégée. Afin de s'assurer de la motivation de toute la population pour la réalisation du projet, quelques **réunions de sensibilisation** pour tous les

villageois pourraient être organisées par les membres du comité avec l'appui d'un agent d'EDP afin de leur expliquer l'objectif, les intérêts et les bénéficiaires de la forêt.

A N'Gana, un autre cas de gestion des conflits se pose avec les habitants de Kignan, qu'il faudrait résoudre avant d'entamer la suite du processus. De plus, lors de notre passage un autre problème qui préoccupe actuellement le village nous a été soumis. Il s'agit de la **commercialisation de leur plantation de tek**. La résolution de ces problèmes ne doit pas être négligée car elle peut conditionner la motivation des villageois pour poursuivre efficacement le processus d'aménagement de leur forêt villageoise.

Parmi les quatre villages que nous avons étudiés, sur la base des résultats des diagnostics (DES et DT) effectués cette année, le consultant a retenu Komé et Kafono pour continuer avec le plan d'aménagement simplifié. D'après l'analyse de nos études de cas, il nous paraît hasardeux de se baser uniquement sur les résultats des diagnostics pour déterminer la suite des opérations. En effet, nous venons de démontrer que d'autres critères sont à prendre en compte (cohésion sociale, motivation, conflit intervillageois...) avant de définir la prochaine étape. Ainsi, il nous paraît important de pouvoir adapter la démarche d'appui au projet FV en fonction des contextes villageois rencontrés. Les grilles de lecture de ces contextes devraient permettre aux intervenants de se situer rapidement et d'adapter leur approche en fonction des situations.

D. La décentralisation ou la gestion villageoise menacée.

Pour le moment, dans les quatre villages étudiés, **les responsables communaux ne sont pas informés officiellement de l'existence de ces forêts**, excepté les élus locaux présents dans ces villages. A Komé, les responsables villageois comptent entreprendre des démarches dans ce sens. A Zégouesso, les responsables communaux ont été informés dans le cadre de la convention locale Oussigignon. A N'Gana, d'après nos entretiens avec le troisième conseiller communal qui vit à N'Gana, le maire de Kignan ne serait pas officiellement informé. A Kafono, le maire de Kadiolo n'est pas encore informé. Cependant, il ne faut pas oublier que ces maires viennent juste d'être élus (en août 1999), ce qui explique qu'ils ne sont pas encore au fait de tout ce qui se passe dans leur commune. Il reste à voir s'il le seront rapidement ou non.

Concernant les forêts villageoises, la Commune peut déléguer la gestion au village qui se place comme un partenaire de la commune. Celui-ci pourra faire part à la Commune de ses besoins en appui technique et la commune mandatera un agent forestier ou un bureau d'étude.

Par conséquent, la gestion des forêts villageoises actuellement assurée par les villageois pourrait rester entre leurs mains à condition qu'ils associent la Commune dans leur démarche (information sur la forêt, accord du conseil communal pour le plan d'aménagement simplifié) et que celle-ci accepte de leur déléguer la gestion. Toutefois, la commune dispose du pouvoir administratif et les villageois n'ont pas pour l'instant de garantie sur la gestion de leur forêt.

L'immatriculation⁴⁰ de la forêt villageoise auprès des services domaniaux de l'Etat (commandant de cercle, haut commissariat...) pourrait leur apporter cette sécurité foncière. Mais, en fait, elle se fera au nom de la commune et il reste à déterminer qui doit faire cette demande : le village ou la commune ? Cette question mérite d'être élucidée rapidement étant donné que la plupart des forêts villageoises ne sont pas encore immatriculées. Cela fait partie des préoccupations prioritaires des villageois qui ont été soumises à GDRN.

Les villages ne sont pas reconnus comme entité administrative et personnalité morale, de plus ils ne sont pas d'un point de vue législatif propriétaire des forêts. En fait, ces FV devraient à terme devenir des forêts communales. Par conséquent, la négociation de la gestion de ces forêts par les villages auprès des communes constituera une étape cruciale et décisive dans le sort de ces forêts. Le risque pour les villages créateurs de FV qui se sont investis dans ce projet est que la Commune ne donne pas l'exclusivité de la gestion et l'exploitation de cet espace à ce village mais l'étende à d'autres. Cette situation peut provoquer des conflits entre le village et la Commune ou entre les villages, de plus la gestion de ces forêts peut en pâtir du fait du désintéressement de la part des villageois qui se sentiront « dépossédés ».

Les forêts villageoises peuvent être créées sur l'initiative des villages et maintenant des communes. GDRN appuiera les deux démarches. La détermination des futurs gestionnaires de ces FV est une étape cruciale pour les villages, les communes mais aussi pour le programme GDRN et la continuité de sa stratégie.

Présentement, GDRN souhaite :

- ☞ « armer » les villageois afin qu'ils puissent négocier avec les élus locaux la gestion de leur forêt en leur montrant qu'ils ont acquis des compétences.
- ☞ Prendre contact avec les communes en tant que nouveaux partenaires pour leur présenter leurs actions
- ☞ Clarifier la législation sur la procédure d'immatriculation avec la mission de décentralisation
- ☞ Former les élus communaux en matière de gestion des ressources naturelles.

⁴⁰ Consiste à enregistrer cet espace administrativement au nom d'une personne morale. Cela suppose que la forêt est fait l'objet d'une délimitation par les services forestiers. La démarche est longue et complexe.

CONCLUSION

La nécessité de la participation de tous les acteurs pour une gestion durable de la forêt villageoise est posée comme acquise pour le programme. Cette conviction répond à une volonté de prendre en compte les aspects genre dans leurs actions et rejoint leur perception de la durabilité sociale en tant qu'équité. Toutefois, leur but n'est pas non plus de forcer les individus à participer mais de leur donner la possibilité et les moyens de le faire à travers l'accès à des formations, la mise en place de projet d'appoint (moulin), la sensibilisation par la pièce de théâtre.

Pour nous, la participation à l'élaboration d'un projet communautaire tel que la gestion d'une forêt villageoise, élargie aux différents groupes d'acteurs bénéficiaires correspond à une innovation sociale dans les sociétés locales de la région de Sikasso. Les problèmes rencontrés pour l'acceptation des innovations techniques par les populations locales sont les mêmes pour les innovations sociales. Pour être acceptée cette innovation doit tenir compte du système décisionnel existant et de l'organisation sociale. Il ne s'agit donc pas d'imposer un nouveau modèle d'organisation mais de voir en quoi cette innovation peut répondre aux problèmes que les communautés villageoises rencontrent pour la mise en place d'un projet durable. En l'occurrence, la participation élargie permet de créer un espace de négociation entre les acteurs, d'améliorer l'efficacité de la gestion (contrôle, travaux) par une plus grande mobilisation et responsabilisation des villageois.

Le point de départ de la démarche d'accompagnement consiste à évaluer le contexte de l'intervention, grâce à des grilles de lecture simples, afin de voir quelles sont les dynamiques sociales existantes, en quoi elles peuvent être compatibles avec cette innovation, et cibler les appuis à apporter. Les propositions faites visent à faciliter et accompagner ces dynamiques, sur la base de l'adhésion des communautés villageoises à s'engager dans un processus de changement. Un projet collectif pour être durable suppose la concertation entre les acteurs au moment de sa mise en place. Pour les femmes, peu habituées à cet exercice, des appuis (formation, projet d'appoint, animation de groupe de concertation) sont nécessaires pour qu'elles puissent jouer pleinement leur rôle. Les objectifs de l'action doivent être clairement définis afin que chacun puisse se positionner par rapport au projet selon son intérêt propre. Les conflits inévitables pour un projet communautaire, doivent être pris en considération et gérés avant qu'ils n'enveniment trop la situation.

Dans le cadre de la décentralisation, la participation aux projets villageois peut aussi être un tremplin pour accéder à d'autres responsabilités tel que le conseil communal. Cette nouvelle donnée peut constituer un enjeu supplémentaire pour la participation des acteurs.

Cependant, la condition de la participation élargie n'est pas suffisante pour une gestion durable de la forêt villageoise. En fait, la sécurisation foncière de ces espaces au niveau des villages est aussi une question à prendre en compte. Si la principale motivation des conseillers villageois pour créer une forêt villageoise était de s'approprier « officiellement » un espace, la principale peur des gestionnaires villageois, avec la décentralisation, est d'être dépossédés par les communes.

Bibliographie

- ABIVEN TERRAUX M.A., 1997, *Les pratiques de la participation dans les projets environnementaux à Madagascar*, ENGREF/CIRAD-Forêt/FOFIFA, 166p.
- BAGNOUD Nicolas, 1995, *Recherche Développement et Recherche Participative Approches et processus : un guide de réflexion et d'action*, Appui à la recherche forestière de Sikasso (ARFS), Mali, 33p.
- BAZILE Didier, 1997, *La filière bois-énergie au Mali : analyse bibliographique critique*, ORSTOM/CORAF/UE, 73p.
- BERNET Cédric, 2000, *Contribution méthodologique pour l'identification des besoins en formation des populations rurales : le cas des jeunes agriculteurs, expérimentation à destination des coordinateurs de formation*, thèse de Master DAT, CNEARC.
- BERTHE Abou, BLOKLAND Aad, BOUARE Seydou, DIALLO Bréhima, DIARRA Modibo, GEERLING Christian, MARIKO Fousseyni, N'DJIM Hamady, SANOGO Bakary, 1991, *Profil d'environnement Mali-Sud : Etat des ressources naturelles et potentialités de développement*, IER/IRT, 79p.
- BIERSCHEK Thomas, OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1994, « *ECRIS : Enquête Collective Rapide d'Identification des conflits et des groupes Stratégiques* » in Bulletin n°7 APAD.
- BODIAN Mamadou, 1999, *Règles, usages et négociations entre les acteurs : les nouveaux modes de gestion de la forêt communautaire de Kumbeng*, mémoire CNEARC/ESAT-GGFP, 115p.
- BONNAL Jean, 1996, *Les acteurs et leurs stratégies vis-à-vis des ressources naturelles : Réflexion méthodologique*, extrait de le bulletin Réforme agraire et coopérative agricoles, FAO (fao.org, SD Dimensions), 8p.
- BONNAL Jean et CHAUVEAU Jean-Pierre, 1996, *La participation des populations défavorisées dans les projets de développement rural : approche du problème*, extrait de « Appropriation d'innovations et exclusion de groupes vulnérables dans les projets participatifs de développement rural FAO » 4p.
- CASTELLANET, 1999, « *Les plates-formes de négociation entre usagers des ressources naturelles : expérimentation avec des municipalités du front pionnier amazonien* », GRET, document de travail n°1, 32p.
- CHAMPAGNE Suzanne, 1991, *La participation des femmes au développement et les rapports de genre*, in Les femmes et le développement stratégies, moyens, impacts : Des coopérantes témoignent de leur expérience avec des femmes au Sahel, Québec : Editions Centre Sahel Université de Laval, pp.297-337.
- CHAMPAGNE Suzanne, 1991, *L'évolution des approches théoriques et leur*

application sur le terrain, in Les femmes et le développement stratégies, moyens, impacts : Des coopérantes témoignent de leur expérience avec des femmes au Sahel, Québec : Editions Centre Sahel Université de Laval, pp.5-19.

- CHAUVEAU Jean-Pierre, 1996, *Enquête sur la récurrence du thème de la participation paysanne dans le discours et les pratiques de développement rural depuis la colonisation (Afrique de l'Ouest)*, in Bulletin du SUD, 15p.
- CORDONNIER Alain, 1988, *Les forêts villageoises*, Projet Forestier Suisse, Sikasso.
- COULIBALY Ngolo et JOLDERSMA Rita, 1991, *Réglementation de l'utilisation des Ressources Naturelles : cas des 6 villages de la Zone Siwaa de Koutiala*, Rapport de Recherche, DRSPR, 36p..
- CTFT, BDPA-SCET-AGRI, 1991, *Projet inventaire des ressources ligneuses au Mali*, Phase B, Synthèse régionale.
- DARDE Christiane, 1995, *Les initiatives individuelles et collectives des femmes rurales, approche socio-économique des activités des femmes ddu département de Bignona (Sénégal)*, Thèse de doctorat ENSAM.
- DCC, 1999, *Mission d'accompagnement*.
- DEME Oumou, 1995, *Structures locales et expériences dans l'application de l'approche participative*.
- DIARRA Souleymane, KELLY Bokary, 1999, *Manuel de diagnostic socio-économique et technique pour une gestion durable des forêts villageoises*, groupe de travail forêt villageois, 12p.
- DRABO G., 2000, *Femmes :le bon choix et la juste cadence* in ESSOR du 3 mars 2000, 2p.
- ECHAUDEMAISON, C.-D., 1993, *Dictionnaire d'économie et de sciences sociales*, Editions Nathan, 447p.
- ENGREF-FRT, 1999, *Gestion locale et décentralisée des ressources forestières pour l'approvisionnement en bois, cas de deux villages du bassin d'approvisionnement de Bamako :Banko et Kassaro*, MMEH/MDRE/PED, 130p.
- FASSIN Didier, *Analyser : variables et questions*, in Sociétés, développement et santé, Didier FASSIN et Yannick JAFFRE (coord.), Paris : Editions Ellipses, pp.107-125.
- FASSIN Didier, *Décrire : entretien et observation*, in Sociétés, développement et santé, Didier FASSIN et Yannick JAFFRE (coord.), Paris : Editions Ellipses, pp.87-106.
- FASSIN Didier, *Démarche de la recherche*, in Sociétés, développement et santé, Didier FASSIN et Yannick JAFFRE (coord.), Paris : Editions Ellipses, pp.68-86.

- FELLAY François, 1999, *Mise en place d'un marché rural de bois à M'Péresso*, document préparatoire de stage.
- FAO, 1993, *Développement durable des terres arides et lutte contre la désertification*, Position de la FAO, Rome, www.fao.org.
- GILLET Thierry, MERCOIRET Jacques, 1994, *La gestion des ressources naturelles*, in L'appui aux producteurs ruraux : guide à l'usage des agents du développement et des responsables de groupements, MERCOIRET M.R. (coord.), Paris : Karthala, Ministère de la coopération et du développement, pp.289-321.
- GRASE, 1999, *Enquêtes sur les espèces forestières disparues et en voie de disparition dans les cercles d'intervention de GDRN*.
- GUERRIEN, 1996, *Dictionnaire d'analyse économique*, collection Dictionnaire « Repères », Editions La Découverte, 540p.
- HELVETAS (Programme d'appui à la Décentralisation, PAD) et Mission de Décentralisation et des Réformes Institutionnelles, 1998, *La décentralisation au Mali : 50 Questions Réponses*, 70p..
- HILHORST Thea et COULIBALY Amadi, 1998, *Une convention locale pour la gestion participative de la brousse au Mali*, IIED Dossier n°78.
- *Intercoopération et l'approche du « genre » (gender) dans le développement*, charte d'Intercoopération, Suisse, 1992, 10p., Document interne.
- INTERCOOPERATION, 1998, Programme GDRN Gestion Durable des Ressources Naturelles dans la région de Sikasso Plan directeur-phase 1999-2000, document interne.
- KEBE Demba, et SIDIBE/KEBE Marie-Cécile, 1998, *Etude diagnostic de la crise des Associations Villageoises en Zone CMDT*, Rapport de Recherche ESPGRN.
- KEBE Marie-Cécile SIDIBE, 1997, *Diversité socio-culturelle des villages de recherche de l'ESPGRN/Sikasso : Village de Kafono*, ESPGRN-IER Mali.
- KESSLER Angelika, 1998, *Le pouvoir au Savoir : Décentralisation de la gestion des ressources naturelles...*, mémoire ESAT1/CNEARC.
- Le ROY Etienne, KARSENTY Alain, BERTRAND Alain, 1996, *La sécurisation foncière en Afrique : pour une gestion viable des ressources renouvelables*, Paris : Editions Karthala, 388p.
- LONG Norman, 1994, *Du paradigme perdu au paradigme... retrouvé ? Pour une sociologie du développement orienté vers les acteurs*, in Bulletin de l'APAD, n°7, pp.11-34.

- LY Abdoul Bayal, 1997, *La participation des populations villageoises dans les projets de développement : A quel prix ? Exemple de l'Association pour le développement de Ourosogui dans la moyenne vallée du Sénégal*, mémoire DHEPS, Université de Rennes 2.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *La politique du terrain : sur la production des données en anthropologie*, in Enquête, Paris : Editions Parenthèses / EHESS, n°1 : les Terrains de l'enquête, pp.71-112.
- OLIVIER DE SARDAN Jean-Pierre, 1995, *Anthropologie et développement : Essai en socio-anthropologie du changement social*, APAD/Karthala, Editions Karthala, collection « hommes et sociétés ».
- OSTERHAUS Juliane, SALZER Walter (GTZ), 1996, *L'approche genre dans le cycle du projet : indications pour la gestion des projets*, 56 p + Annexes
- OUATARRA Souleymane, 1992, *Les obstacles socio-économiques et culturels du développement du monde rural- cas de la région de Sikasso/Mali*, PA-DREF, 46p.+Annexes.
- PELTIER Régis, 1998, *Méthodes simplifiées d'aménagement des forêts villageoises (Mali), Projet Energie Domestique*, Rapport de mission, CIRAD-Forêt, Montpellier, 34p.
- ROSSI Georges LAVIGNE DELVILLE Philippe, NARBEBURU Didier, 1998, *Sociétés rurales et environnement : gestion des ressources et dynamiques locales au sud*, Editions Karthala GRET et Regards, Collection Economie et Développement.
- RUAULT Claire, 1996, *L'invention collective de l'action : initiatives de groupes d'agriculteurs et développement local*, collection alternatives rurales, L'Harmattan, 256p.
- SCHNEIDER Pascal, 1996, *Sauvegarde et aménagement de la forêt classée de Farako (région de Sikasso, Mali-sud) avec la participation et au profit des populations riveraines*, Thèse EPFZ n°11867 Zurich, 320p.
- SIDIBE Drissa, 1998, *Rapport de suivi et évaluation de l'application des outils de diagnostics socio-économique et technique des forêts villageoises*, Intercoopération/GDRN.
- SIMARD Paule, 1993, *Espaces d'autonomie des femmes Bambara du Manghadié (Mali)*, Québec : Centre Sahel Université de Laval, Série mémoires et thèses n°7, 198p.
- WARSHALL Peter, 1989, *Evaluation de la diversité biologique du Mali*, PhD Université d'Arizona, ADI.
- WEBER Jacques, 1996, *Conservation, développement et coordination : Peut-on gérer biologiquement le social ?*, in Colloque Panafricain Gestion communautaire des ressources naturelles renouvelables et développement durable, Harare, juin 1996, pp.1-17.

Table des illustrations

• Encadrés

<u>Encadré 1</u> : Place et rôle du coton et de la CMDT dans l'évolution du contexte régional.....	5
<u>Encadré 2</u> : Qu'est-ce que la dégradation des ressources naturelles ?.....	9
<u>Encadré 3</u> : Qu'est-ce qu'une forêt villageoise ?.....	17
<u>Encadré 4</u> : Les marchés ruraux de bois : une nouvelle dynamique de gestion locale.....	20
<u>Encadré 5</u> : Evolution de l'appui suisse en matière de foresterie	22
<u>Encadré 6</u> : Le paradigme de la Participation Paysanne (P.P.).....	25
<u>Encadré 7</u> : Définition des principales notions de genre.....	28
<u>Encadré 8</u> : La gestion durable de la forêt villageoise : un projet des acteurs locaux	34
<u>Encadré 9</u> : La crise des AV, des leçons à tirer.....	64
<u>Encadré 10</u> : La hiérarchie sociale traditionnelle dans la région de Sikasso	67
<u>Encadré 11</u> : Pour en savoir plus sur les conventions locales.....	82

• Figures

<u>Figure 1</u> : Evolution du cheptel du Mali-sud de 1977 à 1986 (en millier de têtes).....	7
<u>Figure 2</u> : Répartition des différentes cultures en 1988 dans la zone CMDT (Mali-Sud), en % de la superficie cultivée (hors jachère)	7
<u>Figure 3</u> : Evolution de la production de bois de chauffe au Mali de 1980 à 1998	8
<u>Figure 4</u> : Evolution des précipitations (en mm) à Sikasso de 1920 à 1996.....	8

• Schémas

<u>Schéma 1</u> : Système de relation entre les formations végétales sous l'influence de facteurs de dégradation. (Précipitations 900-1200mm).....	9
<u>Schéma 2</u> : Structure politique du Mali après la Décentralisation.....	14
<u>Schéma 3</u> : Les trois volets opérationnels du programme GDRN	31
<u>Schéma 4</u> : Les étapes du processus d'élaboration d'un projet villageois de gestion durable d'une FV.....	37
<u>Schéma 5</u> : Démarche Scientifique	42
<u>Schéma 6</u> : Le développement des deux axes de recherche.....	44
<u>Schéma 7</u> : Echantillon théorique de personnes à enquêter par village.....	57
<u>Schéma 8</u> : Les acteurs locaux et leur rôle dans la gestion des forêts villageoises.....	85
<u>Schéma 9</u> : La circulation de l'information sur la FV dans les villages	88
<u>Schéma 10</u> : Diffusion de l'information à travers une assemblée villageoise	112

• Tableaux

<u>Tableau 1</u> : Evolution de la production de coton et des rendements de 1950 à 1987.....	6
<u>Tableau 2</u> : De l'hypothèse de départ aux types d'informations à recueillir	52
<u>Tableau 3</u> : Caractéristiques des cercles de la zone d'intervention de GDRN	54
<u>Tableau 4</u> : Caractéristiques des forêts choisies pour l'étude	54
<u>Tableau 5</u> : Pourcentage de la population enquêtée par village	56
<u>Tableau 6</u> : Caractéristiques comparées des villages.....	62
<u>Tableau 7</u> : Les utilisateurs et utilisations des ressources naturelles	76
<u>Tableau 8</u> : Caractéristiques des forêts villageoises étudiées	78
<u>Tableau 9</u> : Présentation comparée des différents systèmes de communication existant dans les villages d'étude	87

<u>Tableau 10</u> : Des groupes selon le degré d'information	92
<u>Tableau 11</u> : Des groupes selon le taux de présence aux réunions	92
<u>Tableau 12</u> : Les relations entre groupes stratégiques	105
<u>Tableau 13</u> : Récapitulatif des freins à la participation et propositions d'actions correspondantes	110
<u>Tableau 14</u> : Grille de lecture du contexte de mise en place d'une forêt villageoise.....	121
<u>Tableau 15</u> : Grille de lecture du contexte de mise en œuvre du projet FV.....	123

Liste des Cartes et Annexes

• **Cartes**

- Carte 1 : Situation du Mali dans l'Afrique de l'Ouest
- Carte 2 : Les zones biotiques du Mali
- Carte 3 : Situation de la région de Sikasso dans le Mali et la zone Mali-sud
- Carte 4 : Ressources ligneuses sur pied
- Carte 5 : Accroissement annuel estimé des ressources ligneuses
- Carte 6 : Densité de populations
- Carte 7 : Répartition des ethnies au Mali
- Carte 8 : Variabilité de la pluviométrie au Mali-Sud
- Carte 9 : Découpage du Mali-Sud en zones homogènes avec isohyètes (1956-1985)
- Carte 10 : Localisation des quatre villages étudiés dans la zone d'intervention du programme GDRN
- Carte 11 : Localisation de Kafono dans la commune de Kadiolo
- Carte 12 : Localisation de N'Gana dans la commune de Kignan
- Carte 13: Localisation de Zéguesso dans la commune de Nafanga
- Carte 14 : Localisation de Komé dans la commune de Boura

• **Annexes**

- Annexe 1 :Caractéristiques du Mali
- Annexe 2 La zone d'intervention du programme GDRN
- Annexe 3 :Les espèces protégées par le code forestier
- Annexe 4 :Organigramme de la commune et les partenaires de la commune
- Annexe 5 : Diagnostic socio-économique
- Annexe 6 : Diagnostic technique
- Annexe 7 : Les domaines forestiers
- Annexe 8 :Déroulement du stage
- Annexe 9 : Liste des forêts villageoises
- Annexe 10 : Guides d'entretien
- Annexe 11:Grille d'évaluation de l'information et de la participation
- Annexe 12:Comptes-rendus des restitutions.
- Annexe 13:Conclusions et propositions villageoises de changement par village
- Annexe 14 :Fiche descriptive par catégorie sociale
- Annexe 15:Tableau des structures d'encadrement dans la zone d'étude
- Annexe 16:Les organisations villageoises
- Annexe 17:Utilisation des espèces ligneuses et des graminées dans l'artisanat et la construction
- Annexe 18:Analyse de la représentativité des comités de gestion
- Annexe 19:Les ethnies de la zone d'étude

Résumé

Au Mali, aujourd'hui, les organisations internationales et le gouvernement malien par la mise en place de la décentralisation, misent, pour gérer durablement les ressources naturelles, sur une responsabilisation des acteurs locaux. Pourtant des questions subsistent quant aux modalités de leur participation : Qui doit participer ? Comment ? Pourquoi ?

Ce travail de recherche-action a été écrit suite à une recherche de 6 mois au Mali, dans la région de Sikasso, au sein du programme Gestion Durable des Ressources naturelles de l'organisation Suisse Intercoopération.

Quatre villages de la région de Sikasso, ayant un projet de gestion durable de leur "forêt villageoise" appuyé par le programme GDRN, ont été étudiés sous l'angle de la participation des acteurs locaux à ce projet. Après une analyse des stratégies des acteurs, plusieurs dynamiques ont pu être identifiées. D'un côté, les jeunes villageois alphabétisés s'insèrent de plus en plus dans la prise de décision. D'un autre, les patriarches veulent conserver leur autorité et leur main mise sur les affaires du village. En plus de cette confrontation masculine de génération, les femmes, encore très exclues des processus de prise de décision, par l'intermédiaire de quelques leaders, tentent de se positionner dans cette "arène" en tant que nouvelles interlocutrices. Enfin, les allochtones installés en communauté ne sont généralement pas pris en compte dans ces projets. Toutefois, la participation des villageois ne dépend pas seulement de leur statut social. En effet, un autre facteur explicatif de la participation est l'intérêt que l'individu porte au projet.

Une clarification des objectifs du projet et une concertation entre les différents acteurs sur le mode de gestion à élaborer peuvent leur permettre de se repositionner. Un appui à l'alphabétisation et à l'identification de projets qui répondent aux besoins prioritaires est également nécessaire pour faciliter l'implication des catégories marginalisées. Mais le plus grand changement demandé aux populations pour un élargissement de la prise de décision aux femmes, aux jeunes et aux allochtones est d'ordre socioculturel car il sous-entend une remise en question du rôle et du statut de ces différents groupes au sein de la communauté villageoise.

La participation élargie aux catégories marginalisées peut alors être considérée comme une innovation sociale, dans les sociétés rurales de cette zone. Pour être acceptée, elle doit être légitimée par les villageois. Autrement dit, soit elle est désirée et perçue par l'ensemble de la population comme une évolution nécessaire à la gestion durable de la FV, soit elle est suscitée par le programme d'appui mais se justifie pour une gestion durable.

Mot clés : Participation, genre, groupe stratégique, dégradation, gestion durable, forêt villageoise, décentralisation, Mali, Sikasso.

Summary

In Mali, today, international organizations and malian government with the decentralisation, for a sustainable management of natural resources count on a responsabilisation of local actors.. Nevertheless, questions still remain about modes of participation. Who have to participate in ? How? Why?

This research-action work has been written after a six months research in Mali, in the region of Sikasso, at the Sustainable Management of Natural Resources (GDRN) Program of the Swiss organization Intercooperation.

Four village of the region of Sikasso, that are installing a sustainable management project for their "village forest" and supported by the GDRN Program, have been studied with the participation point of view. After an actor's strategy analysis, several dynamics had been identified. On one hand, young literate people fit into decision process. On the other hand, old people want to maintain their authority and power on village management. Women, still out of decision process, want to position themselves as new interlocutors by the way of their leaders. At least, foreigners set up in community aren't taken into account in these projects. However, village participation not depends only on social status. Another explicative factor is the interest that the people give to the project. A clarification of objective's project and a dialogue between the different actors on the management they have to implement, could permit them to position again. An empowerment, by support to literacy and identification of projects that respond at priority needs, is necessary to make the marginalized people participation easier. But the most important change for a increased decision process to women, young and foreigners, is a socio-cultural one's. It depends on a call into doubt of the role and status of these different groups in the local society.

Then, the increased participation to marginalized groups could be considered as a social innovation in local society of this zone. To be accepted, it has to be recognised by village people as a necessary evolution for a sustainable management of their forest.

Key words : Participation, gender, strategic group, degradation, decentralisation, village forest, Sikasso, Mali.